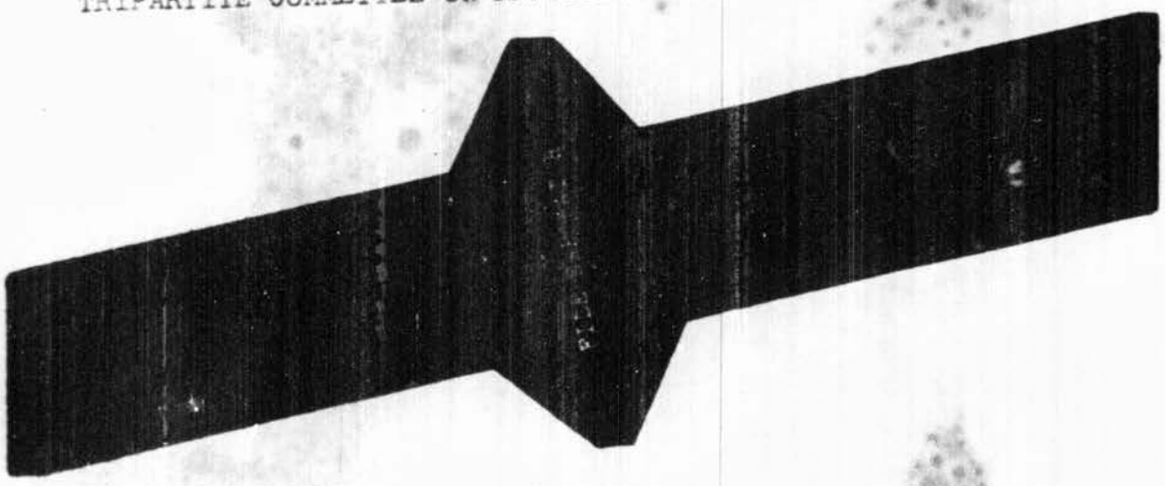
MINUTES OF MEETINGS
TRIPARTITE COMMETTEE ON REFUGEES

276 VOL. III.



Form HICOG-299
(19 Sept 50)

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

I4 Juin I950

POL/RDP/SEC(50) 44

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :

- Groupe de Travail Tripartite
  de Statistique
  Kommandatura Interalliée de Berlin

OBJET : Demande de renseignements statistiques.

En qualité de Secrétaire en exercice du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées, je suis chargé de vous demander de faire parvenir, périodiquement et directement, en 3 exemplaires, les renseignements statistiques que votre Groupe de travail serait en mesure de recueillir dans le domaine des Réfugiés et Personnes Déplacées pour les Secteurs Occidentaux de Berlin (et, le cas échéant le Secteur Oriental de Berlin, ou la Zone Soviétique). Ces renseignements viendraient compléter ceux déjà demandés au Bureau Central de Statistique de la Haute-Commission Alliée pour le territoire fédéral.

Pour vous indiquer la nature des statistiques qui nous seraient utiles, je vous adresse ci-inclus le document POL/RDP/SEC (50)3 ANNEXE qui contient les demandes présentées pour le territoire Fédéral

J. GRUAU
Secrétaire en Exercice

P.J. au destinataire seulement

COPIE à

Bureau Central de Statistique
du Secrétariat Général Allié.

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

350

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

I4 Juin I950 POL/RDP/SEC(50) 43

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :
Secrétariat Général Allié
Bureau Central des Statistiques

OBJET : Utilisation du recensement Général de I950.

Lors de sa I4ème séance, en date du 9 Juin I950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné la question du recensement général du I3 Septembre I950 sous l'angle des renseignements qui pourraient en être attendus dans le domaine des Personnes Déplacées et Réfugiés.

Afin de permettre un examen plus approfondi de la question, je suis chargé de vous demander de fournir au Sous-Comité un rapport détaillé sur les renseignements qui pourraient être tirés de l'exploitation de ce recensement, sous la forme où il est actuellement décidé.

A titre d'exemple, le Sous-Comité est intéressé par les catégories dans lesquelles seraient recensées les Personnes Déplacées, les Réfugiés etc... afin d'obtenir des renseignements d'ensemble sur leur répartition, leur origine, leur structure démographique ou professionnelle, leurs occupations, ressources, conditions de logement etc...; il serait également intéressant de recevoir un rapport sur les renseignements qui peuvent être attendus du recensement poursuivi parallèlement en Zone Orientale, bien que le Sous-Comité ait des raisons de croire que les Réfugiés et Personnes Déplacées n'y seront pas recensées en tant que telles.

J. GRUAU
Secrétaire en Exercice

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

C O N F I D E N T I E L

13 Juin 1950 POL/RDP/SEC(50) 42

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :
Monsieur J.D.R. KELLY
Officier de Liaison de l'OIR
65, Friedrich Ebert Allee
B O N N

O B J E T : Banque des Réfugiés

Au cours de sa 14ème séance en date du 9 Juin 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné votre lettre du 17 Mai 1950 relative à la fondation d'une Banque des Réfugiés.

Je suis chargé par le Sous-Comité de vous informer que la question des crédits ou des bonifications d'intérêt à accorder aux Personnes Déplacées par la Banque des Réfugiés est encore à l'étude de la Haute-Commission Alliée et du Ministre Fédéral des Réfugiés.

Je ne manquerai pas de vous informer dès qu'une décision aura été prise en la matière.

J. G R U A U
Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

C O N F I D E N T I E L

2 Juin 1950 POL/RDP/SEC(50)38

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :

Monsieur le Président du Comité
des Affaires Politiques
(à l'attention du Secrétaire en
exercice).

OBJET : Rapatriement des Réfugiés Allemands du Danemark en Octobre et Novembre 1948.

Au cours de sa treizième réunion, en date du 31 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document POL/SEC(50) 144 intitulé "Rapatriement des réfugiés Allemands du Danemark en Octobre et Novembre 1948" conjointement avec le Document FAF/SEC(50) 42 concernant la même question.

Le Sous-Comité a noté que l'accord intervenu avec le Gouvernement Danois au sujet du transfert des réfugiés prévoyait la livraison par le Danemark d'une quantité de produits alimentaires suffisante pour subvenir, pendant 3 mois, à la nourriture des réfugiés transférés en Bizone, sur la base de 1800 calories par jour. Le Sous-Comité du Ravitaillement, de l'Agriculture et des Forêts a indiqué que le Gouvernement Danois a fait plus que d'exécuter les termes de l'accord en fournissant 1.001 tonnes métriques de produits alimentaires alors qu'il aurait rempli ses obligations par la livraison de 810 tonnes métriques.

La décision des autorités américaines et britanniques de donner pour instructions aux Gouvernements des Länder de verser 50 DM. à chaque réfugié rapatrié du Danemark avait été prise afin que ceux-ci disposent d'une somme d'argent semblable à celle donnée aux prisonniers de guerre rapatriés, pour leur permettre de subsister jusqu'à ce qu'il puissent s'intégrer dans l'économie allemande. Il avait, en outre, été décidé que le produit de la vente des denrées alimentaires livrées par le Danemark serait utilisé pour rembourser les Länder de ces versements. Le fait que la somme obtenue par la vente des marchandises livrées n'a pu suffire à couvrir entièrement l'ensemble des dépenses ne peut être considéré par le Sous-Comité que comme un simple concours de circonstances. Si aucun produit alimentaire n'avait été livré

par../...

C O N F I D E N T I E L

C
0/

358

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

I4 Juin I950 POL/RDP/P(50) 4

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

OBJET : Admission des Réfugiés non-Allemands.

I - Au cours de sa 26ème réunion, le Comité des Affaires Politiques a chargé le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées de constituer un dossier sur la question citée en référence.

2 - Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a approuvé au cours de sa I4ème réunion en date du 9 Juin I950 le mémorandum joint en annexe.

3 - Il est demandé au Comité des Affaires Politiques :

- d'approuver ce mémorandum

- en cas d'approbation, de le faire parvenir de la manière qui lui semblera la plus appropriée au Gouvernement Fédéral.

J. GRUAU

Secrétaire en Exercice

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

361

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

15 Juin 1950 POL/RDP/P(50) 3

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

OBJET : Projet de déclaration à faire par le Gouvernement Fédéral allemand sur le Statut des Réfugiés et Personnes Déplacées.

I - A la demande de l'Organisation Internationale des Réfugiés, la Haute-Commission Alliée avait primitivement envisagé de demander au Gouvernement Fédéral d'accéder à la Convention de 1933 sur les réfugiés.

2 - Après discussion entre l'OIR et la Haute-Commission Alliée, ce projet qui présentait de nombreux inconvénients a été écarté et le Conseil Général de l'OIR, à sa dernière session, a admis la valeur des objections présentées.

3 - Une nouvelle convention est bien en cours d'élaboration aux Nations Unies, mais sa promulgation ne peut être envisagée avant un délai estimé trop long.

4 - Pour engager, néanmoins, sans plus attendre, le Gouvernement Fédéral à l'égard de l'opinion mondiale, il a été jugé désirable de lui proposer de faire une déclaration solennelle des principes qu'il entend appliquer aux Personnes Déplacées et Réfugiés.

5 - Cette déclaration viendrait compléter la législation allemande en cours d'élaboration.

6 - Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées, au cours de sa 14ème réunion, en date du 9 Juin 1950, s'est mis d'accord sur le projet de déclaration joint en annexe : celui-ci soumis officieusement au Ministre Fédéral des Réfugiés, n'a pas rencontré sa désapprobation.

7 - Il est demandé au Comité des Affaires Politiques :

- d'approuver dans son principe et dans sa déclaration finale de projet de Déclaration

- en cas d'approbation, de déterminer la procédure la plus expéditive afin d'en obtenir la publication par le Gouvernement Fédéral.

J. GRUAU

Secrétaire en Exercice

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

372

9 Juin 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/REP/M(50)10

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la quatorzième Réunion qui s'est tenue à Bonn-Petersberg, le 9 Juin 1950

ETAIENT PRESENTS :

Dr MEILLON	(France)	Président
M. LOGAN-GRAY	(Grande-Bretagne)	
M. SWOPE	(Etats-Unis)	

Autres personnes présentes

France	Grande-Bretagne	Etats-Unis
M. KLEIN	Miss LACEY	M. LAWRENCE
M. GRUAU		

Décisions N° II9 à 126

C O N F I D E N T I E L

- PROBLEME DES REFUGIES -

I.- Le plan de re-distribution des réfugiés actuellement en cours d'exécution porte à la fois sur l'exercice 1949 et sur l'exercice 1950.

En fait, en 1949, seuls les Laender du Wurtemberg-Hohenzollern (31.450) et le Bade (9.846) ont commencé à exécuter le programme. La Rhénanie-Palatinat n'a guère commencé qu'en 1950, mais jusqu'à présent les transferts se produisent vers les 3 Laender de notre zone à une cadence qui est parfaitement satisfaisante, étant à la fois conforme au programme et aux possibilités d'absorption : il ne saurait être en effet question de déplacer des réfugiés d'un Land à l'autre pour le seul plaisir de les faire passer d'un camp à l'autre, leur réétablissement doit être de caractère permanent, sinon définitif.

Des tableaux joints en annexe donnent l'ensemble des mouvements à ce jour en provenance des trois Laender surpeuplés et à destination des trois Laender de notre Zone.

La réalisation du plan fédéral s'est, par contre, heurtée à l'obstruction systématique de la Rhénanie-Westphalie, de Hambourg, etc....

Les élections étant terminées en Rhénanie-Westphalie il est à espérer que le nouveau Gouvernement pourra maintenant se charger d'une responsabilité au sujet de mesures de transfert éminement impopulaires parmi la population autochtone : la venue de nombreux réfugiés risquait, de surcroît, d'introduire dans le scrutin de dangereuses inconnues, que l'on semble avoir voulu éviter.

L'Observateur Français du Land du Schleswig-Holstein voit, dans le cas particulier de ce Land, un inconvénient à l'entassement prolongé d'un trop grand nombre de réfugiés en raison des incidences :

- sur le Fédéralisme,
- sur le développement de l'extrêmisme,
- sur le retard à l'intégration des réfugiés, et
- sur la question de la minorité danoise dans le Sud-Schleswig.

.../...

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

16 Juin 1950 POL/RDP/P(50) 5

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Réfugiés Allemands en Chine (non éligibles à l'O.I.R.)

I - Le désir de certains nationaux allemands demeurant en Chine d'être rapatriés, a été porté pour la première fois à la connaissance de l'Elément Britannique au Conseil de Contrôle en Allemagne le 31 Janvier 1949 par une lettre rédigée par le Sénat de la ville hanséatique de Hambourg dans laquelle il était dit que l'Association des Allemands d'Extrême Orient de Hambourg-Brême avait recu des demandes de renseignements d'Allemands de Chine désirant rentrer à leurs anciens lieux de résidence dans les trois Zones Occidentales. Le nombre de ces personnes se décompose comme suit :

pour la Zone Britannique	30
pour la Zone Américaine	40
pour la Zone Francaise	45

Les Autorités allemandes de Hambourg avaient alors exprimé leur consentement d'accepter tous les Allemands de Chine et se déclaraient prêtes à assurer leur accueil, leur entretien et leur destination finale.

2 - Le 9 Juin 1949, le Foreign Office transmit un rapport recu de Hans Bidder, ancien Chancelier allemand à Tchung-King, représentant les intérêts de tous les nationaux allemands à Pékin et Tientsin. Ce rapport établissait que tous les Allemands de cette région de Chine, qu'ils aient été membres du parti nazi ou non, ont été lourdement frappés en 1945 par la confiscation de leurs biens, meubles et immeubles et réduits à vivre sur le peu de réserves qu'ils ont. Il y avait à Pékin 120 Allemands dont 30 demandaient à être rapatriés en Zone Britannique et 30 en Zones Américaine et Francaise. Il y en avait 200 demeurant à Tientsin, mais aucun chiffre de rapatriement volontaire n'a été donné pour ce groupe. Nous informâmes le Foreign Office que nous étions disposés à délivrer les permis d'entrée aux Allemands en Chine désirant se faire rapatrier mais que nous n'étions pas à même de financer et d'organiser cette opération.

3 - Etant donné le consentement de la ville hanséatique de Hambourg d'accueillir ces personnes, l'OTC autorisa les consuls Britannique, Américain et Francais de Shanghaï à délivrer des permis d'entrée aux nationaux allemands réclamant leur rapatriement, sans en référer à la Haute-Commission Alliée.

./....

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

26 Juin 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/RDP/SEC(50)37
annexe A
1ère Révision

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

- PROJET DE LETTRE DE REPONSE AU CHANCELIER FEDERAL -

Monsieur le Chancelier,

La Haute-Commission a examiné de nouveau le cas particulier des Prisonniers de Guerre Allemands retenus en Albanie que vous aviez rappelé par votre lettre N.3504/3454/50 du 27 Avril 1950 faisant suite à l'exposé général de votre lettre N°3500/0122/49 du 6 Décembre 1949 traitant du cas général des Prisonniers de Guerre Allemands retenus dans les Pays d'Europe Orientale.

Au nom de la Haute-Commission Alliée je suis chargé de vous informer que le représentant du Gouvernement Français à Tirana est déjà intervenu à plusieurs reprises et notamment les 25 Août et 30 Octobre dernier, auprès du Gouvernement Albanais en vue d'obtenir la libération des Allemands qui étaient encore retenus en Albanie en qualité de Prisonniers de Guerre.

Le Ministre de France à Tirana a fait savoir que 202 Prisonniers de Guerre Allemands avaient été embarqués le 31 Mai à Vallona à bord du Navire "Plekhanov" en route pour l'Allemagne : il n'a toutefois pas reçu du Gouvernement Albanais de réponse à ses demandes d'information et ne peut en conséquence donner l'assurance que ce contingent comprend la totalité des Prisonniers de Guerre Allemands détenus en Albanie, comme l'affirme néanmoins un communiqué officiel de Tirana.

La Haute-Commission se félicite de ce que ses démarches aient pu contribuer à hâter la libération de ce contingent de Prisonniers de Guerre.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier l'expression de ma haute considération.

C O N F I D E N T I E L

[illegible] JUIN 1950

CONFIDENTIEL

[illegible] (389)

POL/RDP/[illegible]

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : Secrétaire en Exercice
Office Tripartite de la Circulation
HERFORD - BAOR 15 -

Objet: Rapatriement Individuel ou Collectif de Ressortissants Allemands.-

Suite à notre communication POL/RDP/SEC(50)35 et en réponse à vos deux notes OTC/CTB/MEMO(50)7 et 12, je suis chargé de vous informer que, au cours de sa 14ème Réunion, tenue le 9 Juin 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a reexaminé la question soulevée par ces documents, pris note du compte-rendu de l'entrevue officieuse du Délégué Français avec le Ministre Fédéral des Réfugiés sur ce sujet, et décidé, compte-tenu de l'opinion exprimée par le Gouvernement Fédéral, de vous faire connaître les conclusions du Sous-Comité.

A.- Groupes de ressortissants allemands (ou d'origine ethnique allemande) à rapatrier collectivement, et individus à rapatrier aux frais du Gouvernement Allemand.

Quelle que soit l'origine des demandes concernant des personnes de cette catégorie (listes officielles ou privée, sources allemandes ou alliées) il appartiendrait au Sous-Comité des Réfugiés et des Personnes Déplacées de centraliser les listes collectives ou les demandes particulières, et, après avoir au besoin pris l'avis des autorités allemandes responsables, de se prononcer sur la suite à réserver aux demandes des différentes catégories de ressortissants allemands ou assimilés intéressés. En cas de désaccord la décision finale sera prise par le Comité des Affaires Politiques. Dans le cas où une décision de principe favorable au rapatriement aura été prise, les listes seront transmises d'une part à l'Office Tripartite de la Circulation pour examen des cas individuels et établissement des documents

nécessaires ../..

CONFIDENTIEL

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

27 Juin 1950 POL/RDP/SEC(50) 45

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :
Comité des Affaires Politiques
(Secrétaire en Exercice)

OBJET : Validations de certains mariages religieux de Personnes Déplacées réétablies,-

Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a recu une lettre de l'Officier de Liaison de l'Organisation Internationale des Réfugiés, en date du I5 Juin I950, demandant l'amendement de l'Article X de la Loi N. 23 de la Haute-Commission Alliée, afin de permettre que les mariages religieux des Personnes Déplacées ayant émigré d'Allemagne puissent être validés dans ce dernier pays.

Lors de sa I5ème réunion, en date du 2I Juin I950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a décidé de vous soumettre cette lettre (dont copie en annexe) en vous demandant de la transmettre au Comité des Affaires Juridiques.

J. GRUAU

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

(356)

26 Juin 1950 — CONFIDENTIEL — POD/RDP/SEC(50)47

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : Kirchliche Hilfstelle
München - 15-Schuberstr.2

Objet : Demande tendant au transfert d'Autriche en Allemagne de personnes de souche germanique venues volontairement de Bucovine en Autriche.

Je suis chargé de vous accuser réception de votre lettre du 5 Juin 1950, adressée à M. le Haut-Commissaire de la République Française en Allemagne, par laquelle vous exposez la situation de 8.000 personnes de souche germanique, originaires de Bucovine, résidant actuellement en Autriche, et ayant accepté volontairement leur transfert de Roumanie sur le territoire contrôlé à l'époque par le IIIème Reich.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Haute-Commission Alliée a pris note du contenu de cette lettre.

J. GRUAU

Secrétaire en Exercice

CONFIDENTIEL

403

02

Refugee Branch,
Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide. BAOR. 19.

Tel: Wahnerheide 332

3 July 1950

To: Office of the Manpower Adviser, Wahn
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen
Office of the Educational Adviser, Bielefeld

Subject: Sub-Committee for Refugees and DPs

Attached for your information is a copy of PCI/RDP/M(50)11.

for Director
Refugee Branch

Copies to:-
G.A. Deane Esq., Central Statistical Office, AGSEC, Petersberg
Governmental Officer, Land Commissioner's Office, Dusseldorf
" " " " " Hannover
" " " " " Kiel
" " " " " Hansestadt Hamburg

Central Registry, Wahn
U.K. Secretary, Political Affairs Committee, AGSEC, Petersberg
Combined Travel Board, Herford, BAOR. 15.
Combined Repatriation Executive, (B.E.). A.C.A. Building, Berlin.

5 July 50

402

RESTRICTED

23 June 1950

POL/RDP/M(50)11

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES of the

15th Meeting held at Petersberg

on 21 June 1950

PRESENT:

Dr. Meillon, France (Chairman)
Mr. Logan Gray, U.K.
Mr. Weisz, U.S.

Others present:

France	U.K.	U.S.
M. Klein	Miss Lacey	Mr. Lawrence
M. Gruau		

Minutes 127 to 139

406

C O N F I D E N T I E L

10 Juillet 1950

HICOM/P(50)116

CONSEIL
de la
HAUTE COMMISSION ALLIEE

276

W. Fiche

PROJET DE DECLARATION DU GOUVERNEMENT FEDERAL RELATIVE AU PROJET DE LOI SUR LE STATUT JURIDIQUE DES PERSONNES DEPLACEES DANS LE TERRITOIRE FEDERAL

(Note du Secrétariat)

1. - Le document ci-joint est un projet de déclaration que le Gouvernement Fédéral désire faire à l'occasion de l'envoi au Bundesrat d'un projet de Loi sur le Statut Juridique des Personnes Déplacées dans le Territoire Fédéral.

2. - Le Comité des Affaires Politiques recommande que le Conseil donne son approbation à ce projet de déclaration.

3. - Ce document sera soumis à l'examen du Conseil lors de sa 33ème séance le 13 Juillet 1950.

Secrétariat Général Allié (L. HANDLEY-DERRY
J.E. SLATER
G.P. GLAIN)

C O N F I D E N T I E L

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

23 Juin 1950 POL/RDP/M(50) II

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la quinzième réunion qui s'est
tenue à BONN-PETERSBERG, le 21 Juin 1950

ETAIENT PRESENTS :

Dr. MEILLON (France) Président
Cl LOGAN-GRAY (Grande Bretagne)
M. WIBSZ (Etats-Unis)

Autres Personnes présentes :

France	Grande-Bretagne	Etats-Unis
M. KLEIN	Miss LACEY	Mr. LAWRENCE
M. GRUAU		

DECISIONS N. 127 à 139

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

(418)

- HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE en ALLEMAGNE -

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES POLITIQUES

- Réfugiés & Personnes Déplacées -

le 29 Juin 1950

- COMMUNIQUE DE PRESSE du GOUVERNEMENT FEDERAL -

à l'occasion de la prise en charge par les Autorités Allemandes de toutes les Personnes Déplacées et Réfugiés autres que celles en cours de réétablissement

-:-

Au 1er Juillet 1950 les étrangers n'ayant plus de patrie (heimatlos) qui, sous la dénomination de "Personnes Déplacées" bénéficiaient de l'assistance de l'Organisation Internationale des Réfugiés, seront placés sous la protection de la République Fédérale à l'exception de ceux qui se trouvent en cours de réétablissement, et qui continuent, pour cette raison, à recevoir l'aide et l'assistance de l'Organisation Internationale des Réfugiés. A cette occasion le Gouvernement Fédéral communique :

Grâce à l'action des Nations-Unies et des organismes mandatés à cet effet par elles il a été possible de rapatrier ou de faire émigrer la plus grande partie des Personnes Déplacées qui se trouvaient sur le territoire de la République Fédérale à la cessation des hostilités. Sous la conduite de l'Organisation Internationale des Réfugiés ce mouvement d'émigration sera mené à son terme dans les mois qui viennent.

Les Personnes Déplacées restantes devront demeurer sur le territoire de la République Fédérale étant donné que pour des raisons d'ordre professionnel, familial, ou sanitaire, ou par suite de leur grand âge, elles n'entrent pas en ligne de compte pour cette émigration, et qu'elles ne peuvent, par ailleurs, retourner dans leur pays d'origine sans risquer leur vie ou leur liberté.

Le ../..

923

3 Juillet 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/P(50)6
Annexe

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

- ANNEXE AU PROJET DE LOI sur le STATUT JURIDIQUE des PERSONNES DEPLACEES (HEIMATLOSE-AUSLÄNDER) à L'INTERIEUR DU TERRITOIRE FEDERAL -

(PROPOSITION ALLEMANDE : Traduction)

Les amendements suivants sont proposés :

Article 2 - Ajouter le deuxième alinéa suivant :

(2) Dans un délai de un an commençant à courir de la date du voyage de départ, la personne déplacée (Heimatloser Ausländer) peut transférer à nouveau son domicile habituel sur le territoire de la République Fédéral. Dans ce cas elle bénéficie à nouveau du statut juridique des Personnes Déplacées (Heimatlose Ausländer)

Remarque :
Il n'y aurait plus d'objections à étendre ce délai à 2 ans, après qu'il ait été établi que les passeports accordent l'autorisation du retour pour des périodes allant jusqu'à 2 ans.

Article 13 -

Nouvelle rédaction :
En ce qui concerne le droit de se réunir en associations qui ne poursuivent pas des buts économiques ou politiques, et en syndicats, les Personnes Déplacées (Heimatlose Ausländer) recevront le même traitement que les ressortissants allemands.

Observation :
L'égalité de traitement ne soulève pas d'objections, sauf en ce qui concerne les associations politiques. Des associations politiques d'étrangers présentent le danger de troubler l'ordre intérieur. Il n'existe pas une nécessité absolue d'accorder de telles autorisations, l'égalité de traitement est prévue pour les associations de caractère économique à l'art.17 (2)

.../...

C O N F I D E N T I E L

427

6 Juin 1950 — C O N F I D E N T I E L — POL/RDP/SEC(50)48

276

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

C/R 4749 20 JUIL 1950 CTB

Destinataire : M. J.D.R. KELLY, Officier de Liaison
de l'OIR auprès de la Haute-Commission Alliée
65 Friedrich Ebert Allee
B O N N

Objet : Accès aux Tribunaux allemands d'Hommes de Loi "Personnes Déplacées" pour les affaires touchant des Personnes Déplacées.

Je me réfère à votre lettre du 28 Mars 1950 relative à la question ci-dessus et aux correspondances que vous avez échangées entre-temps avec le Délégué Britannique de notre Sous-Comité.

Au cours de sa dernière réunion en date du 21 Juin 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné cette question et m'a chargé de vous répondre ce qui suit :

Le projet de loi sur le statut des Personnes Déplacées et Réfugiés, actuellement à l'étude de notre Sous-Comité, prévoit l'application de la procédure de la juridiction gracieuse et le bénéfice de l'assistance judiciaire aux Personnes Déplacées et Réfugiés au même titre qu'aux ressortissants allemands.

Ce projet de loi contient également des dispositions en vue de la reconnaissance des diplômes étrangers et du libre exercice des professions libérales par les Personnes Déplacées et Réfugiés résidant sur le territoire Fédéral sous certaines conditions.

Par ailleurs, certains amendements qui tiendraient encore davantage compte des intérêts des Personnes Déplacées et Réfugiés ont été proposés aux Autorités Allemandes et sont en cours d'examen.

Enfin, pendant la durée du mandat de l'Organisation Internationale des Réfugiés, les Personnes Déplacées et Réfugiés continuent de pouvoir bénéficier de la protection juridique de votre Organisation.

En conséquence, le Sous-Comité est d'avis que la défense des Personnes Déplacées et Réfugiés devant les Tribunaux Allemands sera assurée dans des conditions satisfaisantes et que, dans l'attente de la réalisation d'une loi d'ensemble sur les Personnes Déplacées et Réfugiés il n'y a pas lieu d'intervenir spécialement auprès du ministre de la Justice en vue de l'admission au barreau d'un certain nombre d'Hommes de Loi "Personnes Déplacées".

J. G R U A U
Secrétaire en Exercice

276

418

CIN 47-50
20 JUL 1950
CTB

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

5 Juillet 1950 POL/RDP/P(50)BE

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Commentaires de l'Organisation Internationale des Réfugiés relatifs au projet de loi fédérale sur le Statut des Réfugiés et Personnes Déplacées (Version du 2 Juin 1950).-

---

I - Titre et définition.

Il est recommandé de changer le titre de la loi, le ter "heimatlose Ausländer" est considéré comme donnant une définition inexacte des personnes sous mandat de l'OIR. Bien que le législateur ait eu probablement l'intention de désigner à la fois de jure et de facto les personnes sans patrie en usant du terme "heimatlose Ausländer", il est estimé que ce terme ne répond pas au but de la loi. Tout d'abord, il y a de nombreux "heimatlose Ausländer" - étrangers sans patrie - qui ne sont pas sous mandat de l'OIR et du futur Haut-Commissaire des Nations Unies [pour les Réfugiés]. En second lieu, il peut être élevé des objections politiques contre le fait d'apposer sur les Personnes Déplacées et Réfugiés l'étiquette "heimatlose Ausländer" afin de satisfaire le désir nettement exprimé par toutes les autorités responsables d'assimiler le plus possible les Réfugiés et Personnes Déplacées au Statut des ressortissants allemands. Les avantages consentis par cette loi sont accordés en vertu du fait que ces personnes sont des réfugiés et non du fait qu'elles sont soit étrangères, soit apatrides. Il est donc suggéré que le mot "réfugié" soit inclus dans le titre.

Etant donné qu'il existe déjà une certaine quantité de textes législatifs traitant des réfugiés d'origine ethnique allemande en Allemagne il faut faire une distinction, dans le titre de la loi, entre réfugiés allemands et réfugiés sous mandat de l'OIR. Pour cette raison il est suggéré que le titre de la loi pourrait être le suivant :

"Loi relative au Statut juridique des Réfugiés sous la protection des Nations Unies "

Si ce titre est adopté, le terme "heimatlose Ausländer" doit doit disparaitre des paragraphes où il figure et être remplacé par le mot "Flüchtling".

2- ./...

422

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

5 Juillet 1950 POL/RDP/Agenda (50)12

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

ORDRE du JOUR
de la seizième réunion qui aura lieu le
Mardi 11 Juillet 1950 à Bonn-Pétersberg
à 10h.

1.- CONFIRMATION ET SIGNATURE DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE (POL/RDP/M(50)11)

2.- POINTS RESULTANT DES SEANCES PRECEDENTES.-

a)- Projet de déclaration à faire par le Gouvernement Fédéral sur le Statut des Réfugiés et Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)11- Conclusion 128 a)

b)- Avenir du Service International de Recherches (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 b)

c)- Passage clandestin de la frontière belge par des Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 d)

d)- Admission de Réfugiés non-allemands (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 e)

e)- Contrôle douanier des Personnes Déplacées et Réfugiés sous tutelle de l'OIR émigrant collectivement (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 f)

f)- Allemands internés en Espagne (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 g)

g)- Projet de résolution du Conseil Economique et Social à l'Assemblée Générale de l'ONU (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 i)

h)- Suppression des visas de sortie pour les Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 l)

i)- Accès aux Tribunaux allemands d'Hommes de loi "Personnes Déplacées" (POL/RDP/M(50)11 - Conclusion 128 p)

j)./...

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

420

C O N F I D E N T I E L

20 Juillet I950 POL/RDP/Agenda(50)I3.

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

ORDRE du JOUR
de la dix-septième réunion
qui aura lieu le Mercredi 26 Juillet I950 à
Bonn-Pétersberg
à I0h.

I.- CONFIRMATION ET SIGNATURE DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE (POL/RDP/M(50)I2)

2.- POINTS RESULTANT DES SEANCES PRECEDENTES .-

a) Passage clandestin de la frontière Belge par des Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)I2 - Conclusion I4I c)

b) Projet de Résolution du Conseil Economique et Social des Nations Unies (POL/RDP/M(50)I2 - Conclusion I4I g)

c) Suppression des visas de sortie pour les Personnes Déplacées - Adhésion du Gouvernement Fédéral à l'accord de Londres sur le Titre de Voyage (POL/RDP/M(50)I2 - Conclusion I4I h)

d) Admission en Allemagne Occidentale de Réfugiés non-Allemands (POL/RDP/M(50)I2 - Conclusion I4I o)

e) Expulsions vers l'Allemagne (POL/OTC/CTB/Memo(50)5

e) Mission de Rapatriement Yougoslave (POL/RDP/M(50)I2 - Conclusion I45 b)

f) Reprise du Rapatriement des Prisonniers de Guerre Allemands (POL/RDP/M(50) - Conclusion I45 c)

g) Renseignements nécessaires au Groupe d'Etudes de Londres pour l'examen du Statut d'Occupation (POL/RDP/M(50) - Conclusion I45 e) et POL/RDP/P(50)7 Ière révision

h)./....

C O N F I D E N T I E L

426

C O N F I D E N T I E L

18 Juillet 1950

POL/RDP/P(50) 7
(Ière révision)

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Renseignements à fournir au Groupe de Travail de Londres au sujet de la révision du Statut d'Occupation.

A la suite de la réunion qui eut lieu le 13 Juillet, et à la demande du Délégué américain, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a tenu une autre réunion le 18 Juillet, afin de présenter des recommandations communes au sujet du paragraphe 2 (d) du Statut d'Occupation.

Le Sous-Comité est arrivé à un accord tripartite sur ces recommandations et le présent document contient les opinions concordantes des éléments britanniques, américain et français.

Ce document est soumis au Comité des Affaires Politiques pour être examiné au cours de la réunion du 19 Juillet 1950.

D.M. LACEY

C O N F I D E N T I E L

435

C O N F I D E N T I E L

POL/RDP/M(50) I2

I2 Juillet I950

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la seizième réunion qui

s'est tenue à BONN - PETERSBERG le II Juillet I950

ETAIENT PRESENTS :

Mr. LOGAN-GRAY (Grande Bretagne) Président

Mr. SWOPE (Etats-Unis)

M. KLEIN (France)

Autres personnes Présentes :

Grande-Bretagne	Etats-Unis	France
Miss LACEY	Mr. LAWRENCE	M. GRUAU

DECISIONS I40 à I46

C O N F I D E N T I E L

430

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

I9 Juillet I950

POL/RDP/SEC(50)5I

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :

Mr. E.T. WATSON
Sous-Comité des Douanes
Office du Conseiller Financier
Britannique
Section de Liaison avec les
Ministère des Finances
FRANCFORT

BAOR 2I

OBJET : Contrôle douanier des exportations des Personnes Déplacées et des Réfugiés sous mandat de l'OIR (FOREX/CUS/MEMO(50)50 Ière révision)

Je suis chargé de vous informer qu'au cours de la seizième réunion, en date du II Juillet I950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a approuvé le document FOREX/CUS/MEMO(50)50 Ière révision, étant entendu que l'Annexe A du document FOREX/CUS/MEMO(50)50, amendée et révisée par ducument DPD/0050/SEC du30 Juin I950, sera mise en application, ainsi que l'avait proposé le Délégué Britannique, lors de la réunion du 22 Juin I950 à Francfort.

D.M. LACEY
Secrétaire en Exercice

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

439

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

II Août 1950 POL/RDP/SEC(50)65

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE :

Ministre Fédéral des Réfugiés
B O N N

276

OBJET : Projet de loi fédérale sur les personnes disparues.-

A sa 18ème réunion tenue le 10 Août 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a décidé de transmettre au Ministère Fédéral des Réfugiés, pour telle action jugée appropriée, les commentaires de l'Organisation Internationale des Réfugiés relatifs au projet de loi fédérale amendant la loi sur les personnes disparues.

Ces commentaires sont les suivants :

"1 - Nous nous référons au projet de loi fédérale amendant la loi sur les personnes disparues - Verschollenheitsgesetz - Drucksache N°1100. Cette loi traite de la présomption de décès et est pendante actuellement devant le Bundestag. Notre Organisation est extrêmement intéressée à cette question, étant donné que tant de nos protégés ont perdu leurs proches parents dans des camps de concentration et par le fait des conditions anormales en Europe Orientale pendant les dix dernieres années. Nous vous serions obligés de transmettre à l'Autorité Allemande appropriée nos commentaires et une copie ci-incluse de la Convention des Nations Unies sur la déclaration de décès des personnes disparues.

2 - Deux des modifications proposées au Verschollenheitsgesetz du 4 Juillet 1939 ont trait aux étrangers et personnes sans nationalité.

(a) La Proposition N.4, se référant au paragraphe 12, sous-section 3, étend la faculté de présenter des demandes de déclaration de décès aux étrangers dont l'épouse survivante est une ressortissante allemande. Considérant que jusqu'à présent ce droit n'appartenait qu'à l'épouse, maintenant ces demandes peuvent être présentées également par les conjoints survivants d'épouses étrangères ou apatrides disparues. Néanmoins, ce droit est limité aux conjoints de nationalité allemande ou aux réfugiés d'origine ethnique allemande.

./...

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

C O N F I D E N T I E L

21 Août 1950 POL/RDP/Agenda(50) I5

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

ORDRE du JOUR

de la dix-neuvième réunion

qui aura lieu le mercredi 23 Août 1950 à

Bonn-Petersberg

à 11h.

I - CONFIRMATION ET SIGNATURE DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE (POL/RDP/M(50) I4)

2 - POINTS RESULTANT DES SEANCES PRECEDENTES.-

a) Suppression des visas de sortie pour les Personnes Déplacées - Adhésion du Gouvernement Fédéral à l'Agrément de Londres (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I54 a)

b) Réadmission en Allemagne Occidentale de ressortissants Allemands, de Personnes Déplacées et de Réfugiés non Allemands (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I54 b) - (POL/OTC/CTB/Memo(50)5)

c) Projet de déclaration à faire par le Gouvernement Fédéral sur le Statut des Réfugiés et Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I54 d)

d) Lettre de l'Officier de Liaison OIR sur la Banque des Réfugiés (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I54 f)

e) Projet de loi fédérale sur le Statut des Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I54 i)

f) Admission en cas d'urgence de ressortissants Allemands sur le territoire fédéral (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I55)

g) Besoins en statistiques (POL/RDP/M(50)I4 - Conclusion I56)

h)./...

C O N F I D E N T I E L

276

441

CONFIDENTIEL

11 Août 1950 PCL/RDP/SEC(50)63

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE :

Secrétaire en exercice du
Comité des Affaires Politiques

OBJET: Projet de Déclaration à faire par le Gouvernement Fédéral sur le Statut des Réfugiés et Personnes Déplacées.

Au cours de sa dix-huitième réunion , en date du 10 Août 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné la Déclaration sur le statut des Personnes Déplacées en Allemagne Occidentale faite par le Gouvernement Fédéral à l'occasion de la transmission au Bundesrat du projet de loi sur la situation juridique des Personnes Déplacées.

Le Sous-Comité a connaissance de l'intention de la République Fédérale d'adresser dans un proche avenir cette déclaration à la Haute-Commission Alliée. Il recommande en conséquence, en raison de l'importance de la question, que des copies de cette Déclaration soient adressées, après réception, au Secrétaire Général des Nations-Unies et au Directeur Général de l'Organisation Internationale des Réfugiés.

Cette déclaration a été diffusée par le document AGSEC(50) 1740- ADDENDUM- en date du 21 Août 1950.

EDWARD W. LAWRENCE
Secrétaire en exercice.

CONFIDENTIEL

II Août 1950 POL/RDP/M(50)14

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la dix-huitième réunion
qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG le II Août 1950

ETAIENT PRESENTS :

Mr. LAWRENCE (Etats-Unis) Président
Dr. MEILLON (France)
Mr. LOGAN-GRAY (Grande Bretagne)

Autres Personnes Présentes :

Etats-Unis	France	Grande Bretagne
Mrs. ACTON	M. KLEIN M. GRUAU	Mr. PEARMAN-WILSON

DECISIONS 153 à 161

457

24 Août 1950 POL/RDP/M(50)15

276

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la dix-neuvième réunion

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG, le 23 Août 1950

ETAIENT PRESENTS:

Mr. WEISZ (Etats-Unis) Président
Dr. MEILLON (France)
Mr. LOGAN-GRAY (Grande-Bretagne)

Autres Personnes Présentes:

Etats-Unis	France	Grande-Bretagne
Mr. Hughes	M. KLEIN	Mr. PEARMAN-WILSON
Mr. LAWRENCE	M. GROAU	

DECISIONS 162 à 167

C O N F I D E N T I E L

458

276

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

POL/RDP/SEC(50)54

I9 Juillet I950

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :

Mr. J.D.R. KELLY
Officier de Liaison de l'OIR
Auprès de la Haute-Commission
alliée
65, Friedrich Ebert Allee
BONN BAOR I9

OBJET : Loi sur les revendications des Victimes du Nazisme.

Faisant suite au Document POL/RDP/SEC(50) 29 auquel était joint le document AGSEC(50)906 relatif à la question citée ci-dessus, je suis chargé, en ma qualité de secrétaire en exercice du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées de vous adresser un exemplaire du document AGSEC(50)I3II contenant la réponse de la Chancellerie Fédérale.

D.M. LACEY
Secrétaire en Exercice

P.J. Au destinataire seulement

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

460

276

SECRET

26 Juillet 1950 POL/RDP/P(50)8

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

REVISION DU PREAMBULE DU PROJET DE DECLARATION A FAIRE PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL SUR LE STATUT DES PERSONNES DEPLACEES ET REFUGIES.-

---

Le Conseil de la Haute-Commission Alliée avait approuvé le projet de Déclaration que le Gouvernement Fédéral a l'intention de publier à l'occasion de la soumission au Bundesrat du projet de loi sur le Statut juridique des Personnes Déplacées et Réfugiés en Territoire Fédéral, sous réserve d'une modification de la deuxième phrase du préambule.

Le Gouvernement Fédéral n'ayant pas trouvé cette modification entièrement acceptable, des négociations ont eu lieu entre les trois éléments du Sous-Comité et les Autorités allemandes et un accord est intervenu au sujet de la révision du préambule.

Le préambule du projet de Déclaration, révisé, est soumis pour examen et action intérimaire au Comité des Affaires Politiques.

SECRET

276

465

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

27 Juillet 1950 POL/RDP/M(50)13

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S--V E R B A L

de la dix-septième réunion
qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG le 26 Juillet 1950

ETAIENT PRESENTS :

Mr. LOGAN-GRAY (Grande-Bretagne) Président
Mr. SWOPE (Etats-Unis)
M. KLEIN (France)

Autres personnes présentes :

Grande Bretagne	Etats-Unis	France
Miss LACEY	Mr. LAWRENCE	M. GRUAU

DECISIONS 147 à 152

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

(470)

RESTRICTED

August 24, 1950

PCL/RDP/M(50)15

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

19th Meeting held at Petersberg

on August 23,1950

PRESENT:

Mr. WEISZ

Dr. MEILLON

Mr. LOGAN-GRAY

Others present:

U.S.	France	U.K.
Mr. HUGHES	M. KLEIN	Mr. PEARMAN-WILSON
Mr. LAWRENCE	M. GRUAU	

Minutes 162 - 167

Refugee Branch,
Chancery,
Office of the United Kingdom High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

Telephone: Wahnerheide 626

1st September, 1950.

To: Office of the Manpower Adviser,
Wahnerheide.
Office of the Public Health Adviser,
Bad Salzuflen.
Office of the Educational Adviser,
Bielefeld.

SUBJECT: Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons

Attached for your information are copies of POL/RDP/M(50)15.

for Director
Refugee Branch

Copies to:

G.A. Deane Esq., Central Statistical Office, AGSEC, Petersberg.
Governmental Officer, Land Commissioner's Office, Dusseldorf.
" " " " " Hannover
" " " " " Kiel
" " " " " Hansestadt Hamburg.
Central Registry, Wahnerheide.
Allied General Secretariat (British Element)
(Attention O. Steger Esq.) 10 copies
Combined Travel Board (British Element), Herford. 1 copy
Combined Repatriation Executive, Berlin. 1 copy

473

C O N F I D E N T I E L

POL/RDP/P(50)8

4 Septembre 1950

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

-:-:-:-:-

Résolution du Conseil de l'Europe relative à la création d'un Office européen des Réfugiés.

I. - PROPOSITION DE RESOLUTION présentée le 19 Août 1950 session ordinaire 1950 de l'Assemblée consultative en conclusion du débat sur le rapport de la commission des Questions sociales

par

MM. Gerstenmaier, Lütkens, Paul, Erler, Mme Schroeder, M. Macmillan, Sir David Maxwell-Fyfe, Sir Ronald Ross, M. Eccles, Lady Tweedsmuir, MM. Sandys, Schäfer, Nölting, Foster, von Brentano, Pünder, Schütz, Kiesinger.

1.- L'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe demande au Comité des Ministres de créer un Bureau européen des Réfugiés, placé sous le contrôle du Conseil de l'Europe.

Ce Bureau aura pour tâche d'arrêter , en collaboration avec l'O.E.C.E., les grandes lignes d'une Politique visant au reclassement et au plein emploi des Réfugiés et expulsés, d'élaborer en collaboration avec les gouvernements respectifs et avec les organismes internationaux compétents, des projets concrets de reclassement en Europe et dans les pays d'outre-mer, et de rassembler les fonds nécessaires au financement de ces projets.

2. - L'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe invite en outre le Comité des Ministres à recommander aux Gouvernements représentés aux Nations-Unies que le Haut-Commissaire des Nations-Unies ait qualité pour traiter les problèmes intéressant tous les réfugiés, quelles que soient leur nationalité, leur religion et leur race, et soit habilité à prendre toutes mesures voulues pour assurer le reclassement social , économique et politique des réfugiés.

II.-PROPOSITION

./....

CIN 6203
RECEIVED
11 SEP 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

C O N F I D E N T I E L

475

Août 1950

POL/RDP/SEC(50)6.

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

-:-:-:-:-

DESTINATAIRE:

Secrétaire en exercice
du Comité des Affaires
Politiques.

OBJET: - Adhésion du Gouvernement Fédéral Allemand à l'Agrément de Londres du 15 Octobre 1946.

Au cours de sa 19ème réunion, en date du 23 Août 1950, le Sous-Comité a examiné la question de l'adhésion du Gouvernement Fédéral Allemand à l'Agrément de Londres et comme corollaire le problème de la délivrance par ce Gouvernement, aux Personnes Déplacées et Réfugiés sous tutelle de l'OIR résidant en Allemagne, de Titres de voyages de Londres.

Le Sous-Comité, considérant l'accord intervenu au cours de la réunion du 31 Janvier 1950 entre le Comité des Affaires Politiques et les représentants de l'OIR sur l'opportunité de l'adhésion du Gouvernement Fédéral Allemand à l'Agrément de Londres (POL/MEMO (50)4) a donné pour instructions au Secrétaire en exercice de préparer un projet de lettre en ce sens au Gouvernement Fédéral et de le soumettre à l'approbation du Comité des Affaires Politiques. Une copie de ce projet de lettre est jointe en annexe A.

EDWARD. W. LAWRENCE

Secrétaire en Exercice.

C O N F I D E N T I E L

CIN 6205
RECEIVED
CTB

484 483

Refugee Branch,
The Chancery,
Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide, BAOR. 19.

Tel: Wahnerheide 332 · 18th September 1950

To: Office of the Manpower Adviser, Wahnerheide
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen
Office of the Educational Adviser, Bielefeld.

Subject: Sub-Committee for Refugees and DPs

Attached for your information is a copy of POL/RDP/M(50)16

for Director

Copies to:

G.A. Deane Esq., Central Statistical Office, Petersberg
Governmental Officer, Land Commissioner's Office, Dusseldorf
" " " " " " Hannover
" " " " " " Kiel
" " " " " " Hansestadt Hamburg
Central Registry, Wahnerheide
Political Affairs Committee (BE), AGSHC
Combined Travel Board (BE) Herford
Combined Repatriation Executive, Wahnerheide.

RESTRICTED

2 September 1950 POL/RDP/M(50)16

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

20th meeting held at Petersberg 8 September 1950

PRESENT

Dr. Mailion, France (Chairman)
Miss Lacey, U.K.
Mr. Weiss, U.S.

Others present:

France	U.K.	U.S.
M. Gruss	Mr. Penman Wilson	Mr. Lawrence Mrs. Acton

Minutes 168 - 176

494

C O N F I D E N T I E L

9 Septembre 1950 POL/RDP/M(50) 16

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la vingtième réunion

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG le 8 Septembre 1950

ETAIENT PRESENTS

Dr. MEILLON (France) Président
Miss LACEY (Grande Bretagne)
Mr. WEISZ (Etats-Unis)

Autres Personnes Présentes :

France	Grande-Bretagne	Etats-Unis
Mr. GRUAU	Mr. PEARMAN WILSON	Mr. LAWRENCE Mrs. ACTON

C/N CTB4
Received
19 SEP 1950
CTB

DECISIONS 168 à 176

C O N F I D E N T I E L

495

C O N F I D E N T I E L

12 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50) 75

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE :

Secrétaire en Exercice
du Comité des Affaires
Politiques.

O B J E T : Mesures destinées à la lutte contre la contrebande.-

Au cours de sa 20ème réunion qui s'est tenue le 8 Septembre, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le Document POL/SEC(50)240 auquel était annexé le Document AGSEC(50)1842.

Je suis chargé de vous faire connaître que le Sous-Comité ne peut s'associer aux conclusions de la Chancellerie Fédérale sur la part prépondérante que les Personnes Déplacées auraient en Allemagne Occidentale dans les affaires de fraudes douanières. Les informations en possession du Sous-Comité ne prouvent pas que ces personnes soient impliquées plus fréquemment que la population autochtone dans les affaires de ce genre; de même, à la connaissance du Sous-Comité, la répression des délits de cette nature par les tribunaux alliés n'est ni moins diligente, ni moins sévère que celle des cours allemandes; les interventions alliées sont d'ailleurs limitées et ne paralysent nullement l'action de la justice allemande.

Le Comité des Affaires Politiques pourra donc désirer demander à la Chancellerie Fédérale d'étayer ses affirmations par des preuves.

D'autre part, le Sous-Comité est d'accord avec les principes exposés par le Sous-Comité des Affaires Judiciaires dans le Document JSC/P(50)79, et approuvés par le Comité des Affaires Juridiques; il estime toutefois que les tendances discriminatoires à l'égard des Personnes Déplacées qui se font malheureusement encore jour dans l'annexe au document AGSEC(50) 1842, sont de nature à faire retarder la date à laquelle on peut envisager de cesser toute protection juridique alliée au bénéfice des Personnes Déplacées.

C/N(51)7
Received
SEP 1950

J. G R U A U
Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

C O N F I D E N T I E L

12 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50)77

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:

Monsieur le Président du Comité
des Affaires Politiques
(à l'attention du Secretaire
en exercice).

O B J E T : Pensions d'assurances sociales dues à des ayant -droit résidant hors d'Allemagne.

Au cours de sa 20ème réunion , en date du 8 Septembre 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document LABOR/P(50)13 qui lui a été difusé pour information .

Je suis chargé de vous faire connaitre qu'à l'avis du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées ce document devrait mentionner, parmi les ayant-droit aux prestations d'assurances sociales, les personnes qui ont été détenues dans les camps de concentration .

En consequence, le Sous-Comité propose d'amender le paragraphe 4 de ce document et d'y introduire un sous-paragraphe 4 (b) dont la rédaction pourrait être la suivante

" b) Les ressortissants des Nations Unies et les Personnes Déplacées qui ont été internés pour des motifs raciaux , religieux ou politiques dans des camps de concentration entre 1933 et 1945 et qui, pendant ou après leur détention, ont résidé un certain temps sur le territoire actuellement sous contrôle de la République Fédérale allemande ou dans les secteurs occidentaux de Berlin et, conformément à la legislation allemande sur les Assurances sociales, ont acquis ou auraient pu normalement acquérir des droits à une pension pendant cette période, y compris les périodes de résidence à l'étranger (les personnes de cette catégorie seront considérées comme ayant cotisé aux Assurances Sociales allemandes pendant toute la durée de leur détention)".

CIN 6579

498

12 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50)78

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:
Officier de Liaison
de l'Organisation Internationale
des Réfugiés.

O B J E T : Pensions d'Assurances Sociales.

Je suis chargé de vous accuser réception de votre lettre du 6 Septembre 1950, référence 85/467, et de vous faire connaître que la Haute-Commission Alliée a actuellement à l'étude la question du paiement des pensions d'Assurances Sociales, dues à des ayant-droit résidant hors d'Allemagne, en vue de proposer aux Autorités allemandes une ligne de conduite à adopter en la matière.

Au cours de sa 20ème réunion, en date du 8 Septembre 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné les propositions faites en ce sens par le Comité du Travail (document LABOR/P(50)13) conjointement avec votre lettre ci-dessus mentionnée.

Il a décidé de vous adresser pour information ce document ainsi qu'une proposition d'amendement faite par le Sous-Comité (POL/RDP/SEC(50)77.

Le Sous-Comité serait désireux de recevoir vos commentaires dans les plus brefs délais./

J. GRUAU
Secrétaire en Exercice.

P.J. : (au destinataire seulement)
- LABOR/P(50)13 , et ,
- POL/RDP/SEC(50)77.

CONFIDENTIEL

CIN C186
Received
19 SEP 1950

499

13 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50)73

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:

Officier de Liaison
de l' O.I.R.
-BONN-

OBJET : Validation de certains mariages religieux de Personnes Déplacées.

Je suis chargé de vous accuser réception de votre lettre du 1er Septembre 1950, référence B 15/430 et de vous faire parvenir copie des instructions adressées au Sonderstandesamt de Hambourg par le canal du Ministre Fédéral des Réfugiés./.

J. GRUAU
Secrétaire en exercice

Received
19 SEP 1950
OTB

P.J.:- Document POL/RDP/SEC(50)72
(au destinataire seulement)

C/N 6775

~~4~~ 500

C O N F I D E N T I E L

12 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50)79

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:

Monsieur le Secrétaire du
Comité des Affaires Politiques

(Pour transmission au
Secrétariat Général Allié).

O B J E T :- Etablissement sur le territoire de la République Fédérale d'une mission du Bureau International du Travail chargée de traiter des questions de migrations.

Au cours de sa 20ème réunion , en date du 8 Septembre 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document AGSEC(50) 1916 adressé au Comité du Travail et relatif à la question citée en référence.

Le Sous-Comité m'a chargé de vous signaler que les questions de migrations ressortent des attributions du Sous-Comité qui ont été fixées par document POL/RDP/P(49)1, approuvé par le Comité des Affaires Politiques (POL/M(49)7- conclusion 93)

Du côté allemand à la Conférence de Genève du Bureau International du Travail sur les migrations, comme à la dernière conférence tripartite de Paris sur l'émigration européenne, le porte parole du Gouvernement Fédéral allemand appartenait au Ministère des Réfugiés.

En ce qui concerne le cas particulier de la Mission du Bureau International du Travail chargée de traiter des questions de migrations, le Sous-Comité estime que cette question pourrait avantageusement être traitée conjointement par le Comité du Travail et le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées./.

J. G R U A U
Secrétaire en exercice.

CIN C571

Received 1950 CTB

C O N F I D E N T I E L

501

13 Septembre 1950 POL/RDP/SEC(50)72

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:

Ministre Fédéral des Réfugiés.

O B J E T : Validation de certains mariages religieux de Personnes Déplacées.

L'Organisation Internationale des Réfugiés a attiré l'attention de la Haute-Commission Alliée sur les difficultés éprouvées par certaines Personnes Déplacées pour faire valider au regard de l'Etat-Civil leurs mariages n'ayant fait l'objet en Allemagne que d'une célébration religieuse.

Le Hauptstandesamt de Hambourg se refuse à valider ce genre de mariage lorsque les personnes déplacées ont émigré d'Allemagne, en faisant valoir que l'Art. 10(a) de la Loi N°23 ne traite que des Personnes Déplacées " qui résident sur le territoire de la République Fédérale".

Ce refus ayant les conséquences les plus graves pour ces émigrés dans leurs pays d'accueil aussi bien sur le plan moral que juridique, la question a été soumise à l'étude du Comité des Affaires Juridiques de la Haute-Commission Alliée.

Je suis chargé de vous informer que le Comité des Affaires Juridiques est parvenu aux conclusions ci-dessous:

> Le Hauptstandesamt de Hambourg a donné une interprétation trop étroite à la loi N° 23 de la Haute-Commission Alliée. L'Article 10(a) doit être interprété en corrélation avec les articles 1 et 6 et le bénéfice de l'Article 7 n'est pas, par conséquent, limité aux Personnes Déplacées résidant actuellement sur le territoire de la République Fédérale.

Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a donc décidé de vous demander de bien vouloir communiquer cette interprétation officielle de la loi N°23 de la Haute-Commission Alliée au Hauptstandesamt de Hambourg en l'invitant à en tenir compte lors de l'examen des demandes qui pourraient lui parvenir./.

J. G[illegible]

Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

CIN 6524
Received
19 SEP 1950
CTB

502

C O N F I D E N T I E L

12 Septembre 1950 POL/6DP/SEC(50)74

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

DESTINATAIRE:
Monsieur le Président du
Comité des Affaires Politiques
(à l'attention du Secrétaire
en exercice).

O B J E T : Rapport de M. Odd Nansen au Directeur Général de l'UNESCO sur le problème allemand.

Au cours de sa 20ème séance, en date du 8 Septembre 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document AGSEC(50) 1805 relatif à la question citée en référence.

Je suis chargé de vous faire connaître que le Sous-Comité a constaté que la plupart des questions traitées dans ce rapport concernent la situation des réfugiés en Allemagne et paraissent, de ce fait, ressortir de la compétence du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées.

Le Sous-Comité estime donc qu'il y aurait lieu d'informer l'UNESCO de toutes les études déjà entreprises sur ce problème et de toutes les mesures prises ou en préparation à l'échelon gouvernemental ou international pour le traiter. A son avis ces études et mesures restreindraient la contribution utile de l'UNESCO à un petit nombre d'aspects particuliers du problème ressortissant de sa compétence spécialisée./.

J. GROUAU
Secrétaire en exercice.

Received
19 SEP 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

509.

508

Refugee Branch,
Fhe Chancery,
Office of the U.K. High Commissioner
Wahnerheide. BAOR. 19.

Tel: Wahnerheide 332

27th September 1950

To: Office of the Manpower Adviser, Wahnerhdide
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen
Office of the Educational Adviser, Bielefeld

SUBJECT: Sub-Committee for Refugees and DPs

Attached for your information is a copy of POL/RDP/M(50)17

for Director
Refugee Branch

Copies to:
G.A. Deane Esq., Central Statistical Office, AGSEC. PETERSBERG
Governmental Officer, Land Commissioner's Office, Dusseldorf
" " " " " Hannover
" " " " " Kiel
" " " " " Hansestadt Hamburg
Central Registry, Wahnerheide
Combined Travel Board (BE) Herford. BAOR. 15

RESTRICTED

20 September 1950 E /AD /A(50)17

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

21st meeting held at Petersberg 20 September 1950

PRESENT:

Dr. Meillon, France (Chairman)
Miss Lacey, U.K.
Mr. Weisz, U.S.

Others present:

France

M. Grunu

U.S.

Mrs. Acton

Minutes 177 to 188

S E C R E T

515

28 Septembre 1950 HICOM/IRO/M(50)2

PROCES-VERBAL

de la

2ème REUNION

DE LA HAUTE COMMISSION ALLIEE

avec

LES REPRESENTANTS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES REFUGIES

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG, le 28 Septembre 1950 à 12 heures 45.

ETAIENT PRESENTS

M. A. FRANCOIS-PONCET (Président)
Sir Ivone KIRKPATRICK
Mr. John J.Mc CLOY
Mr. KINGSLEY

AUTRES PERSONNES PRESENTES

FRANCE	ROYAUME-UNI	ETATS-UNIS	DELEGATION DE L'OIR
M. BERARD	Mr. STEEL	Général HAYS	M. Louis C. STEPHENS
M. de GUIRINGAUD	Mr. GARVEY	Mr. REBER	M. W. SHAUGHNESSY
M. MEYER	Mr. MELVILLE	Mr. CATTIER	M. J.R. KELLY
M. MEILLON	Mr. LOGAN-GRAY	Mr. WEISZ	M. P.E. RYAN
M. COURTOIS			Maj. Gen. FRENSHAWE
			M. DEVERNOIS
			M. du PLESSIS DE GRENAD.

Secrétariat

H.J. JOOS
L. HANDLEY-DERRY
J.E. SLATER

RECEIVED

Note du Secrétariat : Ce Procès-Verbal est adopté par le Secrétariat Général Allié et ne sera pas soumis au Conseil pour confirmation.

(Points 6 à 9)

S E C R E T

517

CONFIDENTIEL

3 octobre 1950

AGSEC(50)2178

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

276

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Président du Comité des Affaires Générales
(A l'attention du Decrétaire en Exercice)

OBJET : Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil de la Haute Commission Alliée avec l'Organisation Internationale des Réfugiés

Ci-dessous extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil de la Haute Commission avec le Directeur Général de l'Organisation Internationale des Réfugiés tenue le 28/9/50.

Ce Procès-Verbal, qui a été agréé au niveau Secrétariat seulement, vous est transmis pour information et suite à donner :

"7.- REPRESENTATION DE L'OIR AUX COMITES CHARGES D'ETUDIER LES PROBLEMES DE LOGEMENT.-

(i) Déclaration de M. KINGSLEY

Considérant que la Haute Commission et l'OIR ont des responsabilités communes dans la réorganisation des activités relatives aux Personnes Déplacées et en raison de la situation créée par les décisions de NEW-YORK concernant le renforcement des troupes d'occupation et de la Police allemande, M. KINGSLEY demande à ce que l'OIR soit représentée dans tous les Comités ou Groupes de Travail de la Haute Commission chargés de l'étude des problèmes de logement. Il estime, en effet, que les décisions qui seront prises dans ce domaine risquent d'avoir des répercussions sur le programme de logement et de relogement des personnes dont l'OIR a la charge.

M. KINGSLEY estime d'autre part que les nouveaux problèmes de logement devraient faire l'objet d'une étude pour l'ensemble du territoire de la République Fédérale ; il

Received 10 OCT 1950 CTB

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

524

3 octobre 1950

AGSEC(50)2179

276

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Président du Comité des Affaires Politiques
(A l'attention du Secrétaire en Exercice)

OBJET : Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil de la Haute Commission avec le Directeur Général de l'Organisation Internationale des Réfugiés

Ci-dessous extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil de la Haute Commission avec le Directeur Général de l'Organisation Internationale des Réfugiés tenue le 28 septembre 1950.

Ce Procès-Verbal, qui a été agréé au niveau "Secrétariat" seulement, vous est transmis pour information et suite à donner.

(Extrait du document HICOM/IRO/M(50)2, §8 (i) (a) et (e) et §8 (ii) (a) et (e)).

"8.- QUESTIONS PARTICULIERES POSEES A LA HAUTE COMMISSION ALLIEE PAR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OIR.-

(i) En se référant aux lettres qu'il a adressées à chacun des Hauts Commissaires, M. KINGSLEY pose ensuite les cinq questions suivantes :

(a) La Haute Commission Alliée est-elle disposée à prendre les mesures nécessaires pour assurer à l'OIR, jusqu'à l'achèvement de son programme, le concours de l'économie allemande sur les mêmes bases que jusqu'à présent ?

(b) .....

(c) .....

(d) .....

.../...

Received 1 OCT 1950 CTB

CONFIDENTIEL

File copy 526

6 October 1950 POL/RDP/M(50)18

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

22nd Meeting held at Petersberg, 6 October 1950

PRESENT:

Mr. Logan Gray, U.K. (Chairman)
Mr. Swope, U.S.
Dr. Meillon, France

Others present:

U.K.	U.S.	France
Miss Lacey	Mrs. Acton	M. Klein M. Gruau

Minutes 189 to 194

732

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

7 Octobre 1950

POL/RDP/M(50)18

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la vingt-deuxième réunion

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG le 6 Octobre 1950

ETAIENT PRESENTS

Mr. LOGAN-GRAY (Grande Bretagne) Président

Mr. SWOPE (Etats-Unis)

Dr. MEILLON (France)

Autres personnes présentes :

Grande-Bretagne	Etats-Unis	France
Miss LACEY	Mrs. ACTON	M. KLEIN M. GRUAU

DECISIONS 189 à 194

OIN 7496
RECEIVED
OCT 3

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

6

548

C O N F I D E N T I A L

21 Septembre 1950

POL/RDP/M(50)17

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

P R O C E S - V E R B A L

de la vingt et unième réunion
qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG le 20 Septembre 1950

ETAIENT PRESENTS

Dr. MEILLON (France) Président
Miss LACEY (Grande-Bretagne)
Dr. WEISZ (Etats-Unis)

Autres Personnes présentes :

France
M. GRUAU

Grande-Bretagne

Etats-Unis
Mrs. ACTON

DECISIONS 177 à 188

C O N F I D E N T I A L

cin 2492
RECEIVED
CTB

546

20 September 1950 P /RD /M(50)17

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

21st meeting held at Petersberg 20 September 1950

PRESENT:

Dr. Meillon, France (Chairman)
Miss Lacey, U.K.
Mr. Weisz, U.S.

Others present:

France	U.S.
M. Gruau	Mrs. Acton

Minutes 177 to 188

547

CONFIDENTIEL

13 octobre 1950 AGSEC(50)2277

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

276-

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Secrétaire en Exercice du Comité des Affaires Politiques
(pour transmission au Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées)

OBJET : Documents de l'ex-Office Central d'Immigration

Référence : Document POL/RPD/Sec(50)59 du 4 août 1950

La Chancellerie Fédérale a fait connaître au Secrétariat Général Allié que M. von FRITSCH, Ministerialrat a.D., Berlin W 15, Bundesallee 216/218, Chef des Services berlinois du Ministère Fédéral de l'Intérieur, a été chargé de se mettre en rapport avec M. ROSENOW en vue de convenir de la procédure la plus appropriée à suivre pour obtenir du Centre d'Archives Allié à Berlin les renseignements désirés par le Gouvernement Fédéral.

Il est demandé au Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées d'informer M. ROSENOW de la présente communication.

L. HANDLEY-DERRY
Secrétaire Général

RECEIVED
18 OCT 1950
CTB

réf. :- Lettre de la Chancellerie Fédérale No.245-02 II 9364/50 du 5/10/50.

CONFIDENTIEL

548.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

ALLIED GENERAL SECRETARIAT

13 October 1950

W. Gilligan
276

AGSEC(50)2277

To: Duty Secretary,
Political Affairs Committee.
(for transmission to Refugees and Displaced Persons Sub-Committee)

Subject: Documents of the Former Central Immigration Office

Reference is made to PGA/DP/Sec(50)59 dated 4 August 1950.

I have been informed by the Federal Chancellery that Ministerialrat a.D. von Fritsch, Berlin W.5, Bundesallee 216-218, who heads the Berlin office of the Minister of the Interior, has been appointed to contact Mr. Rosenow for the purpose of discussing the best procedure for obtaining from the document centre the information desired by the Federal Government.

You are requested to inform Mr. Rosenow of the above.

L. HANDLEY-DERRY
Secretary General

23 Oct 50

557

28 September 1950 HICOM/IRO/M(50)2

MINUTES

of the

SECOND MEETING

of the

HIGH COMMISSIONERS

with

REPRESENTATIVES OF THE INTERNATIONAL REFUGEE ORGANIZATION

held at Bonn-Petersberg on 28 September 1950 at 1245 hours

There were present:

M. A. FRANCOIS-PONCET (Chairman)
Sir Ivone KIRKPATRICK
Mr. John J. McCLOY
Mr. KINGSLEY

Also present:

France	United Kingdom	United States	IRO Delegation
M. Berard	Mr. Steel	Maj-Gen Hays	Mr. Louis C. Stephens
M. de Guiringaud	Mr. Garvey	Mr. Reber	Mr. F. Shaughnessy
M. Meyer	Mr. Melville	Mr. Cattier	Mr. J.R. Kelly
M. Meillon	Mr. Logan-Gray	Mr. Weiss	Mr. P.E. Ryan
			Maj-Gen. Frenshawe
			M. Desvarenis
			M. du Plessis de Grenedan

Secretariat:

H.J. Joos
L. Hardley-Derry
J.E. Slater

Note by Secretariat: These minutes are agreed by the Allied General Secretariat and will not be submitted to the Council for confirmation.

(Items 6 to 9 inclusive)

JRC

CONFIDENTIAL

551

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

ALLIED GENERAL SECRETARIAT

3 October, 1950 AGSEC(50)2172

French text p. 521

To: Chairman
Political Affairs Committee
(Attn: Duty Secretary)

Subject: Extract from Minutes of a Meeting held between the Council of the High Commission and the Director General of I.R.O.

The following is an extract from the minutes of the Meeting which was held on September 28 between the Council of the High Commission and Mr. J.D. Kingsley, Director-General of I.R.O.

These minutes which were agreed at Secretariat level only are passed to you for information and necessary action.

"8. SPECIFIC QUESTIONS PUT BY THE DIRECTOR-GENERAL OF I.R.O. TO THE ALLIED HIGH COMMISSION

(i) (a) Would the Allied High Commission insure continued support from the German economy until the end of the I.R.O. operation, on the same basis as heretofore?

(c) Would the Allied High Commission be agreeable to taking over as from 1 January 1951 the activities now performed by the International Tracing Service?

Reply of the High Commission

(ii) (a) The Foreign Ministers had agreed in New York not to retain their reserved powers in respect of displaced persons, but to transfer this responsibility to the Federal Government, provided that the Federal Government had, prior to such action, undertaken the necessary commitment that it would give all assistance to help IRO complete its programme.

(c) The High Commission agreed in principle to take over the activities of the International Tracing Service with the understanding that such activities could be performed by German personnel and that it would suffice to second one or two persons from each element of the High Commission for supervision and control of carrying out of these operations. Moreover, the Director of the Tracing Service should contact the competent Allied agency to discuss the procedure for such a transfer."

L. HINDLEY-DERRY
Secretary-General

Copy to: Political Affairs Committee
(for D.P. Sub-Committee)

CONFIDENTIAL

550

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

ALLIED GENERAL SECRETARIAT

3rd October, 1950 ACSEC(50)2178

French text see file 517

To: Chairman,
General Committee
(Attn: Duty Secretary)

Subject: Extract from Minutes of a Meeting held between the Council of the High Commission and the Director General of I.R.O.

The following is an extract from the Minutes of the Meeting which was held on September 28 between the Council of the High Commission and Mr. J.D. Kingsley, Director-General of I.R.O.

These Minutes which were agreed at Secretariat level only are passed to you for information and necessary action.

"7 IRO REPRESENTATION ON WORKING PARTIES ESTABLISHED TO DEAL WITH IRO PROBLEMS.

Statement of Mr. Kingsley

Bearing in mind that the High Commission and IRO had common responsibilities in regard to re-organisation of DP activities and in the light of the situation resulting from the New York decisions on reinforcement of occupation troops and German police, Mr. Kingsley asked that IRO be represented on committees or working parties of the Allied High Commission established to deal with accommodation problems. He considered, in fact, the decisions that would be taken in that sphere were liable to produce repercussions on the programme of accommodation of persons under IRO care.

It was also Mr. Kingsley's opinion that new accommodation problems should be surveyed on the basis of the territory of the Federal Republic as a whole; he stressed that decisions taken on a zonal level might impede IRO operations, particularly in the UK Zone where IRO staging and embarkation centres were mainly located.

Reply of the High Commission

The Chairman stated that accommodation difficulties in the present situation had not escaped the attention of the High Commission. He felt that these problems could only be solved through new building.

With regard to Mr. Kingsley's request, he observed that the committees in question would have to deal with many matters with which IRO had no direct interest. Therefore, it would not be necessary for IRO representatives to be present at these committee meetings.

The High Commission, however, agreed that IRO would be given every opportunity to state its requirements so that they could be taken into account to the fullest extent before a final decision was taken."

278 VOL.III.

TRANSFER TO THE GERMAN AUTHORITIES OF OPERATIONAL RESPONSIBILITIES FOR TRAVEL CONTROL GENERAL

Form HICOG - 299
(19 Sept 50)

356

SECRET

14 Novembre 1950

278'

AGSEC(50)2539

DIFFUSION RESTREINTE

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

- LE CONSEIL -

Received
17 NOV 1950
C 7 A

TRANSFERT AUX AUTORITES ALLEMANDES DES RESPONSABILITES D'EXECUTION EN MATIERE DE CONTRÔLE DE LA CIRCULATION

DESTINATAIRE Son Excellence le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

La Haute Commission Alliée est sérieusement préoccupée du retard apporté au transfert aux Autorités Fédérales des fonctions et des responsabilités d'exécution dans le domaine de contrôle de la circulation. Je me réfère à cet égard à un mémorandum en date du 4 avril 1950 qui fut à la base des discussions entre les Représentants de la Haute Commission Alliée et ceux de la République Fédérale lors de la réunion du 14 avril 1950. Ce mémorandum a fait connaître au Gouvernement Fédéral le désir de la Haute Commission Alliée de procéder à un transfert progressif aux Autorités Fédérales des responsabilités d'exécution pour le contrôle des frontières et la délivrance des titres de circulation ainsi que la volonté de la Haute Commission Alliée de voir ce transfert de responsabilités d'exécution terminé au 1er Janvier 1951, à moins que l'expérience n'ait montré la nécessité de prolonger le système actuel. Ce mémorandum indiquait que ce transfert portait sur les tâches suivantes :

a) contrôle des passeports aux points d'entrée et de sortie du territoire de la République Fédérale ;

b) délivrance des passeports aux Allemands par les Autorités Allemandes sur le Territoire Fédéral ainsi que par des Consulats Allemands à l'étranger ;

c) délivrance de visas et de permis d'entrée par les Consulats Allemands aussitôt qu'ils auraient été créés à l'étranger et qu'ils deviendront à même d'assumer cette tâche.

Cette question a fait, par la suite, l'objet d'un grand nombre de conférences et d'échanges de vues officiells entre des Représentants de la Haute Commission et du Gouvernement Fédéral et les Représentants de la Haute Commission Alliée n'ont pas cessé de souligner la préoccupation de la Haute Commission de voir le Gouvernement Fédéral prendre des mesures en vue de hâter la création d'organismes allemands établis avant que la Haute Commission puisse procèder au transfert de ses pouvoirs et de ses responsabilités en ce domaine.

.../...

355

AGSEC(50)2539

Le peu de résultat obtenu jusqu'à présent par nos efforts amène la Haute Commission à craindre que, à moins que les Autorités Fédérales ne se hâtent, les organismes fédéraux nécessaires ne seront pas à même d'assumer ces pouvoirs et ces responsabilités lorsque la Haute Commission se verra dans l'obligation de cesser de les assumer et que le résultat en sera une interruption de service en ce domaine.

Il ne vous échappera pas certainement qu'une interruption de ces services aurait de sérieuses conséquences, non seulement en ce qui concerne les voyages des Allemands à l'étranger mais aussi en ce qui concerne les voyages des touristes et des autres visiteurs dans la République Fédérale. Il ne vous échappera pas non plus que dans ces conditions, la Haute Commission ne pourra pas assumer la responsabilité de cette interruption de service.

La prise en charge par les Autorités Fédérales des responsabilités d'exécution pour le contrôle de la circulation nécessite des mesures de la part des services consulaires fédéraux à l'étranger et de la part d'organismes sur le Territoire Fédéral qui, à la connaissance de la Haute Commission Alliée, n'ont pas encore été créés.

En ce qui concerne les activités des Consulats fédéraux des discussions ont eu lieu depuis plusieurs mois entre les fonctionnaires fédéraux et des Représentants de la Haute Commission.

Les Représentants de la Haute Commission ont reçu des instructions pour hâter l'approbation de réglements sur le fonctionnement des consulats en matière de contrôle de la circulation. Ils ont, m'indique-t-on, déjà approuvé les réglements couvrant la délivrance des passeports et étudient avec leurs collègues allemands les réglements couvrant la délivrance de visas. On m'assure que les organismes de la Haute Commission Alliée sont à même d'agir rapidement en ce domaine, dès qu'il leur sera soumis des propositions par des organismes compétents fédéraux. Malheureusement, quoique des discussions en ce domaine aient commencé en Avril, aucun des trois Consulats Allemands établis à l'étranger n'est encore à même d'entreprendre la délivrance des visas ; la délivrance des passeports n'a été commencée que par l'un d'eux: le Consulat général à New-York, le 9 Octobre 1950.

En ce qui concerne la délivrance de passeports par les Autorités Fédérales sur le Territoire de la République Fédérale et le contrôle des titres de voyage aux frontières fédérales aucune réponse officielle aux propositions de la Haute Commission n'a été reçue à ce jour de votre Gouvernement. Je crois savoir d'après des informations officieuses que la solution de ce problème proposée par la Haute Commission est considérée comme inadéquate du point de vue politique par les Autorités Fédérales. La Haute Commission n'a cependant jusqu'à maintenant reçu aucune réponse officielle et aucune indication sur la solution que vous pourriez envisager pour ce problème.

.../...

S E C R E T

AGSEC(50)2539

La Haute Commission se trouve maintenant obligée, conformément aux récentes décisions prises par les Ministres des Affaires Etrangères et à la suite de décisions tendant à diminuer le personnel civil allié dans la République Fédérale, de hâter le transfert aux Autorités Fédérales des pouvoirs et responsabilités en matière de contrôle de la circulation. La Haute Commission désire cesser d'assumer ces responsabilités le plus tôt possible. Elle a en conséquence décidé que les Consulats généraux allemands à Paris, New-York et Londres seraient invités à prendre la responsabilité de la délivrance des visas et des passeports le 1er Janvier 1951.

Afin que des arrangements puissent être pris en vue de mettre fin à l'exercice par la Haute Commission des responsabilités en matière de contrôle de la circulation en d'autres pays, je vous serais reconnaissant de bien vouloir prendre toutes dispositions afin que des Représentants compétents du Gouvernement Fédéral rencontrent le Comité des Affaires Politiques de la Haute Commission Alliée le 24 Novembre et lui proposent en vue de la prise en charge par les Autorités Fédérales de ce contrôle un programme dont je vous indique ci-dessous les grandes lignes :

a) les Consulats fédéraux à l'étranger (autres que les consulats de Paris, New-York et Londres) assumeront les responsabilités de la délivrance des passeports et des visas avant le 1er Avril 1951, date à laquelle seront fermés les bureaux de l'Office Tripartite de la Circulation dans toutes les villes où les consulats allemands ont été autorisés.

b) la République Fédérale assumera progressivement la responsabilité de la délivrance en Allemagne de passeports pour l'étranger, avant le 1er Février 1951, date à laquelle seront fermés les bureaux de l'Office Tripartite de la Circulation en Allemagne.

c) la Haute Commission attend des propositions en vue de la prise en charge par un Service fédéral d'immigration au début de 1951 du contrôle de la circulation aux frontières fédérales.

Je souhaiterais appeler particulièrement votre attention à ce propos sur le fait que la Haute Commission Alliée n'ignore pas le désir du Gouvernement Fédéral de voir réduire dans toute la mesure possible les frais d'occupation. La Haute Commission se préoccupe également chaque fois que l'occasion s'en présente du transfert au Gouvernement Fédéral de la responsabilité des tâches susceptibles de procurer des revenus. La délivrance de passeports et de visas qui fait l'objet du transfert d'attributions envisagé dans cette lettre est une source de revenus qui devraient faciliter la solution des problèmes budgétaires impliqués par la prise en charge de ces tâches par le Gouvernement Fédéral.

J.J. McCLOY
Président.

S E C R E T

16th November, 1950

OTC/CTB/P(50)252

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

STATUS OF THE NEGOTIATIONS ON THE TRANSFER OF RESPONSIBILITIES TO THE FEDERAL REPUBLIC FOR THE ISSUE OF VISAS

(Note by Secretariat)

1. The attached paper is presented by the External Affairs Directorate and is a Report on the Meeting held at Petersberg on the 7th November, 1950 between Combined Travel Board Representatives and the German Authorities to finalise the Visa Instructions for German Consuls, and to discover the state of readiness of the Federal Authorities to assume the existing External commitments of the Combined Travel Board.

2. Annexure "A" is a statement by the External Affairs Directorate on points of outstanding issue which arose from the discussion requiring the urgent attention of the Board, but which were not included in the letter to the Federal Authorities confirming the discussion. Annexure "B" sets out the contents of the letter addressed to the representatives of the Federal Government confirming the matters discussed.

3. This paper is circulated for consideration by the Board at its next meeting to be held on Wednesday, 22nd November, 1950.

Secretary to the Board.

CTB/278

14 November, 1950

ANNEXURE "A"
TO OTC/CTB/P(50)252
(OTC/CTB/EXT(50)41)

COMBINED TRAVEL BOARD

CTB/278

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the Issue of Visas.

1. A meeting was held at the Petersberg on the 7th November to finalise the Visa Instructions for German Consuls and to discover the state of readiness of the Federal Authorities to assume the existing External commitments of the Combined Travel Board. Attached for information is a copy of the letter addressed to the representatives of the Federal Government confirming the matters discussed. There are, however, a number of points which arise from this discussion which are not included in the attached letter or which need emphasizing for internal urgent action by the CTB. These points are:-

(a) The proposed CTB Office at Strasbourg.

AGSEC(50)2742 dated 19th September addressed by the Secretary-General of the Allied High Commission to Ministerial Director, Blankenhorn, concerning this office, states that it will be authorised to issue Entry Permits for the territory of the Federal Republic to local residents and also in exceptional cases to nationals of the Occupying Powers who are not residents. The German Authorities requested further clarification as to the territorial jurisdiction of this proposed office in regard to their powers for issuance of Visas to local residents, i.e. they request that we should nominate the Departments of France for which the office will be competent so that there will be no confusion as to responsibilities between the Consul-General in Paris and the Strasbourg office. A request was also made as to whether it would be possible to define in any way the exceptional cases concerning nationals of the Occupying Powers which might be handled by the Strasbourg office. The Board is requested to direct the nature of the reply to be given to this query.

(b) Proposed Security Instructions and Travel Restriction Lists for use by German Consuls.

It is becoming very urgent for the proposed Security Instructions to be finalised and handed over to the Authorities at Bonn so that they may see what action they are expected to take. The German Authorities also drew attention to the fact that, in regard to the Travel Restriction List which they have already received, they were surprised to find that refusals were not called for in all cases. They had imagined that the list would contain only definite steps. It seems, therefore, that the proposed Security Instructions should make clear the following main points:-

(i) The action that is necessary in regard to refusals and consultation with local Authorities regarding refusals by the Consuls-General London, Paris and New York, in respect of British, French and U.S. nationals.

(ii) A detailed explanation of action required in connection with the Travel Restriction List.

(iii) Special groups or categories of persons who are to be refused Visas and the action called for from German Consuls. This section should state also in precise and not vague terms what local checks are to be made other than against the T.R.L. and indicate how the checks might be made.

/(c)

ANNEXURE "A" to
OTC/CTB/P(50)252
(OTC/CTB/EXT(50)11)

(c) German Dual Nationals

Section XIV of the proposed Visa Instructions for German Consuls states that German dual nationals will not be issued with Visas for Germany on foreign Passports but will be compelled to apply for and enter Germany on German Passports if they wish to visit the territory of the Federal Republic. Thus any person of dual nationality who does not wish to apply for a German Passport will be precluded from entering the Federal Republic. This point is brought to attention primarily for information as it is considered that we cannot oppose this ruling since it is customary for dual nationals not to be entitled to Consular protection when visiting a country of their second nationality. It is customary for foreign Passports issued to dual nationals to be endorsed to the effect that the holder is entitled to no Consular protection when visiting his country of second nationality, thus in the cases which may arise applicants will be aware of their position and have no redress.

(d) Extensions of Entry Visas.

Until there is some internal organisation to deal with Passport and Visa matters, no arrangement will exist for the extension of Entry Visas issued by German Consuls other than any CTB resources which may be available. It is also possible, in certain specified and particular cases, for extensions of Visas to be granted by Laender Police Authorities rather than the normal internal Passport and Visa organisation. Therefore it will not be possible for the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery to be in a position to provide the full information regarding an applicant's entry or stay within Germany. It will be necessary in all cases that may arise to check the issue of a Visa with the Federal Chancellery and subsequent internal action through the Ministry of the Interior. At this stage these facts are for information only and will be followed up by consultation with the Ministry of the Interior.

(e) Seamen's Documentation.

It will be seen from the attached letter that a difficulty has arisen in regard to the continuation of a CTB practice. The German Authorities are considering this matter with a view to discovering whether it will be possible for them to inherit CTB procedures or whether they must instruct their Consuls, as and when they are appointed, to negotiate reciprocal Agreements with the various Governments involved.

(f) Visas for Entry into Berlin.

It is urgent that this matter should be settled fairly soon in order to avoid any hold-up in the starting up of operations by German Consuls. The latest situation appears to be contained in OTC/CTB/P(50)256. It is requested that the Board should take any action they consider necessary and possible to hasten a settlement of this matter.

(g) Issue of Permits to Members of the Allied Forces and other persons outside the competence of German Consuls.

The Political Affairs Committee's direction in this matter is contained in OTC/CTB/P(50)257 and it is requested that the Board should state as a matter of urgency the agencies which are agreed should undertake this work in London, Paris, Washington, Brussels, Copenhagen and Oslo. In this connection it should be borne in mind that the successor agencies in London and Washington will have to undertake also the documentation of residents of the Irish Republic and Canada until such time as German Consuls have been accredited to these countries and are in a position to assume Passport and Visa functions.

/2.

2. It was not possible to obtain from the German representatives any estimate of when they would definitely be in a position to assume responsibilities now carried out by the Combined Travel Board. However, the following estimate was given, which should in no way be considered final and binding:-

(a) The Consuls-General in London, Paris and New York may be ready to assume Passport and Visa functions on the 1st January 1951.

(b) Consuls-General in the Netherlands, Belgium, Italy and Turkey might be in a position to assume similar responsibilities at an early date after the 1st April.

(c) In the case of all other countries, no information or estimates are available, as at the present time Consuls-General have left Germany only for Holland and Turkey.

Annexe "A" to
CTC/CTB/P(50)252
(CTC/CTB/EXT(50)41)

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address:
Herford
BAOR 15.

U.S. Address:
Herford
APO 757 - BONN
U.S. Army.

French Address:
S.P. 51084
B.P.M. 515.

Tel: Herford 2941, Ext 24

CTB/278

13th November, 1950

To: Geheimrat G. Rödiger
Bundeskanzleramt
Dienststelle für auswärtige Angelegenheiten
Bonn
Ermekeilstr. 74

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the Issue of Visas.

1. Reference our meeting at the Petersberg on the 7th November, I am sending you this letter to confirm the matters discussed between us and to draw attention to the amendments which are required in your draft Instructions to German Consuls regarding the issue of Visas.

2. The comments in regard to the Visa Instructions are as follows:-

(a) Section I. - The note to sub-paragraph (c) should delete any reference to the Netherlands as this country does not provide a military contingent.

(b) Section II. This section as now drafted does not reflect correctly the intention of the Allied High Commission in regard to the action required by German Consuls concerning refusal of Visas to British, French and U.S. nationals and other groups of persons who may be excluded from obtaining Visas in accordance with special directions issued from time to time by the Allied High Commission. It was agreed that as a result of our discussion you would re-draft this section completely.

(c) Section IV. It was arranged that you would delete any reference which implies that the Strasbourg Permit Office will be set up on a temporary basis. Also that an amendment would be made in drafting to make it clear that the Strasbourg Office would be competent to deal with the local population and, in exceptional circumstances, to nationals of the Occupying Powers who are not local residents, i.e. British, French and U.S. nationals. As requested by you, I will endeavour to have the terms of reference for the Strasbourg Office more clearly defined.

(d) Section V. It was agreed between us that German Consular representatives abroad will not actually assume any functions from individual Permit Offices until agreed dates have been settled by your office and the Combined Travel Board. As and when dates are agreed for each individual country, we will instruct simultaneously Allied Permit Officers and German Consuls to proceed with the hand-over.

(e) Section VII. It is understood that "Passersatz" refers to Aliens Passports or other forms of Travel Documents and does not include Identity Cards.

/(f)

(f) Section IX. It is understood that the reference to Passports bearing endorsements to the effect that holders may re-enter the country in which the Passport was issued refers only to Travel Documents other than Valid National Passports.

(g) Section XVI. The reference in this section to Honorary German Consuls does not imply that Honorary Consuls may be empowered to issue Visas without the consent of the Allied High Commission. Any requests for the delegation of such powers will be subject to the concurrence of the Combined Travel Board on behalf of the Allied High Commission.

(h) Section XVII. It was agreed that you would re-draft this section to clarify beyond misinterpretation the following points:-

(i) That German Consuls normally may issue Visas only to persons domiciled or permanently residing within their Consulate territorial jurisdiction.

(ii) That travellers from countries where no German or Allied Visa Issuing Office exists may apply for Visas at a German or Allied office en route to Germany. Such travellers will not be restricted to applying only to German Consular Visa Offices.

(iii) In exceptional cases a German or Allied Visa Issuing Office may accept applications from persons not domiciled or permanently resident within their territorial jurisdiction but in these cases no Visas will be issued without the prior consent of the German or Allied Visa Issuing Office in the applicant's country of domicile or permanent residence.

(i) Section XIV. There is no Allied objection to the application of a two months' re-entry Visa for Stateless persons or holders of Aliens Travel Documents. However, your attention is directed to the necessity for taking urgent steps to ensure that the method of Aliens' registration and reporting is placed on an efficient and uniform basis throughout the territory of the Federal Republic.

(j) Section XXV. Sub-paragraph (d) of this Instruction will be amended to limit the discretionary powers of German Consuls to the authorisation of Visas with a maximum duration of six months at a time. A note will be added to this section to the effect that individual cases for longer period Visas will be considered on a case by case basis by reference to your office. Approvals will be issued to German Consuls after consultation with this office.

(k) Section XXVI. We discussed the question of the imposition of particular destinations and routes as well as crossing points for entering or exiting Germany being inserted in Visas, and as a result accept your proposals. It is understood, however, that in practice this procedure will be applied only in exceptional cases and is not to be generally applicable.

(l) Section XXVIII. A Fixed Travel Period will be attached to Visas only in exceptional cases and, generally speaking, the normal traveller will be issued with a Visa carrying a date only for the Period of Utilisation. On this basis there is no Allied objection, with the exception that, should you at any time propose to take action to impose restrictions as indicated in sub-paragraph (b) of this section, such action will not be taken without consultation with the Combined Travel Board.

/(m)

(m) Section XXXI. As soon as the Allied policy in regard to Berlin has been finally settled, the information will be conveyed to you and may involve the inclusion of additional information under this section.

(n) Section XXXII. Paragraph 1(a) will be re-drafted as necessary to make it clearer that in the case of applications concerning Western Berlin, reference will be made to the Central Authorities for clearance.

(o) Section XXXIV. It is understood that persons authorised, in accordance with this section, to take up residence in Germany will be granted Single Entry Visas and will regularise their position on arrival in Germany by registration with the Police Authorities of the locality who issued a Residence Permit. Subsequently, if such approved applicants wish to make journeys outside Germany, they must apply for Re-entry Visas before leaving Germany. In the absence of any German organisation at the present time to issue Re-entry Visas it remains to be decided by which means applicants may obtain their Re-entry Visas. This aspect must, it is understood, be cleared up with the Ministry of the Interior. The Combined Travel Board will arrange to discuss this point at an early date with the Ministry of the Interior.

(p) Section XXXV. It is understood that, in regard to students, it was your intention to document them in the same way as residents referred to in Section XXXIV. However, as agreed, it is confirmed that, from an Allied point of view, there is no objection to this category being issued with Repeated Journey Visas for the period stated in the University or School Acceptance Certificate up to a maximum of one year at any one time.

(q) Section XXXVII. This section deals with International Road Transport and I pointed out that I did not think the information in the section as now drafted gave sufficient details to enable the Consuls to carry on if they assume their functions before new regulations for control of road transport have been issued and implemented by the Federal Ministry of Transport. It was therefore agreed that if, by the time any Consul who will be concerned with road transport is appointed, the new procedure is not in operation, you will consider providing the Consuls concerned with a full text of the existing CTB Instructions on this subject so that they may more readily understand what is required. It was also agreed that any reference to "Permanent Visas" for truck drivers would be eliminated and it would be stated that Visas would be issued with a Period of Utilisation not exceeding six months.

(r) Section XXXXI. I drew your attention to the fact that it might be desirable to emphasize in this paragraph that no Transit Visas would be issued for deportees without verification that the individuals hold Valid National Passports or Visas for country of destination. This, however, is a matter for final decision by your Authorities.

(s) Section XXXXII. We discussed the implications of the sentence in this section which refers to persons entering Germany "with or without Visas". It is of course understood that there is no question of the abolition of Visas being considered and therefore the wording of this section should not imply that there is a possibility that Visas will be abolished.

(t) Section XXXXIII. We agreed that this section should be re-phrased to make it clear that the endorsement referred to would be applied in all cases where a Visa is refused. It is not a matter to be left to the discretion of individual Consuls.

/(u)

(u) **Section XXXXIV.** You confirmed that it is your intention that this section would apply equally to Entry or Transit travel and would include the admission of tourists. I pointed out, however, the necessity for German and Allied Offices to operate this procedure according to a standard method at least during the interim period whilst Visa issuing responsibilities would be joint and the Federal Government had not assumed control or technical direction of the Passport Control Service on the frontiers. In the light of this discussion you undertook to revise this section to bring it into line with the existing CTB External Instruction No. 23.

(v) Section XXXXVIII. I pointed out to you the necessity for including in the records maintained by each German Visa Issuing Office the date and place of birth of applicants. You undertook to insert this information in the revised Instructions.

(w) Section XXXXIX. It was agreed that as German Visa Issuing Offices will supply to the Combined Travel Board monthly lists with details of persons granted and refused Visas, no special additional statistical return would be called for. The lists referred to above would be despatched by your office to the Combined Travel Board monthly and will contain the information called for in Section 48.

(x) Section L. As stated at our meeting, I confirmed that there are no Allied objections to the proposed scale of fees and so far as Allied Offices are concerned we will adopt the same scale of fees as soon as German Consuls start issuing Visas.

In connection with the issue of Visas at reduced fees or gratis, I recommended for your consideration and inclusion under this section special mention of favourable treatment for the following categories of visitors:-

(i) Persons visiting war graves under arrangements or sponsorship of ex-Service Men's or Philanthropic Societies.

(ii) Students wishing to take courses in German universities and schools.

(iii) Displaced Persons under the conditions mentioned in External Instruction No. 106, paragraph 6(i).

3. There were certain categories of persons who apply for Visas which are not specifically mentioned in your Instructions, regarding which it is considered that mention is necessary. The categories are as follows:-

(a) Rhine Bargees. It was agreed that this category would be covered by mentioning simply that special procedures existed and the necessary Instructions would be issued separately to the offices concerned. The special Instructions will be drafted after the next Meeting of the Central Rhine Commission, which is to be held in Brussels on the 24th and 25th November, as it is anticipated that changes in the existing procedures may be made.

(b) Civil Airline Operations. The existing CTB External Instruction No. 8 sets out the special facilities granted to officials and employees of Airline Companies officially licenced to operate into or through the Federal Republic. It will be necessary for these arrangements to continue, to avoid any interruption in the work of officially licenced Companies, It is therefore requested that the Visa Instructions to German Consuls should include direction similar to that contained in External Instruction No. 8.

/(c)

(c) Train Crews. Hitherto it has been normal for the Combined Travel Board to authorise Permits valid for 12 months and repeated journeys, but specially endorsed "Train Crew", to railway operating employees and sleeping car attendants employed on international trains operating through the Federal Republic. In this case also it will be necessary to continue some similar arrangement to avoid unnecessary interruption of the international rail services. Some mention of this special category should be made in your Visa Instructions. In this connection your attention is directed to Combined Travel Board External Instruction No. 14.

4. At our meeting other matters, apart from the Visa Instructions, were discussed and are recorded here in confirmation:-

(a) Seamen's Documentation. I informed you that the Combined Travel Board had been in the practice of accepting Seamen's Books as Valid Travel Documents where the applicants were not in possession of National Passports. You stated that, in accordance with the Passport Ordinance of 7th June 1932, Article 75, Seamen's Books were not acceptable in lieu of National Passports for travel within or through Federal territory. However, the fact remains that during the past few years, as a result of understandings or exchanges of letters, arrangements exist whereby German Seamen's Books are endorsed with Visas for other countries and non-German Seamen's Books are endorsed with Entry or Transit Permits for Germany. The present CTB policy can be seen in External Instruction No. 12. You undertook to reconsider this matter to see whether the CTB policy may continue after German Consuls are issuing Visas.

(b) Proposed Application Forms for Visas. I drew your attention to the necessity for simplifying the application form as much as possible as the form now proposed is rather lengthy and requests several items of information which are not essential for the issue of a visa. You agreed to delete certain items and re-arrange the form to ensure that the minimum number of questions are put to applicants.

(c) Visa Stamps. As the form of your visa stamps is governed by the Passport Ordinance of 1932, it is appreciated that no amendments can be made at this stage. It was agreed that when German Consulates commence issuing Visas, the remaining Allied Permit Offices would take into use your form of visa stamps, which would be supplied by your office to the Combined Travel Board for distribution. As Permit Offices are liquidated they will transfer their stamps to the incoming German Consular Office. The number of visa stamps required by the Combined Travel Board for distribution are as follows:-

(i) Entry Visa Stamps - 210

(ii) Transit Visa Stamps - 210

Would you kindly let me have the supplies of stamps at your convenience so that distribution may be made.

5. Now that the Instructions, application forms and visa stamps have reached a stage of final agreement between us, it is essential that German Consulates should commence to assume responsibilities of CTB offices as rapidly as possible, in order to permit the early liquidation of our offices. I shall be glad, therefore, if you will let me have as soon as possible a formal statement, setting out:-

(a) the dates by which the Consulates in London, Paris and New York will be ready to assume all Passport and Visa Issuing functions of the existing Allied offices, and

/(b)

(b) the dates when it is anticipated that Consulates in other countries will be in a position to assume similar functions from other Allied offices.

It is imperative that this information is supplied to the Combined Travel Board without further delay so that we may plan the future programme for the liquidation of our offices and know when to put in hand the various practical matters involving personnel and financial commitments connected with these offices.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T.J. GILLIGAN)

FILE CTB/278 379

24

278

17 November, 1950

To: Allied High Commission Permit Office for Germany,
25, Princes Gardens,
London, S.W.7.

Allied High Commission Permit Office for Germany,
24 Rue Greuze,
Paris 16e.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to German Consuls.

1. After the existing functions carried on by your offices have been transferred to the German Consuls-General, there will be still to be documented, and outside the competence of the Consuls-General, members of the Allied Forces and their dependants.

2. Arrangements have already been made in Germany for a new form of Allied Forces Permit to be drawn up and submitted for approval, but at this time we are anxious to know what arrangements the British and French Foreign Offices are proposing to set up to document members of the Allied Forces. In addition it should be noted that it was agreed recently by the Political Committee that, so far as the Allied High Commission was concerned, members of the Allied Forces could be documented under any arrangements proposed by the respective Governments in the three Capitals, but in addition this authority could be delegated also to British, French and American Embassies. Therefore we have a situation whereby the Foreign Office in Paris may set up arrangements to document French members of the Occupation Forces and any British and U.S. members of the Occupation Forces passing through Paris could be documented by their respective Embassies.

3. In order that all arrangements may be put in hand for a smooth change-over when the time arrives, it is requested that you approach the British and French Foreign Offices, inform them of the above and obtain for the CTB the information requested earlier in this letter and whether it is their intention also to request that the French Ambassador in London and the British Ambassador in Paris should be given similar powers to document nationals of their own countries.

4. An early reply is requested. You are advised also that the question of American nationals has been taken up separately with the State Department through the Permit Office in New York.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

FILE CTB/278

381

278

24

18 November, 1950

To: Ministerialrat Dr. Freiherr von Wolff,
Bundesministerium des Inneren,
BONN,
Rheindorferstr. 198.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the issue of Visas.

1. Discussions have been taking place recently between representatives of the Combined Travel Board and the Office of the Federal Chancellor to settle the terms of the Visa instructions to be issued to German Consuls. These instructions have reached a stage of almost complete finality, but certain points arise which cannot be settled satisfactorily without the co-operation of your Ministry and advice as to your intentions in regard to Internal Control matters.

2. It is proposed that German Consuls will, in general terms, issue Visas in accordance with the relevant sections of the Passport Ordinance of the 7th June 1932.

3. The actual forms of Visas to be used are those annexed to the above quoted Ordinance. However, certain additions must be made to the provisions of the Passport Ordinance in order to continue arrangements already existing to avoid interruption in the service given to the travelling public. The first point therefore which arises and for which the Combined Travel Board must have information as to your future intentions is to know what procedure will be followed for granting extensions of Visas to:-

(a) ordinary visitors,

(b) persons who have been given single entry Visas with the object of taking up residence within Germany, and

(c) what will be the nature of the instructions issued to Police or other Authorities regarding extension or amendment of visas issued with a fixed travel period.

4. There are in addition other points which will arise after German Consuls start issuing Visas, which are primarily a matter of internal co-ordination to ensure that it will be possible at any time to know the movements or subsequent actions taken in respect of persons granted Entry Visas. The main points are:-

/(a)

(a) Where will central records be available to which reference can be made to obtain details of an individual's movements and extensions or amendments to Visas after arrival in Germany?

(b) What action is being taken or is contemplated in regard to the revival or introduction of standard methods of registering and reporting the movements of aliens through Federal territory?

5. The Combined Travel Board have been advised by the representatives of the Office of the Federal Chancellor that the matters discussed in this letter are primarily the concern of the Ministry of the Interior. As it is highly probable that the Consuls-General in London, Paris and New York will assume Visa functions as from the 1st June 1951, it is important that these matters should be settled without delay. It is suggested therefore that an early meeting should take place to discuss and resolve these problems. It is requested that you advise the Combined Travel Board not later than the 1st December a suitable date for such a meeting.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

TJG/OMA.

File CTB/278 382

24

278 November, 1950

To: Geheimrat G. Roediger
Bundeskanzleramt
Dienststelle fuer auswaertige Angelegenheiten
Bonn
Ennemoserstr. 74

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the Issue of Visas.

1. At our Meeting on the 7th November, 1950 you requested further clarification of the territorial jurisdiction of the office to be established at Strasbourg after your Consul General in Paris assumes responsibilities for Passport and Visa matters in France.

2. The decision to establish this office is contained in letter AGSEC(50)2042 dated 19th September, 1950 addressed to Ministerial Director Blankenhorn by the Secretary-General to the Allied High Commission. This letter states that the Office will be competent to deal with local residents, and in exceptional cases, Nationals of the Occupying Powers. This definition is deemed to authorise the Strasbourg Office to deal with:-

(a) residents of the three contiguous Departments of France, namely HAUT RHIN, BAS RHIN and MOSELLE, and

(b) British, French and U.S. Nationals who may be, at any time, within the three Departments named.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)

FILE CTB/278 383

278 24

20 November, 1950

To: Dr. G. Stahlberg,
Bundeskanzleramt,
Dienststelle fuer auswaertige Angelegenheiten,
BONN,
Koblenzstr. 125.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to German Consuls

1. I am enclosing for your information a summary which shows the total number of Permits issued and expenditures incurred by CTB offices for the period January to September 1950.

2. This information may be of assistance to you in planning your future organisation and calculating expenses for those countries where German Consuls will assume functions now carried out by CTB External Permit Offices.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

TJG/OMA.

Policy Files
413

20th November, 1950

Texte francais joint

CONFIDENTIAL

COPY NO: 065

OTC/CTB/P(50)266

COMBINED TRAVEL BOARD

TRANSFER TO THE GERMAN FEDERAL GOVERNMENT
OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL

(Note by Secretariat)

1. The attached paper is the reply of the Political Affairs Committee to the Combined Travel Board's Report on the transfer to the Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control.

2. This paper is circulated to the Combined Travel Board for action, pursuant to Decision 881(1) of the Forty-Eighth Meeting of the Political Affairs Committee (POL/M(50)38), where it was agreed after discussing the Report of the Combined Travel Board on the present status of the transfer of Travel Control functions to the Federal Authorities, that Allied Agencies would cease to perform certain functions in the Travel Control field on a fixed schedule, and instructed the Working Party on Travel Control to :-

> "prepare a letter for the signature of the Chairman of the Consul communicating to the Federal Chancellery the substance of the Schedule, and requesting him to designate representatives to discuss the matter with the Political Affairs Committee on the 24th November, 1950." (AGSEC(50)2539 attached herewith).

3. This paper is circulated for consideration by the Board at its next Meeting to be held on Wednesday, 22nd November, 1950.

Secretary to the Board.

ANNEXE "A" - Reply of the Political Affairs Committee (POL/P(50)59) - ENGLISH TEXT ONLY

ANNEXE "B" - AGSEC(50)2539 - Letter from the Federal Chancellor

File No CTB/278

Copy to: File CTB/202

CONFIDENTIAL

412

COPY

ANNEXE "A" TO:
OTC/CTB/P(50)266

CONFIDENTIAL

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

14 November 1950

POL/P(50)59

TRANSFER TO THE GERMAN FEDERAL GOVERNMENT OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL

(Note by Secretariat)

1. At its 48th Meeting on 10 November, the Political Affairs Committee considered a report from the Combined Travel Board (POL/CTB/P(50)133) on the transfer to the Federal Government of operational responsibility for travel control. This report was divided into the following three headings:

I. Functions which it has already been agreed shall be turned over to the German authorities;

II. Additional CTB functions which can be expected to be transferred to the German authorities consequent on a further evolution of travel control policy by the Allied High Commission; and

III. Residual functions of the Combined Travel Board the transfer of some of which may be accomplished upon the issuance of appropriate instructions.

2. The Committee agreed (POL/M(50)38, Conclusion 881(1), (m)) that Allied Agencies would cease to perform certain functions in the travel control field in accordance with the schedule set out in Section I of this paper and that the substance of this schedule should be communicated to the Federal Chancellor in a letter signed by the Chairman of the Council (AGSC(50)2539) inviting him to designate representatives to discuss the matter further with the Political Affairs Committee.

3. This paper reproduces the original report of the CTB together with the relevant decisions of the Political Affairs Committee, and is circulated to the Combined Travel Board for action where appropriate and the remaining addressees for information.

N.C. KIRKHAM
P. VIENNET
O.T.L. STEGER
Secretariat.

CONFIDENTIAL

14 November 1950 POL/P(50)59

TRANSFER TO THE GERMAN FEDERAL GOVERNMENT OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL

I. A. The Following are the functions which it has already been decided shall be handed over to the German Authorities:

Report of the Combined Travel Board

(i) the issue of Passports to German Nationals, both in the Federal Republic and in countries abroad where German Consulates are established;

(ii) the issue of visas for all nationals to enter Western Germany, subject to certain security controls and restricted powers in the case of nationals of the Occupying Powers,

(iii) authority to establish an Immigration Service for passport control on the frontiers, borders, seaports and airports of the Federal Republic.

Up to the present time, the Combined Travel Board is still obliged to perform all these functions except the issuing of German passports by the German Consul-General in New York, since the German authorities have not yet been able to complete their budgetary and organizational arrangements to take over any of them. Every effort has been made by the Combined Travel Board to accelerate the process of transferring these activities to the Germans. The Board went so far as to inform the Ministry of the Interior that Combined Travel Board

Decisions of the Political Affairs Committee

The Committee agreed that the travel control responsibilities described in (i), (ii) and (iii) should be the subject of a letter to the Federal Chancellor to be prepared by the Working Party on Travel Control for signature by the Chairman of the Council, in which it should be indicated that:

(1) The Allied High Commission will terminate its responsibilities in New York, London, and Paris for the issuance of visas and passports to German nationals by January 1, 1951, and the German consular offices in these places should be prepared to assume this responsibility not later than that date;

(2) The Federal Republic should prepare for consideration by the Political Affairs Committee at its meeting on 24 November:

(a) A time table for the assumption of responsibility by the Federal Republic for the issuance of passports and visas at its other consulates abroad, with an April 1, 1951, deadline for the closing of the Combined Travel Board offices abroad in all places where a German consulate has been authorised in view;

(b) A time table for the progressive assumption by the Federal Republic of the responsibility for the issuance of passports on the Territory of the Federal

44

CONFIDENTIAL

Branch Offices would be closed down as from 31st December 1950, but this gesture was met by a strong plea from the Ministry of the Interior that the Allied Authorities should continue to perform these functions until they are ready to take them over. It is clear that some months must elapse before they will find this possible, since the German authorities are obviously encountering serious difficulties over the matter of budgeting to pay for these new services, organizational problems and in some cases divergent political views in regard to form and method. The Board has, therefore, been unable to obtain firm or even approximate dates by which the Germans will assume these functions. So long as they remain a Combined Travel Board responsibility the Board considers, after most careful calculation and recalculation, that the minimum staff with which all the tasks allotted to the Board can be efficiently performed is one hundred and eighty-six officials, who will be progressively reduced as the work they are performing is passed to the German authorities. When the above functions have been completely handed over to the German authorities, the Combined Travel Board will be left with the total of those listed at paragraph I.C (i), (ii) and (iii).

Republic, with a February 1, 1951, deadline for the closing of the Combined Travel Board branch offices in Germany in view;

(c) A proposal for the assumption of responsibility for control of travel at the borders by a Federal Immigration service early in 1951.

The Committee agreed that the final deadline for the transfer of all travel control functions in I.A. of the Combined Travel Board report could be April 1, 1951, but that this date should not be communicated to the Germans lest it give them the impression that they had until that time to assume full responsibility and lead to their putting off until that date assumption of responsibilities that they might take over sooner.

B. Additional Combined Travel Board Functions which can be expected to be Transferred to the German Authorities Consequent upon a Further Evolution of Travel Control Policy by the Allied High Commission, e.g., the Responsibility for Security Control, are Indicated Below:

Following the complete transfer of operational responsibilities listed in sub-paragraph A above, the remaining major functions of the Combined Travel Board (including the functions of the offices which it has been agreed to retain), may be broken down into three main categories:

CONFIDENTIAL

140

Report of the Combined Travel Board

(1) Policy. Under the terms of HICOM/P(50)18-Final, policy governing travel into and out of the Federal Republic of Germany was specifically reserved to the High Commission. The formulation of policy, except as regards persons coming under Allied High Commission Law No. 2, and its implementation in the field of travel control could be turned over to the Federal Authorities subject to review by the Combined Travel Board.

(2) Supervision. Under the terms of HICOM/P(50)18-Final, the Combined Travel Board, following the transfer of permissable operational responsibilities listed in paragraph 1 (a), was to confine itself to:-

(a) review of the decisions of the German Federal authorities in the field of passport and visa issuance;

(b) inspection where deemed necessary or desirable, either direct or through the German agencies concerned, to insure that High Commission policy requirements are harmonized and implemented.

(3) Security. Pending a new decision, security is a Reserved Power.

Security, as it affects the Combined Travel Board,

Decisions of the Political Affairs Committee

(1) Policy. The Committee agreed that the Combined Travel Board could be immediately relieved of this responsibility.

(2) Supervision. The Committee agreed that this function of the CTB could be relaxed on an evolutionary basis.

(3) Security. The Committee agreed to defer a final consideration on this responsibility of the Combined Travel Board pending the establishment of a Federal agency for the protection of the Constitution.

409

pertains to the control of the movement of persons, and its operation can be broken down into two categories:

(a) implementation of Allied security requirements as defined in HICOM/P(50)18-Final, paragraph 4(d), and AGSEC(50)2041 dated 19 September, paragraph 6, and any future decisions which may become necessary in meeting future Allied civilian or military requirements:

(b) German security requirements, some of which may be assumed to be identical with those of the Occupying Powers. Since the degree to which it is proposed that responsibility for security control will be passed to the German authorities has not been specified, a precise answer to this paragraph cannot be given. However, alternative appreciations are offered.

(i) A measure of security precaution in the travel field will be maintained for as long as the Occupation continues, but this will consist mainly of inspection, advice and "watch-dog" procedures and of direct control as set forth in AGSEC(50)2041 and POL/P(50) 37-Final.

(ii) In the event that it is the desire of the Allied High Commission not to retain security controls in the field of travel, after consultation with the interested Allied agencies, a transfer of these functions listed in paragraph 3 (ii) below could be achieved as soon as the German authorities are in a position to assume them.

408

C. After the Transfer of Functions listed in Paragraph 1... to the German Authorities, the Following Residual Functions will remain. The Transfer of these will be accomplished by the issuance of appropriate Instructions.

(i) Functions presently performed by the Combined Travel Board on behalf of Allied, German or other agencies, which will be transferred as soon as alternative arrangements can be made:

Report of the Combined Travel Board

(1) Issue of Military Entry Permit to German nationals and/or stateless persons resident in Germany proceeding to Austria, Trieste and Japan.

(2) Documentation of individuals being extradited, deported, or expelled, requiring special forms of documentation.

(3) Documentation of displaced persons, including individuals and groups of refugees emigrating under various schemes and international agreements, until such time as the Federal Republic becomes a signatory to the Plan, or alternative agreements.

(4) Documentation in connection with the Cultural Exchange Program of the Allied High Commission, or other special schemes.

(5) Documentation of German nationals and stateless persons who marry members of the Allied Forces.

Decisions of the Political Affairs Committee

(1) The Committee agreed to inform their Governments that in view of the curtailment of the personnel and functions of the Combined Travel Board, it will not, after February 1, 1951, be able to continue performing travel control functions for the Allied or local authorities in Austria, Trieste or Japan, and to recommend that independent machinery be set up by the Allied authorities of these threeplaces to handle this function.

(2) In view of the provisions of the Basic Law concerning extradition, the Committee deferred taking a final decision on this matter.

(3)
(4)
(5) With respect to these three points, the Committee agreed that the functions outlined in them should be turned over to the Federal Government upon its assumption of responsibility for the issuance of passports on the territory of the Federal Republic. The attention of the Federal authorities should, however, be directed especially to their responsibility to take action in regard to the persons covered by point (3).

(ii) Should security in the travel field be passed completely to the German authorities, the following additional functions presently performed by the Combined Travel Board can be transferred:

(1) Supervision and review of all cases where passports or other travel documents have been issued by the German authorities (AGSEC(50)2041 and POL/P(50)37-Final).	(1) The Committee agreed that this function should be maintained for the present, subject to review at a later date, with the understanding that "supervision and review of all cases" requires a check by the Combined Travel Board of the lists of visas and passports issued by the Federal authorities against the travel restriction list and not a detailed study of the files covering each case.
(2) Security inspection of German documentation agencies in Germany and abroad (HICOM/P(50)18-Final).	(2) The Committee agreed that this function should be retained for the present.
(3) Screening of personnel appointed by the Federal Republic in the field of travel control (HICOM/P(50)18-Final, paragraph 4).	(3) The Committee agreed that this function should be eliminated but that the High Commission would require the submission of lists of persons appointed by the Federal Republic in the field of travel control and would reserve the right to express an a posteriori disapproval in individually objectionable cases.
(4) Documentation control for travel to Argentina or other specified countries (POL/P(50)37-Final).	(4) The Committee agreed that this function should be continued for the present.
(5) Preparation and maintenance of the Travel Restriction List, and review of security cases (POL/P(50)37-Final).	(5) The Committee agreed that the words "formulation of security policy" should be stricken from the description of this function but that the Combined Travel Board should continue to retain the power to add or remove names and categories from the travel restriction list and to review special cases arising from the provision for restriction by categories. The Germans will have the right to add but not to remove names from the travel restriction list.

106

(6) Security supervision of frontier, border, sea and airport passport controls (HICOM/P(50)18-Final).

(6) The Committee agreed that for the present this function should be retained by the Combined Travel Board and took note of the circumstance that it would require only a very small staff.

(7) Maintenance of a Central Index of Travellers crossing the frontiers and borders of Western Germany (HICOM/P(50)18-Final).

(7) The Committee agreed that this responsibility should be transferred to the Federal Authorities on the condition that representatives of the Allied High Commission have access to the index.

(iii) Additional residual functions presently performed by Combined Travel Board which cannot be transferred to the German authorities or to any other agency in the forseeable future:

(1) Policy and issue of visas to enter or transit Germany for the Allied Forces as defined in Allied High Commission Law No. 2, to comprise the following:

(a) The Occupation Authorities

(b) The Occupation Forces and their Members,

(c) Non-German nationals, civilian or military, who are serving with the Occupation Authorities.

(d) Members of the families and non-German persons in the service of the persons referred to in sub-paragraphs a, b, and c above.

(e) Non-German persons whose presence in the occupied territory is certified by a High Commissioner or Commander of any of the Occupation Forces to be necessary for the purposes of occupation (HICOM/P(50) 18-Final).

(1) The Committee agreed that this function should remain with the Combined Travel Board only insofar as it concerns the extension of visas within the Territory of the Federal Republic. Responsibility for policy as well as for the issuance of the visas foreseen under this heading rests with the respective foreign office or embassy (see POL/Sec(50)286).

(2) Supervision of and advice to the German Administration (Central or Laender, as appropriate) on travel matters (HICOM/P(50)-18 Final)

(2) The Committee agreed that this function should be retained but that the words "central or Laender as appropriate" contained in parentheses should be deleted.

(3) Review of travel agreements and policy initiated by the German authorities (HICOM/P(50)18-Final).

(3) The Committee agreed that travel agreements and policy should be within the competence of the German authorities subject to approval by the Allied High Commission. Travel agreements should be submitted to the High Commission under the general procedure governing the submission of treaties entered into by the Federal Republic.

(4) Management and functional operation of the remaining Permit Issuing Offices abroad maintained by the Combined Travel Board such as Warsaw, Prague, Budapest, Sarrebrucken, Vienna and Strasburg (AGSEC(50)2041).

(4) The Committee agreed that this function of the Combined Travel Board should be retained.

(5) Supervision of Allied consular agencies acting in the interests of the Allied High Commission where German representatives have not been accepted or appointed.

(5) The Committee agreed that this function of the Combined Travel Board should be retained.

(6) Documentation of German nationals and/or stateless persons, resident in Germany, proceeding to Iron Curtain countries, or other countries, if required (AGSEC(50)2041).

(6) The Committee agreed that this function of the Combined Travel Board should be retained.

(7) Issue of Allied Forces Permits and grey passes to United States, British and French nationals proceeding to Austria (including Vienna).

(7) The Committee agreed, in connection with its recommendation to governments on point C (i) (1), to suggest that the issue of Allied Forces permits and grey passes to US, UK and French nationals proceeding to Austria should be transferred to the machinery set up by the Allied Authorities for Austria.

104

14 November 1950.

POL/P(50)59.

(8) Action on cases involving refusal of visas to Allied nationals where names do not appear on the Travel Restriction List (AGSEC(50)2041).	(8) The Committee agreed that this function of the Combined Travel Board should be retained.
(9) Supervision of frontier, border, sea and airport passport controls (HICOM/P(50)18-Final).	(9) The Committee noted that this item duplicates item C (ii) (6) above.
(10) Liaison with the various Allied and German authorities at all levels, including Allied Intelligence agencies.	(10) The Committee noted that the Combined Travel Board must remain in liaison with the various Allied and German authorities with which its functions require that it maintain contact.
(11) Operation of the Interzonal Facilities Bureau, Berlin, which was set up by quadrupartite agreement and is still functioning quadrupartitely (Control Council Directives 43 and 49).	(11) The Committee agreed that this function of the Combined Travel Board should be retained.
(12) Maintenance of a Branch Office in Berlin, the functions of which could not, presumably, be undertaken by a Federal or Land Ministry.	(12) The Committee agreed that the branch office in Berlin could be eliminated when a solution has been found for the issuance of foreign travel passports to inhabitants of Berlin.

Note: The above appreciation does not take into account such responsibility as the Allied High Commission may wish to vest in the Combined Travel Board as regards persons crossing the Eastern Border.

CONFIDENTIAL

14 November 1950. POL/P(50)59.

Report of the Combined Travel Board

II. Time-Table.

It is contemplated that transfer to the Federal Government of the various operational functions covered in paragraph I.A. hereof are completely within the scope of the Federal Government. A time-table of its assumption of the various operational functions is dependent entirely upon the ability of the Federal Government to organize its operational implementing agencies, the enactment of such legislation as may be necessary, the employment, and the training of local and foreign staff, provisions for adequate financing, purchase of necessary equipment, office supplies, printing of forms, acquiring suitable and adequate office space both within and outside Germany, and the countless other mass of details that will enable the Federal Republic to assume the responsibilities enumerated, presently performed by the Combined Travel Board. Until the Federal Republic actually assumes these functions, they must be carried out by the Allied High Commission. A failure to do so would paralyse all travel out of, into or through the Federal Republic.

External Permit Issuing Offices, except those scheduled for retention, can be operationally closed as soon as local German officials are prepared to assume their functions. Within approximately 90 days thereafter, those offices will have completed their final fiscal audits, disposed of their tripartite assets, screened and disposed of their case files, classified and unclassified, correspondence files, records, accounting and fiscal records, and be physically closed. From present indications the Allied Permit Office at New York City may close functionally prior to 1st January 1951, the offices at London and Paris probably about 1st April 1951. Other offices have not progressed sufficiently to fix tentative dates for the transfer of their operational functions to the Federal Government. It is not deemed advisable, due to the tourist rush of travel, to risk a disruption of travel with its attendant economic loss and inconvenience to the travelling public, to attempt the transfer of operational responsibilities to German authorities of any Permit Issuing Office during the period 1 May - 31 August.

Internal Permit Issuing Offices, except those that may be required to deal exclusively with the documentation of the category of persons mentioned in paragraph I.C. (iii) and the control by the Federal Republic of the international frontiers, boundaries, airports and seaports, may be phased out approximately three months after suitable legislation and a Federal operating budget have been passed. There is no present indication as to when the German Federal authorities will be in a position to assume the responsibilities enumerated in paragraph I.A. hereof.

III. The following are the estimated ultimate staffing requirements for the performance of residual functions as indicated in paragraph I.C. above:

(a) if functions listed in paragraph I.C(i) and (ii) are transferred to the German or other authorities, the estimated Allied staff required to be provided by each Element will be twenty-five;

(b) if only the functions listed in paragraph 1.C(i) are transferred, the estimated Allied staff required to be provided by each Element will be forty-three.

/s/ J. CALLENDER.
Secretary to the Board.

CONFIDENTIAL

401

Translated from the French in
Combined Travel Board

Annexe "B" to
OTC/CTB/P(50)266

14 November 1950

AHSEC(50)2539

ALLIED HIGH COMMISSION IN GERMANY

THE COUNCIL

Transfer to the German Authorities of Responsibilities for Execution in Matters concerning the Control of Travel

To : His Excellency, The Chancellor of the Federal Republic of Germany

The Allied High Commission is seriously disturbed by the delay concerning the transfer to the Federal Authorities of functions and responsibilities for execution in the field of travel control. In this connection I refer to a memorandum dated 4th April 1950 which formed the basis for discussions between representatives of the Allied High Commission and those of the Federal Republic at a meeting held on 14th April 1950. This memorandum informed the Federal Government of the desire of the Allied High Commission to proceed with a progressive transfer to the Federal Authorities of responsibilities for execution in the control of passports and the issue of travel documents as well as to the wish of the Allied High Commission to see this transfer of executional responsibilities terminated by 1st January 1951, unless experience had indicated the necessity of prolonging the actual system. This memorandum indicated that this transfer would comprise the undermentioned tasks :

(a) control of passports at entry and exit points of the territory of the Federal Republic;

(b) issuance of passports to Germans by the German Authorities on Federal territory as well as by German Consulates abroad;

(c) issuance of visas and entry permits by German Consulates as soon as they have been set up abroad and when they are in a position to assume this work.

This question was, as a result, the object of a large number of conferences and of official exchanges of opinion between the representatives of the High Commission and of the Federal Government and the representatives of the High Commission have always stressed the pre-occupation of the High Commission to see the Federal Government take measures in view of hastening the creation of German organisations in order that they shall be established before the High Commission could proceed to transfer of its powers and its responsibilities in this field.

The very small results obtained until now by our efforts makes the High Commission apprehensive that, unless the Federal Authorities hurry up, the necessary Federal organisations will not be in a position to assume

/these

/these powers and responsibilities when the High Commission finds itself obliged to cease their assumption which would result in an interruption of services in this field.

It will be certainly obvious to you that an interruption in these services would have serious consequences, not only in so far as the travel of Germans abroad is concerned, but also in so far as the travel of tourists and other visitors to the Federal Republic is concerned. You will be aware, therefore, that in these conditions the High Commission cannot assume the responsibility for this interruption in the Services.

The taking over by the Federal Authorities of responsibilities for execution in the control of travel necessitate measures by the Federal Consular services abroad and by organisations on Federal territory which, so far as the Allied High Commission is aware, have not yet been created.

So far as the activities of the Federal Consulates are concerned, discussions have been taking place for the past months between Federal officials and representatives of the High Commission.

The representatives of the High Commission have received instructions to proceed with the approval of regulations on the functioning of Consulates in matters concerning travel control. They have, I am informed, already approved the regulations covering the issuance of passports and are now studying with their German colleagues the regulations covering the issuance of visas. I am assured that the organisations of the Allied High Commission are capable of acting rapidly in this field as soon as propositions are submitted to them by the competent Federal organisations. Unfortunately, although discussions in this field were commenced in April, none of the three German Consulates established abroad is at present capable of undertaking the issuance of visas; the issuance of passports has only been started by one of them, the Consulate-General at New York on 9th October 1950.

So far as the issuance of passports is concerned by the Federal Authorities within the territory of the Federal Republic and the control of travel documents at Federal frontiers, no official reply to the proposals of the High Commission has yet been received from your Government. I think I am right in saying from unofficial information that the solution to this problem proposed by the High Commission is considered inadequate from a political point of view by the Federal Authorities. The High Commission has, however, until now received no official reply and no indication of the solution which you could propose for this problem.

The High Commission now finds itself obliged, in conformity with the recent decisions taken by the Foreign Ministers and as a result of decisions for a reduction of Allied civilian personnel in the Federal Republic to hurry on with the transfer to the Federal Authorities of powers and responsibilities in matters concerning the control of travel. The High Commission desires to cease the assumption of these responsibilities as soon as possible. It has consequently decided that the German Consulates-General in Paris, New York and London shall be invited to undertake the responsibility for the issuance of visas and passports as from 1st January 1951.

In order that arrangements may be made with a view to terminating the responsibilities of the High Commission in matters concerning control of travel in other countries, I should be obliged if you would kindly take all necessary measures in order that the competent representatives of the Federal Republic should meet the Political Affairs Committee of the Allied High Commission on 24th November 1950 and should propose to it in view of the taking over by the Federal Authorities of this control a programme of which I give you hereunder the main points :

/ (a)

/(a) the Federal Consulates abroad (other than the Consulates of Paris, New York and London) will assume responsibilities for the issuance of passports and of visas before 1st April 1951, upon which date all offices of the Combined Travel Board will be closed down in all towns where German Consulates have been authorised.

(b) the Federal Republic will progressively assume responsibility for the issue in Germany of passports for travel abroad, before 1st February 1951, date on which the offices of the Combined Travel Board in Germany will be closed down.

(c) the High Commission awaits proposals with a view to the Federal Immigration Service taking over the control of travel at Federal frontiers at the beginning of 1951.

I would also wish to particularly call your attention in this connection to the fact that the Allied High Commission does not ignore the desire of the Federal Government to see Occupational Costs reduced as far as possible. The Allied High Commission is pre-occupied also to transfer to the Federal Government the responsibility of all work which is liable to procure revenue whenever the occasion presents itself. The issuance of passports and visas which is the object of the transfer of attributions mentioned in this letter is a source of revenue which should facilitate budgetary problems implied by the taking over of these duties by the Federal Republic.

J.J. McCLOY

Chairman

C.C.G. Form 85

415

CONTROL COMMISSION FOR GERMANY (BRITISH ELEMENT)

OUTGOING TELEGRAM FORM

C.C.G. FORM (LARGE)

CALL	SERIAL No.	PRIORITY	TRANSMISSION INSTRUCTIONS	T. H. I.

FROM COTRABO BERLIN

REPEATED

FOR ACTION LE SECRETAIRE EN EXERCICE DU COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES BONN-PETESBERG

SECURITY CLASSIFICATION CONFIDENTIEL
DEGREE OF PRIORITY
TIME OF ORIGIN URGENT

CTB/278 TEXTE DE POL/OTC/CTB/P(50)157 OBJET : TRANSFERT AUX AUTORITES ALLEMANDES DE LA RESPONSABILITE DU CONTROLE DE LA CIRCULATION REF:POL/P(50)59 DU 14 NOVEMBRE 1950 PARAGRAPHES C(11) (7) et C (111) (12)

AVANT QUE LE COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES NE RENCONTRE LES REPRESENTANTS ALLEMANDS A LA CONFERENCE DE DEMAIN APRES-MIDI LE CONSEIL DE DIRECTION DE L'OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION AYANT EXAMINE LA DECISION CI-DESSUS DESIRE INSTAMMENT ATTIRER VOTRE ATTENTION SUR LE FAIT QU'IL EST ACTUELLEMENT PREMATURE DE TRANSFERER LE FICHIER CENTRAL DE LA CIRCULATION ET DE FERMER LE BUREAU REGIONAL DE L'OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION DE BERLIN. LE CONSEIL DESIRE SOUMETTRE LES OBSERVATIONS SUIVANTES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AGREMENT TRIPARTITE:

(1) LE FICHIER DE LA CIRCULATION A ETE CREE ET FONCTIONNE EFFECTIVEMENT COMME MOYEN DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE AUTOMATIQUEMENT LES MOUVEMENTS DES VOYAGEURS A L'ENTREE ET A LA SORTIE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ET AFIN DE SUPERVISER LES ACTIVITES FUTURES DES AUTORITES ALLEMANDES EN MATIERE DE DELIVRANCE DE PASSEPORTS DE VISAS ETC. EN MEME TEMPS QUE LE FONCTIONNEMENT DU CONTROLE AUX FRONTIERES.

(11) CE SYSTEME A ETE ETABLI APRES ACCORD DES SERVICES DE SURETE INTERESSES AFIN DE PERMETTRE A CEUX-CI D'EXERCER UNE SURVEILLANCE CONSTANTE SUR CERTAINS VOYAGEURS PRESENTANT UN INTERET TANT TRIPARTITE QU'UNILATERAL.

.../.....

SIGNATURE
APPOINTMENT
DIV/GP
TELEPHONE NUMBER

T. O. R. 23-11-50
TIME CLEARED
INITIALS

ORIGINATOR:—
ORIGINATOR'S REF. No.:—
INTERNAL DISTRIBUTION:—

PSS (HQ) 3259 P/BMX 100/3-48

C.C.G. Form 85

414

CONTROL COMMISSION FOR GERMANY (BRITISH ELEMENT)

OUTGOING TELEGRAM FORM

C.C.G. FORM (LARGE)

CALL	SERIAL No.	PRIORITY	TRANSMISSION INSTRUCTIONS	T. H. I.

FROM	FOR ACTION
REPEATED	
	SECURITY CLASSIFICATION
	DEGREE OF PRIORITY
	TIME OF ORIGIN

(iii) CE FICHIER CENTRAL A ETE ORGANISE DE MANIERE A PERMETTRE UNE ECONOMIE MAXIMUM DE PERSONNEL; LE PERSONNEL ALLIE NECESSAIRE A SON FONCTIONNEMENT S'ELEVE A UN ET AU MAXIMUM A DEUX AGENTS ALLIES.

(iv) LA SEULE POSSIBILITE DE PRENDRE CONNAISSANCE D'UN FICHIER DE LA CIRCULATION GERE PAR LES AUTORITES ALLEMANDES NE POURRAIT SATISFAIRE AUX EXIGENCES EN MATIERE DE SECURITE ET LA CONFIANCE QUE L'ON POURRAIT LUI ACCORDER NE SERAIT PAS GARANTIE. IL Y A LIEU DE PRECISER QUE MEME APRES LA DERNIERE DECISION POL, LA SECURITE RESTE UNE MATIERE RESERVEE, LE CONSEIL RECOMMANDE ENERGIQUEMENT QUE CE FICHIER RESTE AUX MAINS DES ALLIES JUSQU'A CE QU'IL AIT ETE DECIDE QUE TOUTES LES QUESTIONS DE SECURITE DANS LE DOMAINE DE LA CIRCULATION SOIENT REMISES AUX AUTORITES ALLEMANDES. EN CE QUI CONCERNE LE BUREAU REGIONAL DE L'OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION DE BERLIN LE CONSEIL RECOMMANDE QUE LA DECISION PRISE PAR LE COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES SOIT SUSPENDUE JUSQU'A CE QUE CETTE QUESTION EST PU ETRE ENTIERREMENT DISCUTEE PAR L'OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION. LES INCIDENCES SONT DE TELLE NATURE QU'IL EST TOUJOURS INOPPORTUN DE LES ENNUMERER DANS CE TELEGRAMME MAIS ELLES APPARAITRONT AU COURS D'UNE CONFERENCE ENTRE LES AUTORITES INTERESSEES. IL Y A LIEU DE PENSER QUE LA FERMETURE DU BUREAU REGIONAL DE BERLIN PRESENTERAIT DE GRAVES INCONVENIENT DE MEME QUE LES PLUS GRANDES DIFFICULTES TANT D'ORDRE POLITIQUE QUE DE SECURITE; LA FUSION DE CE BUREAU AVEC LE BUREAU DES FACILITES INTERZONALES NE PARAIT PAS POLITIQUEMENT REALISABLE ET IL SERAIT EXTREMEMENT INOPPORTUN DE PRENDRE UNE DECISION DEFINITIVE DANS CETTE MATIERE SANS AVOIR EPUISE L'EXAMEN DES QUESTIONS POUVANT FAIRE L'OBJET DE DISCUSSION OU DE DELIBERATION

SIGNATURE
APPOINTMENT
DIV/GP
TELEPHONE NUMBER

TIME CLEARED
INITIALS

ORIGINATOR:— SECRETARIAT
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION
ORIGINATOR'S REF. No:—
INTERNAL DISTRIBUTION:—

PSS(HQ) 3359 7/8 MX 100/3-48

AF/SD

CONFIDENTIEL

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15

U.S. Address
Herford
A.P.O. 757, U.S. Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

CTB/2048/SEC 278

Tel: Herford 2941, Ext. 66

SECRET

16 Novembre 1950

RAPPEL

NOTE

pour l'Inspecteur Principal Allié d'Immigration

OBJET : Contrôle de Sécurité et d'honorabilité du personnel allemand employé par les Autorités fédérales dans tous les domaines relevant de l'Office Tripartite de la Circulation

REFERENCE : Ma Note 201/I du 3 Juillet 1950
Ma Note 2060/I du 10 Août 1950
Ma Note du 17 Octobre 1950

J'ai l'honneur de vous rappeler les notes citées en référence, relatives au contrôle de Sécurité et d'honorabilité auquel doit être soumis le personnel allemand employé par les autorités fédérales dans tous les domaines relevant de l'Office Tripartite de la Circulation

Je vous rappelle également la note CTB/2061 en date du 9 Août 1950 émanant de la Section Consultative pour les Affaires Allemandes

J'attire une fois encore votre attention sur l'Importance du Contrôle à exercer sur le personnel employé à la délivrance de titres de circulation et vous prie de faire exécuter les enquêtes prescrites dans les délais les plus brefs.

Pour le Directeur du Contrôle
des Passeports et de la Sécurité

A. FUMEY

COPIE a

M. FALCONER
M. BENITA

file

EJC/RJ S E C R E T

14 Novembre 1950 POL/P(50)59

Rapport de l'Office Tripartite de la Circulation

II. Agenda

Le transfert au Gouvernement Fédéral des diverses fonctions administratives et techniques prévues au paragraphe I.A. du présent document est, semble-t-il, entièrement du ressort du Gouvernement Fédéral. L'établissement de l'agenda d'après lequel le Gouvernement Fédéral assumera ces diverses fonctions administratives et techniques dépend entièrement des possibilités d'organisation dont dispose le Gouvernement Fédéral pour établir ses services techniques d'exécution, promulguer la législation nécessaire, récruter et former le personnel employé tant en Allemagne qu'à l'étranger, assurer un financement suffisant, acquérir le matériel nécessaire, les fournitures de bureau, faire imprimer les formulaires, acquérir des locaux suffisants pour les bureaux, tant en Allemagne qu'à l'étranger, et régler les innombrables détails qui permettront à la République Fédérale d'assumer les responsabilités ci-dessus, actuellement exercées par l'Office Tripartite de la Circulation. Jusqu'au moment où la République Fédérale assumera effectivement ces fonctions, elles devront être exercées par la Haute Commission Alliée, ne pas agir ainsi risquerait de paralyser toute la circulation à la sortie de la République Fédérale, à son entrée et en transit à travers son territoire.

Les services extérieurs de délivrance de permis, sauf ceux dont le maintien est prévu, pourront cesser leurs activités techniques et administratives dès que les fonctionnaires allemands locaux seront prêts à assumer leurs fonctions. Dans les 90 jours environ qui suivront, ces services auront terminé la révision de leurs comptes fiscaux, disposé de leurs avoirs tripartites, trié leurs papiers et disposé de leurs dossiers, secrets ou non, de leurs classeurs de lettres, leurs archives (fiscales et comptables), et pourront être matériellement fermés. D'après les renseignements actuels, il se peut que le Service Allié des Permis à New York City cesse de fonctionner avant le 1er Janvier 1951, et les services de Londres et de Paris fermeraient probablement vers le 1er Avril 1951. Les travaux des autres services ne sont pas assez avancés pour permettre de fixer des dates même approximatives du transfert de leurs fonctions techniques et administratives au Gouvernement Fédéral. En raison de l'afflux des touristes, il serait regrettable de courir le risque de désorganiser les services de voyages, provoquant ainsi des préjudices économiques et de nombreux inconvénients pour les touristes, en essayant de transférer pendant la période du 1er Mai au 31 Août aux autorités allemandes les responsabilités de tout bureau de délivrance des permis.

Les services intérieurs de délivrance des permis, à l'exception de ceux qui peuvent être nécessaires pour s'occuper exclusivement des titres de circulation des catégories de personnes visées au paragraphe I.C. (iii) et du contrôle exercé par la République Fédérale sur les frontières internationales, les limites, les aérodromes et les ports, pourront être fermés environ trois mois après l'adoption de textes législatifs convenables et après l'adoption d'un budget général. Il n'existe actuellement aucune indication quant au moment où les autorités fédérales seront à même d'assumer les responsabilités énumérées au paragraphe I.A. ci-dessus.

III. Voici la dernière évaluation du personnel nécessaire pour exécuter les fonctions résiduelles indiquées au paragraphe I.C. ci-dessus :

(a) si les fonctions énumérées au paragraphe I.C. (i) et (ii) sont transférées aux autorités allemandes ou à d'autres autorités, l'on estime que chaque élément devra fournir un effectif de 25 Alliés;

(b) si seules les fonctions énumérées au paragraphe I.C. (i) sont transférées, le personnel allié dont on estime avoir besoin atteindra, pour chaque élément, le chiffre de 43.

/s/ J. Callender

Secrétaire de l'Office Tripartite
de la Circulation

Poles 435

14 novembre 1950 **SECRET** POL/P(50)59

278

DIFFUSION RESTREINTE

English text see folio 412

HAUTE COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

TRANSFERT AU GOUVERNEMENT FEDERAL DE RESPONSABILITES EN MATIERE DE CONTROLE DE LA CIRCULATION

(Note du Secrétariat)

1.- Au cours de sa 48ème réunion du 10 novembre, le Comité des Affaires Politiques a examiné un rapport transmis par l'Office Tripartite de la Circulation (POL/OTC/P (50)133) ayant trait au transfert au Gouvernement fédéral de responsabilités en matière de contrôle de la circulation. Ce rapport était divisé en trois parties intitulées comme suit :

I - Attributions ayant déjà fait l'objet d'une décision de transfert aux autorités allemandes;

II - Attributions supplémentaires de l'Office Tripartite de la Circulation pouvant être vraisemblablement transférées aux autorités allemandes par suite de l'évolution ultérieure de la politique générale de la Haute Commission Alliée dans le domaine du contrôle de la circulation;

III - Attributions de l'Office Tripartite de la Circulation subsistant après le transfert aux autorités allemandes, certaines d'entre elles pouvant être à leur tour transférées en vertu d'instructions spéciales.

2.- Le Comité a décidé (POL/M(50)38 - décision 881 (1)(m)) que les services alliés cesseraient d'assumer certaines de ces fonctions dans le domaine du contrôle de la circulation selon le programme présenté au Chapitre I du présent document, et que les éléments principaux de ce plan seraient communiqués au Chancelier fédéral dans une

.../

SECRET

lettre signée par le Président du Conseil de la Haute Commission Alliée aux termes de laquelle le Gouvernement fédéral serait invité à nommer des représentants chargés de discuter la question avec le Comité des Affaires Politiques.

3.- Le présent document contient le rapport soumis par l'Office Tripartite de la Circulation ainsi que les décisions prises par le Comité des Affaires Politiques en cette matière, et diffusés à l'Office Tripartite de la Circulation pour mesures à prendre et à tous les autres destinataires, pour information.

Secrétariat { N.C. KIRKHAM
P. VIENNET
O.T.L. STEGER

433

S E C R E T

POL/P(50)59

TRANSFERT AU GOUVERNEMENT FEDERAL ALLEMAND DE CERTAINES RESPONSABILITES DANS LE DOMAINE DU CONTROLE DE LA CIRCULATION.

I. A. Les attributions suivantes ont déjà fait l'objet d'une décision de transfert aux autorités allemandes.

Rapport de l'Office Tripartite de la Circulation.

(i) La délivrance de passeports aux ressortissants allemands sur le territoire de la République Fédérale et dans les pays où existe une représentation consulaire allemande;

(ii) La délivrance de visas d'entrée en Allemagne occidentale à toutes personnes, sous réserve de contrôle particulier de sécurité et de pouvoirs de décision restreints en ce qui concerne les ressortissants des Puissances Occupantes;

(iii) La possibilité de créer un comité

Décisions du Comité des Affaires Politiques.

Le Comité décide que les attributions en matière de Contrôle de la Circulation définies au § 1, 2 et 3 devront faire l'objet d'une lettre au Chancelier Fédéral, lettre qui sera préparée par le Groupe d'Etudes sur le Contrôle de la Circulation et signée par le Président du Conseil, et dans laquelle il sera indiqué que :

(1) la Haute Commission Alliée cessera à la date du Ier Janvier 1951 d'exercer à New-York, Londres et Paris ses attributions en matière de délivrance de visas et passeports aux ressortissants allemands; les bureaux consulaires allemands de ces villes devront

S E C R E T

d'immigration pour le contrôle des passeports aux frontières, limites, ports et aérodromes de la République Fédérale.

Jusqu'à ce jour, l'Office Tripartite de la Circulation doit encore exercer toutes ces attributions, à l'exception de la délivrance des passeports allemands par le consul général d'Allemagne à New-York, les autorités allemandes n'ayant pas encore pu satisfaire aux nécessités administratives et budgétaires qui conditionnent tout transfert. L'Office a fait tous ses efforts pour hâter le transfert de ces attributions aux Allemands. Il est allé jusqu'à indiquer au Ministère de l'Intérieur que les succursales de l'Office Tripartite de la Circulation pourraient être fermées le 31 Décembre 1950. Cette démarche a amené le Ministre de l'Intérieur à demander instamment que les autorités alliées continuent à s'acquitter de ces fonctions jusqu'à ce qu'il soit prêt être prêts à assumer ces fonctions au plus tard à cette date;

(2) la République Fédérale devra préparer, pour le présenter à l'examen du Comité des Affaires Politiques lors de sa réunion du 24 Novembre :

(a) un tableau indiquant les dates auxquelles la République Fédérale chargera ses consulats à l'étranger de la délivrance des visas et passeports, en prenant le 1er Avril 1951 comme date limite pour la fermeture de tous les Offices Tripartites de la Circulation dans les villes où se trouve à l'étranger un consulat allemand habilité à cet effet;

(b) un tableau indiquant le transfert progressif au Gouvernement Fédéral allemand des attributions en matière de délivrance des passeports sur le territoire de la République Fédérale en adoptant le 1er Février 1951 comme date limite pour la fermeture des agences de

à les prendre à son compte. Il est évident qu'il s'écoulera plusieurs mois avant que cette opération ne devienne possible en raison des sérieuses difficultés que rencontre le Gouvernement allemand tant dans le domaine budgétaire, pour payer ces nouveaux services, qu'en ce qui concerne les détails d'organisation et, dans certains cas, les divergences politiques sur la forme et la procédure nécessaire. L'Office n'a pu, de ce fait, obtenir aucune précision quant à la date, même approximative, à laquelle les autorités allemandes pourront assumer ces attributions. Aussi longtemps que celles-ci incomberont à l'Office Tripartite de la Circulation, l'Office estime, après calculs approfondis et répétés, que l'effectif minimum devant lui permettre d'assumer ces tâches d'une manière satisfaisante doit être fixé à 186 personnes, chiffre qui pourra être progressivement réduit au fur et à mesure du transfert de ces attributions

l'Office Tripartite de la Circulation en Allemagne;

(c) une proposition tendant à faire assumer par un service fédéral d'immigration, au début de 1951, le contrôle de la circulation aux frontières.

Le Comité décide que la date définitive pour le transfert de toutes les attributions en matière de contrôle de la circulation au tableau I.A. du rapport de l'Office Tripartite de la Circulation sera fixée au 1er Avril 1951, mais que cette date ne devra pas être communiquée aux Allemands de crainte qu'elle ne leur donne l'impression de pouvoir attendre jusqu'à ce moment pour assumer les attributions en totalité et leur faire repousser jusqu'à cette date la prise en charge des responsabilités qu'ils pourraient assumer plus tôt.

actuelles aux autorités allemandes. Lorsque ces dernières les auront reprises en totalité, l'Office Tripartite de la Circulation ne conservera plus que les pouvoirs énumérés au § I C (i), (ii) et (iii).

B. Les attributions supplémentaires de l'Office Tripartite de la Circulation qui pourront vraisemblablement être transférées aux Autorités allemandes à la suite de l'évolution de la politique générale de la Haute Commission Alliée dans le domaine du Contrôle de la Circulation (telles que : sécurité) sont précisées ci-dessous :

Lorsque le transfert des attributions indiquées à l'alinéa A ci-dessus aura été complètement réalisé, les missions principales que conservera l'O.T.C. (y compris les attributions des bureaux dont le maintien a été décidé) peuvent se diviser en trois groupes principaux :

Rapport de l'O.T.C.	Décisions du Comité des Affaires Politiques.
(1) Lignes de conduite générales.	(1) Lignes de conduite générales.
Aux termes du document HICOM/P(50)18 définitif l'élaboration des directives générales en matière de circulation dans la République Fédérale est spécifiquement réservée à la Haute Commission Alliée. Cette prérogative, de même que le soin d'assumer la mise en application de ces principes généraux,	Le Comité décide que l'O.T.C. pourra être immédiatement relevé de ces attributions.

pourrait être abandonnée aux autorités allemandes, sous réserve de révision par l'O.T.C., à l'exception, toutefois, des pouvoirs de décision à l'égard des personnes visées par la loi N° 2 de la Haute Commission Alliée.

(2) Supervision

Aux termes du document HICOM/P(50)18 définitif, l'O.T.C., une fois effectué le transfert des attributions indiquées au § 1 (a), ne devra plus conserver que les pouvoirs suivants:

(a) Révision des décisions prises par les autorités fédérales en matière de délivrance de passeports et de visas;

(b) éventuellement. inspection soit directe, soit par l'intérmédiaire du service allemand intéressé, dans le but d'assurer l'harmonisation et l'application effective des vues et des décisions de la Haute Commission Alliée.

(3) Sécurité.

Jusqu'à nouvelle décision, la sécurité

(2) Supervision

Le Comité décide que l'O.T.C. pourra progressivement abandonner ces fonctions.

(3) Sécurité.

Le Comité décide de différer l'examen

reste inscrite au nombre des pouvoirs réservés .

La sécurité en ce qui concerne l'O.T.C. vise le contrôle des voyageurs et peut se diviser en deux catégories :

(a) la mise en application des exigences alliées en matière de sécurité telles qu'elles sont définies dans le document HICOM/P(50)18 définitif § 4 d) et dans le document AGSEC(50)2041 § 6 du 19 Septembre; l'exécution de toute décision ultérieure qui pourrait être justifiée par de nouvelles exigences des autorités alliées, tant civiles que militaires;

(b) les exigences allemandes en matière de sécurité; on peut supposer que certaines d~~ntre~~ elles s'identifient avec celles des Puissances Occupantes. Faute de connaître exactement la mesure dans laquelle les pouvoirs en matière de sécurité seront remis aux autorités fédérales, il n'est pas actuellement possible de donner définitif de cette attribution de l'O.T.C. jusqu'à la création d'un organisme fédéral chargé de la protection de la constitution.

à cette question une réponse précise; toutefois, il est permis d'envisager l'une ou l'autre des solutions suivantes :

(i) Il y aura lieu de continuer à prendre, du point de vue sécurité, certaines mesures de précaution en ce qui concerne la circulation aussi longtemps que durera l'Occupation de l'Allemagne; mais ces mesures consisteront essentiellement en un régime d'inspection et de surveillance en même temps que de contrôle direct, tel qu'il est défini par le document AGSEC(50)2041 et POL/P(50) 37 définitif.

(ii) Dans l'hypothèse où la Haute Commission Alliée ne désirerait pas conserver pour elle-même le contrôle de la sécurité en matière de circulation, les attributions énumérées au §C (ii) ci-dessous pourraient, après accord des organismes alliés intéressés, être transférées aux autorités allemandes dès que

celles-ci seront en mesure de les prendre à leur compte.

C. Après transfert aux autorités allemandes des tâches énumérées au § I A, les attributions suivantes subsisteront; certaines pourront, à leur tour, être transférées sur instructions spéciales.

(i) Attributions actuellement exercées par l'O.T.C. pour le compte de services alliés, allemands ou d'autres nations et qui seront transférées dès que la continuité de leur exercice pourra être assurée:

Rapport de l'O.T.C.	Décisions du Comité des Affaires Politiques
(1) Délivrance de permis militaires d'entrée aux Allemands et aux apatrides résidant en Allemagne et se rendant en Autriche, à Trieste ou au Japon.	(1) Le Comité décide que les délégués informeront leurs Gouvernements qu'étant donné la diminution des effectifs et des attributions de l'O.T.C., celui-ci ne sera plus à même après le 1er Février 1951 d'assurer le contrôle en matière de circulation pour les autorités alliées ou locales en Autriche, à Trieste et au Japon; il décide également de recommander que les autorités alliées établissent, dans ces trois pays, des organismes indépendants chargés d'y remplir ces fonctions.
(2) Etablissements de titres particuliers de circulation nécessaires aux personnes	(2) En considération des dispositions de la Loi fondamentale en matière d'extradition, le

faisant l'objet de mesures d'extradition, de déportation ou d'expulsion.

(3) Etablissement des titres de circulation pour personnes déplacées et réfugiées émigrant à la suite d'accords internationaux, jusqu'à ce que la République Fédérale ait signé l'accord de Londres ou tout autre document au même effet.

(4) Etablissement des titres de circulation pour les personnes visées par le programme d'échanges culturels de la Haute Commission ou de toutes autres conventions particulières.

(5) Etablissement de titres de circulations pour Allemands ou apatrides qui contractent mariage avec des membres des forces alliées.

Comité remet à plus tard une décision définitive sur ce sujet.

(3)

(4)

(5) En ce qui concerne ces trois points, le Comité décide que les fonctions qui y sont indiquées seront transférées au Gouvernement Fédéral lorsque celui-ci prendra en charge la délivrance des passeports sur le territoire de la République Fédérale. Il faudra, toutefois, attirer tout spécialement l'attention des autorités fédérales sur les attributions qui leur incomberont dans les mesures à prendre vis-à-vis des personnes indiquées au point (3).

(ii) Si la responsabilité de la sécurité en matière de circulation était antérieurement abandonnée aux autorités allemandes, les fonctions ci-après actuellement exercées par l'O.T.C. pourraient également leur être transférées :

(1)Supervision et contrôle de la délivrance de tous titres de circulation pour les autorités allemandes (AGSEC(50)2041 et POL/P(50) 37 définitif).	(1) Le Comité décide que ces attributions devront être conservées pour le moment sous réserve de révision à une date ultérieure, étant bien entendu que la "supervision et la révision de tous les cas" exigent que l'Office Tripartite de la Circulation fasse le contrôle des listes des visas et des passeports délivrés par les autorités fédérales par rapport à la liste des restrictions de la circulation et ne se livre pas à une étude détaillée des dossiers concernant chacun des cas.
(2) Inspection du point de vue sécurité des offices allemands de titres de circulation en Allemagne et à l'étranger (HICOM/P(50) 18 Définitif).	(2) Le Comité décide que ces attributions seront conservées pour le moment.
(3) Criblage du personnel affecté par le Gouvernement Fédéral aux services s'occupant de la circulation (HICOM/P(50)18 définitif, paragraphe 4).	(3) Le Comité décide que cette fonction devra être supprimée mais que la Haute Commission exigera que les listes de personnel désigné par la République Fédérale dans le domaine de la circulation lui soient présentées, et le Comité se réservera le droit d'exprimer une desapprobation. a posteriori dans chaque cas susceptible de soulever individuellement des objections.

(4) Contrôle des titres de circulation valables pour la République argentine ou tous autres pays nommément désignés (POL/P(50)37 définitif).	(4) Le Comité décide que ces attributions seront conservées pour le moment.
(5) Elaboration et mise à jour de la liste des restrictions et révisions des cas particuliers dans ce domaine (POL/P(50)37 définitif).	(5) Le Comité décide que les mots "politique en matière de sécurité" seront supprimés de la définition de ces attributions mais que l'Office Tripartite de la Circulation gardera le pouvoir d'ajouter ou d'enlever des noms et des catégories de la liste des restrictions à la circulation, ainsi que celui de revoir des cas spéciaux provenant des dispositions visant les restrictions par catégorie. Les Allemands seront habilités à ajouter des noms à la liste de restrictions à la circulation mais non pas à en retirer.
(6) Supervision du point de vue sécurité du contrôle des passeports aux frontières, limites, ports et aérodromes (HICOM/P(50)18 définitif).	(6) Le Comité décide que pour le moment l'Office Tripartite de la Circulation conservera cette attribution et prend note du fait que ceci n'exigera qu'un effectif très restreint.
(7) Tenue à jour d'un fichier central des voyageurs traversant les frontières et	(7) Le Comité décide que cette attribution devrait être transférée aux autorités fédérales

limites de l'Allemagne occidentale (HICOM/P(50)18 définitif).

sous réserve que les représentants de la Haute Commission Alliée puissent consulter le fichier.

(iii) Fonctions diverses actuellement exercées par l'Office Tripartite de la Circulation et dont il n'est pas encore possible de prévoir le transfert aux autorités allemandes ou à tout autre organisme.

(1) Réglementation générale et délivrance des visas d'entrée ou de transit en Allemagne aux forces alliées telles que définies par la Loi N° 2 de la Haute Commission Alliée et concernant les catégories suivantes :

(a) Les autorités d'occupation.

(b) Les membres des forces d'occupation.

(c) Les ressortissants autres qu'allemands tant civils que militaires au service des autorités d'occupation.

(d) Les membres non allemands des familles et du personnel des services des catégories a, b et c ci-dessus.

(e) Les personnes de nationalité autre qu'allemande dont la présence sur le territoire occupé est certifiée nécessaire

(1) Le Comité décide que cette attribution ne serait conservée par l'Office Tripartite de la Circulation qu'en ce qui concerne la délivrance de visas sur le territoire de la République Fédérale. La responsabilité de la réglementation générale ainsi que de la délivrance des visas prévue ci-dessus reste assumée par les ministères des affaires étrangères ou par les ambassades compétents (POL/Sec(50)286).

par l'un des Hauts Commissaires ou l'un des Commandants des forces d'occupation (HICOM/P (50)18 définitif).

(2) Supervision et conseil à l'administration allemande, tant centrale que provinciale, dans le domaine de la circulation (HICOM/P(50)18 définitif).

(2) Le Comité décide que cette attribution devrait être conservée, mais que les mots "centrale que provinciale" selon le cas" devraient être supprimés.

(3) Examen et contrôle des accords et des directives émanant des autorités allemandes (HICOM/P (50)18 définitif).

(3) Le Comité décide que les accords sur la circulation ainsi que sa réglementation générale relèveraient de la compétence des autorités allemandes, mais sous réserve d'approbation par la Haute Commission Alliée. Les accords sur la circulation devraient être soumis à la Haute Commission Alliée dans le cadre de la procédure générale réglementant la présentation des Traités conclus par la République Fédérale.

(4) Direction et gestion des bureaux de permis conservés par l'Office Tripartite de la Circulation à Varsovie, Prague, Budapest, Sarrebruck, Vienne et Strasbourg (ACSEC(50)2041).

(4) Le Comité décide que cette attribution de l'Office Tripartite de la Circulation sera conservée.

(5) Contrôle des services consulaires alliés agissant pour le compte de la Haute Commission

(5) Le Comité décide que cette attribution de l'Office Tripartite de la circulation sera conservée.

là où des représentants allemands n'ont pas encore été acceptés ou désignés.

(6) Délivrance de titres de circulation aux Allemands ou apatrides résidant en Allemagne et se rendant dans des pays situés derrière le rideau de fer ou dans d'autres pays (AGSEC (50)2041).

(6) Le Comité décide que cette attribution de l'Office Tripartite de la Circulation sera conservée.

(7) Délivrance de permis des Forces Alliées et de laissez-passer gris aux ressortissants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se rendant en Autriche (Vienne compris).

(7) Le Comité décide, en relation avec ses recommandantions aux gouvernements sur l'article C (i)(1), de proposer que la délivrance de permis des Forces Alliées et de laissez-passer gris aux ressortissants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se rendant en Autriche devrait être transférée aux organismes établis par les autorités alliées pour l'Autriche.

(8) Décisions à l'égard des ressortissants alliés auxquels des visas peuvent être refusés bien qu'ils ne figurent pas sur la liste des restrictions (AGSEC(50)2041).

(8) Le Comité décide que cette attribution de l'Office Tripartite de la Circulation devra être conservée.

(9) Supervision des services de contrôle de passeports fonctionnant aux frontières, limites, ports et aérodromes de la République Fédérale (HICOM/P(50)18 définitif).

(9) Le Comité remarque que ce paragraphe fait double emploi avec le paragraphe C (ii) (6) ci-dessus.

(10) Liaison à tous les échelons avec les diverses autorités alliées et allemandes, y compris les services de renseignements alliés.

(10) Le Comité remarque que l'Office Tripartite de la Circulation doit maintenir la liaison avec les diverses autorités alliées et allemandes avec lesquelles ses attributions nécessitent que des contacts soient maintenus.

(11) Gestion du Bureau des voyages interzone de Berlin qui a été créé par un accord quadripartite et fonctionne actuellement encore d'une manière quadripartite (Directives 43 et 49 du Conseil de Contrôle).

(11) Le Comité décide que cette attribution de l'Office Tripartite de la Circulation sera conservée.

(12) Maintien et gestion d'un bureau régional à Berlin dont les attributions ne peuvent vraisemblablement pas être assumées par un ministère fédéral ou de Land.

(12) Le Comité décide que le bureau régional de Berlin pourrait être fermé lorsqu'une solution aura été trouvée pour la délivrance de passeports aux habitants de Berlin se rendant à l'étranger.

Note: Le Commentaire qui précède ne mentionne pas les pouvoirs particuliers dont la Haute Commission pourrait investir l'Office Tripartite de la Circulation en ce qui concerne les personnes franchissant la frontière orientale.

11

440

Herford

18th November, 1950

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

COMBINED TRAVEL BOARD

878

To: All Allied Consular Permit Issuing Agencies.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the issue of Passports and Visas.

1. This circular is issued for the purpose of advising offices acting as agents for the Combined Travel Board of the progress which is being made for the hand-over of our External functions to German Consular representatives. No doubt you are all aware that the Federal Republic has been authorised to appoint representatives abroad, but up to the present time Consulates have been established only in London, Paris and New York. Plans are in hand for the appointment of representatives to the following countries:-

Australia
Belgium
Canada
Denmark
Greece
Italy
Luxembourg
The Netherlands
South Africa
Switzerland.

In due course further countries will be added to this list.

2. Discussions have been taking place within Germany to agree the Passport and Visa instructions, the form of Passport and Visa stamps, application forms, etc. for future use by German representatives abroad. These matters have now reached finality and it is expected that, as from the 1st January 1951, the Permit Offices in London, Paris and New York will close as and when German representatives are in a position to assume those functions. It is the wish of the Allied High Commission that German representatives will have assumed the functions of all Allied High Commission Permit Offices by the 1st April 1951, other than the following offices which will be retained:-

Budapest
Prague
Saarbrucken
Strasbourg
Vienna (including sub-offices at Salzburg and Innsbruck)
Warsaw.

3. In brief, the terms of reference given to German representatives are as follows:-

(a) German Consuls may be empowered to issue visas for Germany to all foreign nationals other than:-

/(i)

(i) British, French and U.S. ~~civilian officials of~~ the Allied High Commission.

(ii) British, French and U.S. military personnel.

(iii) Members of Allied military contingents participating in the occupation of Western Germany.

(iv) Families and dependants of categories (i), (ii) and (iii) above.

(b) Transfer of authority to German representatives is subject to the following conditions:-

(i) German Consuls may issue visas without reference to the Combined Travel Board to all foreign nationals other than those persons who are included in any Travel Restriction List or other prohibited category of persons which may from time to time be communicated to the Federal Government by the Allied High Commission.

(ii) British, French or U.S. nationals other than those exempted in paragraph (a) above may not be refused a visa for Germany without the prior consent of the Allied Authorities.

4. In discussions with representatives of the Federal Government, the following points have been agreed to facilitate a smooth change-over from Allied control:-

(a) No functions will be transferred from an Allied office to a German Consular office without prior authorisation from Germany. This is intended to ensure that agreed dates for the hand-over in each country are settled between the Allied Authorities in Germany and the Federal Government so that simultaneous instructions may be issued for the hand-over.

(b) As soon as the first German Visa Issuing Office starts operations, the present Visa stamps issued by the Combined Travel Board will be withdrawn and the remaining Allied offices will use Visa stamps supplied by the Federal Government. This is necessary to link up with internal arrangements within Germany for the control of visitors and persons desiring to take up residence. The Visa stamps issued under this arrangement will be transferred subsequently to incoming German Consuls appointed to the various countries.

(c) At the same time as the new Visa stamps are introduced, the Combined Travel Board will adopt the same scale of fees for Visas as those used by the Federal Government representatives. Further information on this point will be issued at a later date for the guidance of Consular agencies, although the CTB realises that it has no authority over financial matters in this respect. It is, however, hoped that Consular offices will, when the time arrives, adopt similar scales of fees in order to avoid lack of uniformity.

5. As stated in the introduction, this circular is for information purposes and no changes in the existing procedure are called for at the present time, as the transfer of responsibility to German representatives must of necessity be gradual. However, as and when German offices are established and incorporated within the general organisation for issuing Visas for Germany, it is hoped that the existing Allied agencies will give the same co-operation as they have in the past to Allied High Commission Permit Offices.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

File No.:- CTB/278

445

Herford 28th November, 1950

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

COMBINED TRAVEL BOARD

To: Allied High Commission Permit Office for Germany, LONDON
" " " " " " " NEW YORK
" " " " " " " PARIS
" " " " " " " BRUSSELS
" " " " " " " COPENHAGEN
" " " " " " " ROME
" " " " " " " THE HAGUE
" " " " " " " OSLO
" " " " " " " STOCKHOLM
" " " " " " " BERNE
" " " " " " " LUXEMBOURG.

SUBJECT: Phase-out of Allied High Commission Permit Offices, following transfer of functions to German Consular Authorities.

1. This instruction will be a controlling guide to Allied Permit Offices in effecting their liquidation following the transfer of Passport and Visa functions to the German Consular Authorities, and/but only when specifically authorised for each office by Combined Travel Board.

2. It is contemplated that there will be two phases of operation for the specific offices listed in this instruction and two separate and distinct "closings" of each office:-

(a) Effective upon receipt of this instruction, all of the offices listed herein are now in "a preparatory phase" which will be followed, when specific authority from Combined Travel Board so to do is received, by functional closing of that office. During the preparatory phase business will be carried on within the office as heretofore, but, in addition thereto, certain preparations which can be made in advance, and which will be more specifically discussed herein, will be carried on with a view to the final liquidation of the office. When so authorised, and all documentation and visa functions have been turned over to the German Consular Authorities, the office will functionally cease to operate as far as the public is concerned and all applications for documentation will be referred either to the German Consular Authorities, or, in the case of documentation of Occupation Forces personnel, to the proper Allied Authorities.

..../(b)

(b) Effective upon the closing of the office functionally, each office will enter into its final liquidation phase and during this period, which it is estimated may require 30 to 60 days, final audits will be made, leases terminated, and physical assets of the office (records, files and so forth) will be disposed of in accordance with the detailed instructions following. During this phase, accountants, cashiers, and a few carefully selected and well qualified individuals may be retained on the office payroll to assist the Permit Officers in implementing these instructions.

3. As will be noted herein, certain records are to be shipped to the Combined Travel Board or other specified agencies and the required number of metal or light wooden packing cases will have to be obtained, probably manufactured to meet the individual office requirements as to number and following these specifications. Each case will be 15" wide, 10" high and 24" long, these being inside dimensions. Each case will be marked clearly to indicate "TOP" and the office of origin, marked clearly on the top and one side with the name and address of consignee (receiving agency). Each case will be given a separate identification number and will contain an itemized list of its contents. A duplicate copy of the itemized list of contents of each case (including the identification number of the case in which packed) will at time of shipment be forwarded under separate cover to the proper receiving agency with an information copy of same to:- Secretariat, Combined Travel Board, Herford, BAOR 15. Whenever crates are forwarded to Combined Travel Board, telegraphic notification will be sent giving the number of crates despatched, date of despatch, method of transport and railway station or other point at which collection is necessary.

4. The general plan of liquidation of Permit Offices contemplates the forwarding to Combined Travel Board of a minimum in the way of records, etc.

(a) <u>Fiscal Records</u>

In the case of Paris and London fiscal records, ledgers and books of account will be turned over to the appropriate French and British Government Authorities respectively under the terms of the 1948 Agreement. Fiscal records, ledgers and books of account of those offices, of which control passed to Combined Travel Board on the 1st July (or, in the case of certain British managed offices, on the 1st August), will be divided accordingly and those records pertaining to the accounting of the office during the period under which it was under the management control of a designated Government, will be forwarded to that Government. However, the fiscal records, ledgers and books of account of that same office for the period during which it operated under Combined Travel Board responsibility will be forwarded to Combined Travel Board, "attention Finance Section." No fiscal records, ledgers or books of account or correspondence pertaining to same will be destroyed.

..../(b)

(b) Non-classified Case Files and controlling Card Records.

Arrangements have been made with the German Federal Republic Authorities that unclassified case file records will be turned over to German Consular Authorities in each country by the Allied Permit Office presently serving same. However, prior to the turn over to the German Consul-General, each case file must be carefully scanned by an Allied Permit Officer, Assistant Permit Officer or a carefully selected responsible local employee, to make sure that such case file does not contain any information which might later prove prejudicial to the interests of the United States, British or French Governments. In offices where segregation of case files as to date can be readily arranged, case files which have been inactive since the 1st January 1949, may be destroyed.

(c) Destruction of Records.

Those records or office supplies which are designated herein to be "destroyed" will be destroyed by burning in the presence of an Allied Permit Officer or Assistant Permit Officer and a general record will be maintained of such records as are actually destroyed. The Senior Permit Officer will forward to Combined Travel Board, "attention Secretariat", the certificate or certificates of such destruction by burning, indicating date of destruction, place of destruction, manner of destruction, and listing specifically what was destroyed.

5. "A". During the preparatory phase:-

(i) Packing cases as specified above will be procured.

(ii) Non-classified case files will be scanned preparatory to turn over to German Consular Authorities.

(iii) Non-classified case files concerning action taken prior to 1st January 1949 may be destroyed immediately.

(iv) Advance notice of termination of leases, contracts for general utilities and services of local staff, will be given only when specifically authorised by this office.

(v) Office furniture, fixtures and fittings will be identified as to ownership and arrangements made with their owner, in the cases of such items that may have been borrowed from foreign Governments, Embassies, and so forth, for the return of the items to their proper owner. All items on loan will be listed and receipts taken upon their ultimate return to such owner. These receipts will be included in the fiscal records. Items purchased from tripartite funds will similarly be listed and the cost price and date of

.../purchase

purchase of each item shown. Regarding items purchased from tripartite funds, Senior Permit Officers are specifically authorised to fix a price for each item, on the basis of a fair valuation of same. These physical assets may be offered (on a priority basis in the order listed) to the German Consul-General, the Allied Embassies or on the open market to the highest bidder, either in bulk or for individual sale.

(vi) Blank Temporary Travel Documents will be returned to the Combined Travel Board immediately upon the assumption by the German Consular Authorities of the responsibility for documentation of German nationals in the country affected.

"B". During the final liquidation phase and following the functional closing of the office, the following action will be taken:-

(a) The following will be destroyed, (except in the case of the Paris Office where items usable at the Strasbourg Office will be transferred thereto):-

(i) Rubber Permit stamps (not including Visa stamps which may be issued by the German Federal Government for the temporary use of Allied Permit Officers and which are intended to be turned over to the incoming German Consul).

(ii) Blank forms.

(iii) All classified files and controlling Cardex records.

(iv) All correspondence files dealing with local administration of an office not pertaining to fiscal or accounting subjects.

(v) General files dealing with policy or technical matters, including correspondence with Combined Travel Board.

NOTE: Any information which may be considered of historical or other value to the three Governments will be retained and forwarded to Combined Travel Board, Herford.

(vi) Travel Restriction Lists and local additions, including control cards, except for those local additions of persons who may fall within the purview of CTB 200. (See para 5 B (b)I).

..../(b)

(b) The following items will NOT be destroyed but will be forwarded or otherwise acted upon as indicated herein.

(i) Local additions of persons who may fall within the purview of Secret Letter CTB 260, who have from time to time been added to an office local TRL, will together with their control cards be forwarded direct to "Security Section, Combined Travel Board, Herford" by registered 1st class mail, as soon after the office is functionally closed as may be practical.

(ii) Upon completion of final audits by the designated Allied Governmental Authority, all fiscal records, ledgers and books of account will be forwarded to the receiving agencies as mentioned in paragraph 4 (a) above.

(iii) Fiscal stamps remaining on hand will be inventoried and returned by first class mail direct to "Finance Section, Combined Travel Board", immediately after the office has closed functionally.

(iv) The metal seal die stamp of each office will be forwarded to the Combined Travel Board, "attention Secretariat".

(c) Action will be completed on the notice of termination of leases, contracts for general utilities and services of local staffs.

(d) Action will be completed on the disposal of office furniture, fixtures and fittings as specified above.

6. If, due to local conditions, the foregoing instructions cannot be carried out specifically as outlined herein, or if advisable, Senior Permit Officers may raise for individual solution specific questions to Combined Travel Board, attention External Affairs Directorate.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

R. N. Armstrong

(R. N. ARMSTRONG)
Director
External Affairs Directorate.

File No.: CTB/278

29 November 1950

378

OTC/CTB/P(50)272
(OTC/CTB/LEG(50)25)

COMBINED TRAVEL BOARD

NOTE BY LEGAL ADVISER

The Legal Adviser desires to present - under the title of Miscellaneous Affairs - the following three questions at the Board's meeting of November 29th :

1. The Federal Government requested the Legal Adviser if it would be possible to take into consideration that German officials, who will be appointed as heads of the Passport Section at the Consulates abroad, come to Herford for a short information stay of several days with Mr. von STOLZMANN.

If the Board agrees with this proposition, the two officials designated for Paris and London could come to Herford for two days at the beginning of next week, before they join their posts.

The Legal Adviser sees numerous advantages with such a proposition and wishes for his part that it will be generalised. He thus recommends the Board to approve the suggestion mentioned above.

2. The working of the Consulate-General at Paris is a source of anxieties for the Legal Adviser.

In fact, this organism has already issued a certain amount of certificates declaring that applicants for a T.T.D. had German nationality. These certificates have proved to be false in 50% of the cases, insofar as they are issued by incompetency to such persons who are in fact not German nationals. The Permit Office, however, has delivered T.T.D.'s on the sight of this document.

The Legal Adviser has drawn the attention of Mr. ROEDIGER to this procedure causing anxiety. He has asked the Office at Paris not to accept such certificates, if the files show that these documents are given erroneously.

The Legal Adviser presents this case to the Board and asks if a more energetic action seems desirable. He suggests in particular, if no amelioration is shown, to instruct the Paris Office not to accept the certificates issued by the Consulate-General.

3. The modification of the "Repatriation Section", which has been envisaged since several weeks, becomes extremely urgent.

It results from the contacting on this behalf with the Federal Government that the latter is extremely reticent on the procedure followed hitherto and which has allowed yearly about 100,000 persons to enter Germany without regard of their nationality.

The Legal Adviser suggests that from 3rd December all files arriving at Herford under the denomination "Repatriation" should be handled by the Section "Germans Abroad", with the exception of those regarding collective repatriation.

...../ 2

The former "Repatriation Section" winds up their files received prior to 3rd December in accordance with the ancient procedure.

The question of "Collective Repatriation", kept provisionally in the hands of the former "Repatriation Section", has to be the object of a new examination, because the actual procedure is not acceptable, even in the case of repatriation on a collective basis.

If it is impossible to keep the date of 3rd December, the Legal Adviser will feel himself obliged to demand the modification of the actual procedure of the former "Repatriation Section", in order to avoid the responsibility of the Board for the maintenance of a procedure which is imminently criticable.

The Legal Adviser asks the Board to give the approval to above suggestions.

Policy 278

Concurrences:
Ex Off —
Finance — Shea/
Secretariat — Calender
Dir Gen US —
Br —
Fr —

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15

U.S. Address
Herford
APO 757 BONN, U.S. Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

CTB/8

Tel: Herford 2941, Ext. 13

November, 1950

To: Allied High Commission Permit Office for Germany, LONDON
" " " " " " " NEW YORK
" " " " " " " PARIS
" " " " " " " BRUSSELS
" " " " " " " COPENHAGEN
" " " " " " " ROME
" " " " " " " THE HAGUE
" " " " " " " OSLO
" " " " " " " STOCKHOLM
" " " " " " " BERNE
" " " " " " " LUXEMBOURG.

SUBJECT: Phase-out of Allied High Commission Permit Offices, following transfer of functions to German Consular Authorities.

1. This instruction will be a controlling guide to Allied Permit Offices in effecting their liquidation following the transfer of Passport and Visa functions to the German Consular Authorities, and/but only when specifically authorised for each office by Combined Travel Board.

2. It is contemplated that there will be two phases of operation for the specific offices listed in this instruction and two separate and distinct "closings" of each office:-

(a) Effective upon receipt of this instruction, all of the offices listed herein are now in "a preparatory phase" which will be followed, when specific authority from Combined Travel Board so to do is received, by functional closing of that office. During the preparatory phase business will be carried on within the office as heretofore, but, in addition thereto, certain preparations which can be made in advance, and which will be more specifically discussed herein, will be carried on with a view to the final liquidation of the office. When so authorised, and all documentation and visa functions have been turned over to the German Consular Authorities, the office will functionally cease to operate as far as the public is concerned and all applications for documentation will be referred either to the German Consular Authorities, or, in the case of documentation of Occupation Forces personnel, to the proper Allied Authorities.

..../(b)

(b) Effective upon the closing of the office functionally, each office will enter into its final liquidation phase and during this period, which it is estimated may require 30 to 60 days, final audits will be made, leases terminated, and physical assets of the office (records, files and so forth) will be disposed of in accordance with the detailed instructions following. During this phase, accountants, cashiers, and a few carefully selected and well qualified individuals may be retained on the office payroll to assist the Permit Officers in implementing these instructions.

3. As will be noted herein, certain records are to be shipped to the Combined Travel Board or other specified agencies and the required number of metal or light wooden packing cases will have to be obtained, probably manufactured to meet the individual office requirements as to number and following these specifications. Each case will be 15" wide, 10" high and 24" long, these being inside dimensions. Each case will be marked clearly to indicate "TOP" and the office of origin, marked clearly on the top and one side with the name and address of consignee (receiving agency). Each case will be given a separate identification number and will contain an itemized list of its contents. A duplicate copy of the itemized list of contents of each case (including the identification number of the case in which packed) will at time of shipment be forwarded under separate cover to the proper receiving agency with an information copy of same to:- Secretariat, Combined Travel Board, Hertford, BAGR 15. Whenever crates are forwarded to Combined Travel Board, telegraphic notification will be sent giving the number of crates despatched, date of despatch, method of transport and railway station or other point at which collection is necessary.

4. The general plan of liquidation of Permit Offices contemplates the forwarding to Combined Travel Board of a minimum in the way of records, etc.

(a) <u>Fiscal Records</u>

In the case of Paris and London fiscal records, ledgers and books of account will be turned over to the appropriate French and British Government Authorities respectively under the terms of the 1943 Agreement. Fiscal records, ledgers and books of account of those offices, of which control passed to Combined Travel Board on the 1st July (or, in the case of certain British managed offices, on the 1st August), will be divided accordingly and those records pertaining to the accounting of the office during the period under which it was under the management control of a designated Government, will be forwarded to that Government. However, the fiscal records, ledgers and books of account of that same office for the period during which it operated under Combined Travel Board responsibility will be forwarded to Combined Travel Board, "attention Finance Section." No fiscal records, ledgers or books of account or correspondence pertaining to same will be destroyed.

...../(b)

(b) Non-classified Case Files and controlling Card Records.

Arrangements have been made with the German Federal Republic Authorities that unclassified case file records will be turned over to German Consular Authorities in each country by the Allied Permit Office presently serving same. However, prior to the turn over to the German Consul-General, each case file must be carefully scanned by an Allied Permit Officer, Assistant Permit Officer or a carefully selected responsible local employee, to make sure that such case file does not contain any information which might later prove prejudicial to the interests of the United States, British or French Governments. In offices where segregation of case files as to date can be readily arranged, case files which have been inactive since the 1st January 1949, may be destroyed.

(c) Destruction of Records.

Those records or office supplies which are designated herein to be "destroyed" will be destroyed by burning in the presence of an Allied Permit Officer or Assistant Permit Officer and a general record will be maintained of such records as are actually destroyed. The Senior Permit Officer will forward to Combined Travel Board, "attention Secretariat", the certificate or certificates of such destruction by burning, indicating date of destruction, place of destruction, manner of destruction, and listing specifically what was destroyed.

5. "A". During the preparatory phase:-

(i) Packing cases as specified above will be procured.

(ii) Non-classified case files will be scanned preparatory to turn over to German Consular Authorities.

(iii) Non-classified case files concerning action taken prior to 1st January 1949 may be destroyed immediately.

(iv) Advance notice of termination of leases, contracts for general utilities and services of local staff, will be given only when specifically authorised by this office.

(v) Office furniture, fixtures and fittings will be identified as to ownership and arrangements made with their owner, in the cases of such items that may have been borrowed from foreign Governments, Embassies, and so forth, for the return of the items to their proper owner. All items on loan will be listed and receipts taken upon their ultimate return to such owner. These receipts will be included in the fiscal records. Items purchased from tripartite funds will similarly be listed and the cost price and date of

.../purchase

purchase of each item shown. Regarding items purchased from tripartite funds, Senior Permit Officers are specifically authorised to fix a price for each item, on the basis of a fair valuation of same. These physical assets may be offered (on a priority basis in the order listed) to the German Consul-General, the Allied Embassies or on the open market to the highest bidder, either in bulk or for individual sale.

(vi) Blank Temporary Travel Documents will be returned to the Combined Travel Board immediately upon the assumption by the German Consular Authorities of the responsibility for documentation of German nationals in the country affected.

6. "F". During the final liquidation phase and following the functional closing of the office, the following action will be taken:-

(a) The following will be destroyed, (except in the case of the Paris Office where items usable at the Strasbourg Office will be transferred thereto):-

(i) Rubber Permit stamps (not including Visa stamps which may be issued by the German Federal Government for the temporary use of Allied Permit Officers and which are intended to be turned over to the incoming German Consul).

(ii) Blank forms.

(iii) All classified files and controlling Cardex records.

(iv) All correspondence files dealing with local administration of an office not pertaining to fiscal or accounting subjects.

(v) General files dealing with policy or technical matters, including correspondence with Combined Travel Board.

NOTE: Any information which may be considered of historical or other value to the three Governments will be retained and forwarded to Combined Travel Board, Herford.

(vi) Travel Restriction Lists and local additions, including control cards, except for these local additions of persons who may fall within the purview of CTB 260.

~~(b) The following items will not be destroyed but will be forwarded or otherwise acted upon as indicated.~~

(See par 5 B (b) I).

..../(b)

(b) The following items will NOT be destroyed but will be forwarded or otherwise acted upon as indicated herein.

(i) Local additions of persons who may fall within the purview of Secret Letter CTB 260, who have from time to time been added to an office local TRL, will together with their control cards be forwarded direct to "Security Section, Combined Travel Board, Harford" by registered 1st class mail, as soon after the office is functionally closed as may be practical.

(ii) Upon completion of final audits by the designated Allied Governmental Authority, all fiscal records, ledgers and books of account will be forwarded to the receiving agencies as mentioned in paragraph 4 (a) above.

(iii) Fiscal stamps remaining on hand will be inventoried and returned by first class mail direct to "Finance Section, Combined Travel Board", immediately after the office has closed functionally.

(iv) The metal seal die stamp of each office will be forwarded to the Combined Travel Board, "attention Secretariat".

(c) Action will be completed on the notice of termination of leases, contracts for general utilities and services of local staffs.

(d) Action will be completed on the disposal of office furniture, fixtures and fittings as specified above.

6. If, due to local conditions, the foregoing instructions cannot be carried out specifically as outlined herein, or if advisable, Senior Permit Officers may raise for individual solution specific questions to Combined Travel Board, attention External Affairs Directorate.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(R. N. ARMSTRONG)
Director
External Affairs Directorate.

File No.: CTB/278

File

455

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15

U.S. Address
Herford
A.P.O. 757, U.S. Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

Tel: Herford 2941, Ext. 60

CTB/ 207

29th November, 1950.

To: The Chief, Branch Office, Combined Travel Board, Hannover.
The Chief, Branch Office, Combined Travel Board, München.

With reference to telecon today, please attend a Conference to be held at the Combined Travel Board Main Offices, Herford, on Monday, 4th December, in connection with the issue of instructions to Branch Offices regarding the transfer of responsibility for travel documentation to the German Authorities.

I enclose copy of the Instructions which have been issued to Allied High Commission Permit Offices abroad, which will form the basis of the discussion.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(C. NETHERCOTT)
Deputy Director
Internal Affairs Directorate.

Copy to: File CTB/278

CH/EO

For GTB

-462

Control Commission for Germany (British Element)

OUTGOING CONFIDENTIAL SAVINGRAM

EN CLAIR BY CONFIDENTIAL BAG

TO: FOREIGN OFFICE

TELEGRAM NO: 684 SAVING DESP: 1600 29TH NOVEMBER 1950

DATE: 29TH NOVEMBER 1950

WAHNERHEIDE TELEGRAM NO: 684 SAVING TO FOREIGN OFFICE OF 29TH NOVEMBER 1950

REPEATED SAVING TO:

PARIS 495	LUXEMBOURG 60
WASHINGTON 500	STOCKHOLM 4
HERFORD 228	OSLO 8
BRUSSELS 70	BERNE 12
COPENHAGEN 58	ISTANBUL 1
THE HAGUE 71	OTTAWA 2
ROME 11	DUBLIN 1

Addressed to Foreign Office Telegram No. 684 Saving of 29th November, 1950 repeated for information Saving to Paris, Washington, Herford, Brussels, Copenhagen, The Hague, Rome, Luxembourg, Stockholm, Oslo, Berne, Istanbul, Ottawa (for U.K. High Commissioner), and Dublin.

Transfer of Travel Responsibility to the Federal Government.

The Allied High Commission agreed in April last to proceed with the progressive transfer to the GERMANS of responsibility for the control and issue of passports and visas both within and outside GERMANY.

2. The GERMANS have been slow in making preparations for the assumption of these responsibilities. Accordingly representatives of the High Commission met officials of the Federal Government on 24th November to agree upon a final timetable for the hand over of these functions.

3. The GERMANS undertook to ensure
   (a) that their Consuls General in LONDON, NEW YORK and PARIS would assume responsibility for the issue of passports and visas not later than the 15th January, 1951, and
   (b) that by 1st April, 1951 and earlier where possible similar responsibilities would be assumed by Consuls General in BRUSSELS, COPENHAGEN, THE HAGUE (or AMSTERDAM), ROME, LUXEMBOURG, STOCKHOLM, and ZURICH (or BERNE). OSLO may be ready at the same time but this is unlikely.

4. The GERMANS raised the question of responsibility of the LONDON office for dealing with applications from EIRE for passports and visas and similarly in respect of the NEW YORK office for applications from CANADA. We agreed that the GERMAN Consuls in LONDON and NEW YORK respectively should accept responsibility for these tasks until such time as GERMAN Consulates had been established in EIRE and CANADA.

INTERNAL DISTRIBUTION

ORIGINATOR: Chancery

DISTRIBUTION: PS to U.K. High Commissioner
Economic Adviser
Chief of Staff
Chief of I.S.D.
Financial Adviser
Office of Manpower Adviser
Office of Chief of Staff (Exec. Staff)
Principal Intel. Officer
British Secretary
Registrar.

Noted
[illegible]

TR/KC.

For G.T.B

463

Control Commission for Germany (British Element)

OUTGOING CONFIDENTIAL SAVINGRAM

EN CLAIR BY CONFIDENTIAL BAG

TO: FOREIGN OFFICE DESPATCHED: 1600 29 NOV 50

TELEGRAM NO: 685 SAVING

DATE: 29TH NOVEMBER 1950

WAHNERHEIDE TEL.NO:685 SAVING TO FOREIGN OFFICE OF 29TH NOVEMBER 50

REPEATED SAVING TO: BRUSSELS 71
OSLO 9
COPENHAGEN 59
LUXEMBOURG 61
HERFORD 229

Addressed to Foreign Office Telegram No.685 Saving of 29th November, 1950, repeated for information Saving to BRUSSELS, OSLO, COPENHAGEN, LUXEMBOURG and HERFORD. (For Combined Travel Board.)

My Tel.No: 684 Saving.

1. As you know, visas for members of the Belgian, Norwegian, Danish and Luxembourg Occupation Forces and their families are at present issued by the Allied High Commission Permit Offices. These Permit Offices will be closing down in accordance with the timetable in my telegram under reference, but the German Consuls who succeed the M.P.Os will not be competent to issue visas to persons in this category.

2. The Political Affairs Committee has agreed to recommend (POL/SEC(50)286) that visas should be issued to these persons by the consular representative of one of the Occupying Powers in each capital. The Combined Travel Board suggests that H.M. Representatives in BRUSSELS and OSLO should be responsible for documentation in these capitals of members of the Belgian and Norwegian contingents and their families. The Americans will look after COPENHAGEN and the French LUXEMBOURG.

3. I hope you will authorise H.M. Representatives to take over these functions when it becomes necessary. The Combined Travel Board will shortly be issuing a standard form of permit for the purpose, and details of the procedures involved are available in the present Allied High Commission Permit Offices.

INTERNAL DISTRIBUTION

ORIGINATOR: Chancery

DISTRIBUTION: PS to U.K. High Commissioner
Economic Adviser
Chief of Staff
Chief of I.S.D.
Financial Adviser
Office of Manpower Adviser
Office of Chief of Staff (Exec. Staff)
Principal Intel. Officer
British Secretary
Registrar.

Noted

TB/KC.

FILE CTB/278 464

24

278

2 December, 1950

To: Geheimrat G. Rödiger,
Bundeskanzleramt
Dienststelle fuer auswaertige Angelegenheiten,
BONN,
Ermekeilstr. 74.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the issue of Visas.

1. In view of the decisions taken at the Meeting held at the Petersberg on the 24th November regarding the assumption of External functions by the German Consuls before the 1st April 1951, it has become urgent to discuss the problem of Finance which was raised in my letter CTB/278 of the 20th September, paragraph 3(e).

2. You will see, from referring to my letter quoted above, that the Federal Government is expected to meet all expenditures incurred for the maintenance and operation of the remaining Allied Permit Offices, including meeting of any deficits which may arise. As Allied Permit Offices, other than those scheduled for permanent retention, are to be closed in the forseeable future, it is desireble for discussions to be opened on this subject as soon as possible.

3. I should be grateful therefore if you would kindly advise me of a convenient date for this matter to be discussed by the German Authorities and the Combined Travel Board.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T.J. GILLIGAN)

Copy to: Chancery,
Wahnerheide,
BAOR. 19.

TJG/OMA.

Herford

2 December, 1950

(467)

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

COMBINED TRAVEL BOARD

CTB/278

To: Allied High Commission Permit Office for Germany, LONDON
" " " " " " " NEW YORK
" " " " " " " PARIS
" " " " " " " BRUSSELS
" " " " " " " COPENHAGEN
" " " " " " " ROME
" " " " " " " THE HAGUE
" " " " " " " OSLO
" " " " " " " STOCKHOLM
" " " " " " " BERNE
" " " " " " " LUXEMBOURG.

Subject: TRANSFER OF FUNCTIONS TO THE FEDERAL GOVERNMENT

1. Further to letter CTB/278 dated 3 October 1950, this letter is intended to be a news bulletin giving the situation as it is known at the present time regarding the transfer of functions now carried on by External Offices.

2. Discussions have been taking place with the Federal Government and we have now reached agreement on the following matters:-

(a) Visa instructions for German Consuls.
(b) The form of Visa stamps.
(c) Application forms.
(d) Scale of fees.

In addition, arrangements have also progressed for the documentation of members of the Allied Forces after Permit Offices have been liquidated.

3. At the moment the situation is that on the 24th November at a Conference held in the Petersberg between the Political Committee and representatives of the German Ministries concerned:-

(a) The Federal Government undertook to assume full responsibility for the issue of Passports within Germany by the 15th February 1951 at the latest, on which date all Internal CTB Branch Offices will be closed.

(b) The Consuls-General in London, New York and Paris will assume complete responsibility for the issue of Passports and Visas in these countries by the 15th January 1951. In this connection, as a temporary measure it was also agreed that the Consul-General in New York would assume responsibility for residents of Canada, and the Consul-General in London would assume responsibility for the residents of the Irish Republic. This is a temporary arrangement until Consuls-General are appointed and established in Canada and the Irish Republic.

(c) As regards the Permit Offices Brussels, The Hague, Copenhagen, Stockholm, Rome, Luxembourg and Berne, German Consuls will assume Passport and Visa functions by the 1st April 1951. As regards Oslo, no date has yet been fixed, since the Norwegian Government has only recently signified its approval to the acceptance of a German Consul.

/(4)

4. In view of this information it is imperative that Senior Permit Officers take an early opportunity of contacting the German Consuls in their countries, or, if they have not yet arrived, immediately after the Consul is known to have reached the country to which he is accredited. The Consuls should be shown the existing Permit Office organisation and advised of the number of staff, size of buildings etc., which are necessary to carry on our functions. An effort should also be made to discover each Consulate's actual position in regard to staffing, finance, acquisition of buildings, etc., so that advice may be given to the CTB as to whether each Consulate is, from a purely practical point of view, geared up to assume our functions. We must do everything possible to meet the target date of the 1st April, but, on the other hand, if in the opinion of Permit Officers there appear to be sound practical reasons why this date should be delayed, after discussion with the Consuls and viewing their arrangements for assuming our tasks, this fact should be reported immediately to the CTB. Actual dates for transfer of responsibilities will be agreed between the CTB and the German Authorities at Bonn, after which simultaneous instructions will be issued for the closing of each office. No office should take it upon itself to transfer functions or agree dates for this purpose without prior consultation with the CTB.

5. All offices will already have received copies of circular letter dated the 28th November concerning action to be taken regarding segregation and disposal of office records, etc. In view of the target dates given earlier in this circular, it is essential that preparatory action indicated in the circular of the 28th November be put in hand without delay.

6. With the object of achieving uniformity of practice in line with the procedures which will be followed eventually by German Consuls, it has been decided that:-

(a) With effect 1st January 1951 the present scale of fees will be adjusted to those contained in the German Passport Ordinance of 1932 and that we will work in Deutsche Marks instead of U.S. Dollars. Detailed instructions on this aspect are being issued separately by Finance Section.

(b) The existing forms of Permits in use by CTB will be abolished in favour of German visa stamps based on the Passport Ordinance of 1932, which will be supplied to the CTB for distribution by the German Government. It is hoped that these stamps will also be available for use as from the 1st January 1951. Further instructions on this point will be issued later.

7. In conclusion, it can now be stated that the general principles regarding transfer of our functions have been settled. The only questions which remain are the practical matters associated with a physical hand-over to individual German Consulates as and when they are ready. The time factor therefore rests with the German Authorities. To conform with the instructions and wishes of the Allied High Commission, it is essential that the transfer be completed in the shortest possible time and as smoothly as possible. This can only be achieved satisfactorily by mutual understanding and goodwill on behalf of individuals in the various offices. Regrettably the bell has tolled after a period of years, during which efficient and loyal service has been given by all concerned. It is to be hoped that in the final stages the same degree of efficiency and enthusiasm will be maintained.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

COPY TO: (See page 3).

468

Translation

Der Bundesminister des Inneren

Bonn, 25th November, 1950
Rheindorfer Strasse 198

Ref. 1211 C - 634/50

Mr. T.J. Gilligan
Herford
Combined Travel Board.

Dear Mr. Gilligan,

I thank you very much for your letter dated the 18th November 1950 which I received on the 23 of November and I hasten to give you the following reply:-

Your doubts as regards the question concerning the German Visa Instructions and Alien control seem to be based, to a certain extent, on a misunderstanding. According to the Passport Ordinance as mentioned by you (Article 43, para 2) an Exit Permit is even not necessary for foreign nationals who wish to leave Germany. There exist, therefore, only Entry and Transit Visas. In principal, the visa which is nothing else but a special Permit for crossing the frontier (Article 1, para 2 of Passport-Ordinance dated 10th June 1919) will be accomplished by such crossing of the frontier. There are no special periods fixed for the sojourn in the Federal Territory together with a visa. Only under special circumstances will it be permissable to prescribe periods for the travel (so called travel-periods) within the Federal Republic of Germany. This latter definition, however, does not change the principle that after crossing the frontier the foreign traveller concerned will no longer be treated in accordance to Passport Regulations for Aliens. In the first case he will have to report to the Police Register like any German national. (See the former Reich Register Ordinance of 1938 and the equal Registry Ordinances now adopted by the majority of the Laender.

According to the Alien Police Ordinance of 22 August 1938 (Art. 2) a special Permit of Residence will, however, be required if he intends to or stays within Germany for a period over 3 months or in excess of the period mentioned in the visa, and in particular also, when he seeks employment or if he wants to maintain a professional or agricultural enterprise or any sort of ambulatory trade. An extension of visas as noted by you in para. 3 of your letter can never be considered. This will settle points 3a) - c) of your letter referring to the extension of Visas.

Concerning your further questions under para 4 of your letter, Registry- and Alien Police matters have, despite substantive law, released before the war on a Reich Basis, always been a competency of the Laender. The Basic Law now has further restricted the competency of the Bund in these questions. There has never existed a Central Registry Office for Aliens where their change of domicile could be ascertained nor can the installation of such office in view of the situation of the distribution of competencies both between the Laender and the Bund be taken into consideration. This is in reply to your question under para 4 b. The answer to your question under 4a results from all that has been said in answer to para 3, concerning the impossibility of the extension of Visas. In view of this materially and juridically clear situation I do not deem it necessary to have another special meeting. I understand, however, that it is intended to arrange for a conference between the Representatives of the Combined Travel Board and the Federal Chancellery for a discussion of the visa regulations for the Authorities abroad. In the case of any further doubts I would think it best that both, Oberregierungsrat Breull as expert in Alien Police matters, and I should take part in that conference.

With the sentiments of my highest esteem, I am

yours sincerely,

sign. Freiherr von Wolff

472

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15

U.S. Address
Herford
A.P.O. 757, U.S. Army

French Address
S.P. 51[illegible]4
B.P.M. 515

Tel : Herford 2941, Exc.

CTB/278

Le 2 Décembre 1950.

N O T E du CONSEILLER
JURIDIQUE

-:-:-

- à l'attention de M. GILLIGAN -

OBJET : Enregistrement des Etrangers et nature des visas allemands.-

Vous avez bien voulu attirer mon attention sur les inquiétudes que faisait naitre dans votre esprit, la réponse du Gouvernement Fédéral au sujet de la question citée en référence. Après étude de la question, je me permets de vous donner les précisions ci-dessous :

I- ENREGISTREMENT DES ETRANGERS -

La Loi de 1938 sur l'Ausländerpolizei, a bien prévu et organisé un enregistrement des Etrangers. Les Etrangers doivent se faire inscrire à leur arrivée en Allemagne, auprès de la Ausländerpolizei; en fait l'enregistrement se fait automatiquement par l'intermédiaire des fiches d'hôtel, ou auprès de la police locale, si l'intéressé descend chez des particuliers. Les Etrangers doivent également signaler, dans les mêmes conditions, leurs changements de résidence.

Ces renseignements sont centralisés dans chaque Land par le Ministère de l'intérieur. Il est donc possible pour

...../....

le Gouvernement Fédéral d'obtenir de chaque Land les renseignements sur le domicile de l'intéressé.

Ces dispositions ont, dans le passé, donné toute satisfaction, et le Gouvernement Fédéral n'envisage pas de les modifier. Il pourrait, toutefois, examiner avec les Experts Alliés, s'il est nécessaire de faire tenir à l'échelon Fédéral un double des renseignements conservés par les Ministères de l'Intérieur des Länder.

En fait, ces dispositions de la Loi de 1938 ont été écartées par les Alliés à leur arrivée en Allemagne. Elles ont peu à peu été remises en vigueur en zone Britannique et en Zone Américaine, où elles commencent à fonctionner de manière satisfaisante, encore que les Etrangers qui jouissent d'un statut spécial (membres des Forces Alliées, Personnes Déplacées, etc) n'y soient pas soumises. Par contre, elles ne sont pas encore applicables en Zone Française où le système de l'autorisation de séjour accordée par les Autorités Françaises aux Etrangers a été, jusqu'à maintenant, substitué àces mesures.générales.

II - En ce qui concerne les VISAS d'ENTREE en ALLEMAGNE, donnés par le Gouvernement Fédéral : ces visas sont, en principe, considérés comme une simple autorisation de franchir la frontière, et n'a pas le caractère de l'autorisation de séjour qui est celui des visas alliés. Ils sont donc en général, donnés sans indication de la durée du séjour de l'intéressé en Allemagne.

Cependant, dans certains cas particuliers, ils peuvent être assortis d'une durée de séjour limitée.

D'après la réglementation allemande :

- Chaque fois qu'un Etranger qui a reçu un visa normal sans indication de la durée de séjour, désire rester en Allemagne plus de trois mois, il doit se présenter à la Ausländerpolizei, qui appose sur son passeport un cachet lui accordant son autorisation de séjour.

- Chaque fois qu'un Etranger qui a reçu un visa portant mention pour une durée particulière de séjour, désire demeurer en Allemagne au-delà du temps prévu, il doit également obtenir de la Ausländerpolizei, et dans la même forme, l'autorisation ci-dessus.

Les manquements à cette réglementation sont sanctionnés par des pénalités.

...../.....

Il n'y a donc pas lieu, aux termes de la réglementation allemande, de prolonger les visas d'entrée, mais cette formalité est en fait remplacée par l'autorisation de séjour délivrée comme il l'est dit ci-dessus, par les Auslanderpolizei.

III- Je vous demanderais, dans ces conditions, de bien vouloir reconsidérer le problème qui est soumis à votre attention.

1º) Il m'apparait que la première démarche à faire serait d'obtenir la remise en vigueur dans les trois zones de la Législation allemande de 1938. Ceci concerne surtout la zone Française, mais n'implique pas obligatoirement, la suppression de l'autorisation de séjour française qui pourrait demeurer une formalité supplémentaire imposée par le Haut-Commissaire.

2º) Il faudrait ensuite examiner les catégories d'Etrangers qui doivent continuer à échapper à cette réglementation. Je crois qu'il faut envisager de faire une exception pour :

- les membres des Forces Alliées :

Ces personnels recevant des Autorités Alliées un visa spécial, généralement de longue durée, le problème est facile à résoudre.

- Les Ressortissants des Puissances Alliées, pour lesquels les Consulats allemands ne sont pas autorisés à refuser sans référence, les visas d'entrée, et pour lesquels il serait, par conséquent, inconcevable que la Police puisse refuser l'autorisation de séjour. Il faudrait étudier les mesures à prendre dans ce domaine.

Par contre, en ce qui concerne les autres catégories, il ne me parait pas impossible de les laisser entièrement soumises à la réglementation allemande, telle qu'elle est exposée ci-dessus. Dans ces conditions, il n'y aurait pas lieu d'envisager la prolongation de leurs visas, et les instructions nécessaires pourraient être données dans ce sens à nos bureaux.

+
+ +

...../.....

Je crois qu'il y aurait intérêt à ce que cette question, relativement importante, soit discutée au cours d'une réunion commune aux trois Directions, et à laquelle je me ferai un plaisir d'assister.

Il serait bon, au préalable que les Directions prennent connaissance de la Loi de 1938 dont j'ai résumé ci-dessus les dispositions essentielles.

Je vous laisse le soin de prendre l'initiative de cette réunion.

M. RUBY.

TRANSLATION.

2nd December 1950.

NOTE FROM THE LEGAL ADVISER

TO: MR. GILLIGAN.

SUBJECT: Registration of Aliens and the nature of German visas.

You have called my attention to the anxiety which the reply of the Federal Government has caused you in connection with the above-mentioned question. After study of it, herewith some details:

I. REGISTRATION OF ALIENS.

The Law of 1938 on the Ausländerpolizei prescribed and organised the registration of Aliens. Aliens are obliged to register with the Ausländerpolizei on their arrival in Germany. Actually this registration is automatically done by means of hotel slips or, if the person concerned stays with a family, by the local police. Aliens should also, in the same conditions, register any change in residence.

This information is centralised in each Land by the Ministers of the Interior. It is, therefore, possible for the Federal Government to obtain information from each Land concerning the residence of the person concerned.

In the past, these prescriptions have given satisfaction and the Federal Government does not envisage that they should be modified. It could, however, examine with the Allied Experts the question concerning the necessity of keeping a double record of the information held by the Länder Ministers of the Interior at Federal level.

Actually, the dispositions of the Law of 1938 were put on one side by the Allies on their arrival in Germany. They have since been progressively put into force in the British and U.S. Zones where they now commence to function satisfactorily, although Aliens who come under special arrangements (members of the Allied Forces, D.Ps etc.,) do not have to comply. On the contrary, in the French Zone these prescriptions are not yet applicable and the system of authorisation of residence granted by the French Authorities to Aliens has only now been substituted for these general measures.

II. So far as Entry Visas to Germany granted by the Federal Government are concerned, these are, in principle, considered only as an authorisation to cross the frontier and have not the same character as an authority to reside in the country as have Allied permits. They are generally granted without any indication of the length of stay of the person concerned in Germany. However, in certain particular cases they can be tied down to a limited length of stay:

According to the German regulations:

- Each time that an Alien has received an ordinary visa without any indication of length of stay, and should he desire to remain in Germany more than 3 months, he must go to the Ausländerpolizei where his passport is stamped with the necessary residential permit.

- Each time that an Alien has received this visa carrying a definite length of stay and he wishes to remain in Germany over and above that time he must again go to the Ausländerpolizei and in the same manner request authority.

Any infractions to this regulation are sanctioned by penalties.

Therefore, according to the German regulations, there is no need to prolong entry visas, but this formality will be replaced by a residential

/...

permit issued as mentioned above, by the Ausländerpolizei.

III. I would therefore request you, in the circumstances, to re-consider the problem which is put before you:

(1) It seems to me that the first step to take would be to obtain the re-implementation in all three Zones of the 1938 German legislation. This concerns principally the French Zone but does not necessarily imply the withdrawal of the French Residential Permit which could remain as a supplementary measure imposed by the High Commissioner.

(2) Thereafter, all categories of Aliens should be examined with a view to seeing which of them do not come under these regulations. I consider that exception should be granted:

- to members of the Allied Forces,

These persons receive a special permit from the Allied Authorities, generally for a lengthy period, and the problem is, therefore, easy to resolve.

- to Allied nationals for whom German Consuls are not authorised to refuse entry visas without reference, and for which it cannot be conceived that the police can refuse any authorisation to stay in the country. Measures to be taken in this connection should be studied.

On the contrary, so far as the other categories are concerned, it does not appear to me impossible that they should be entirely subject to German regulations as exposed above. In these conditions there would be no need to foresee any extension of their visas and instructions could, therefore, be given to our offices in this connection.

o

o o

I think that this question, which is relatively important, should be discussed at a joint meeting of the three Directorates, and I should also like to be present.

It would be a good thing if, beforehand, these Directorates made themselves aware of the 1938 Law of which I have given the essential points above.

I leave you to convene this meeting.

M. [illegible].

S E C R E T

Annexe "A" à
POL/MEMO(50)27

LOI PORTANT CREATION D'UN ORGANISME FEDERAL
DE CONTROLE DES FRONTIERES

En date du :

Le Bundestag a adopté la loi suivante :

ARTICLE I

Il sera établi un Organisme Fédéral de Contrôle des Frontières placé sous la dépendance de l'administration fédérale.

ARTICLE II

L'Organisme Fédéral de Contrôle des Frontières se composera d'une autorité fédérale supérieure et de diverses autorités à l'échelon moyen et à l'échelon inférieur. Il relèvera du Ministère fédéral de l'Intérieur. L'effectif, le matériel et le siège de cet organisme seront fixés par le Gouvernement fédéral.

ARTICLE III

L'Organisme Fédéral de Contrôle des Frontières protègera notamment au moyen d'une vérification des passeports le territoire fédéral contre tout franchissement illégal de ses frontières et contre tous actes de nature à troubler l'ordre public et à mettre en danger la sécurité des frontières.

ARTICLE IV

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

S E C R E T

Policy file (483)

xxxxxxxxxxxxxx
A.P.O. 757-Bonn
U.S. Army

-A

278

12
December 2, 1950.

TO : Office of the United States High Commissioner
for Germany,
Office of Political Affairs,
APO 757-A, U.S. Army
ATTENTION: Travel Control Division
for Mr. Benton.

FROM : Jean J. Chenard,
Chairman Director General (U.S.),
Combined Travel Board, Herford,
United States Element,
APO 757-Bonn, U.S. Army

SUBJECT: Issuance of visas to the Allied Forces and Personnel who do not come within the competence of German Consuls.

The Political Affairs Committee has directed the Combined Travel Board to implement their decision POL/SEC(50)285 on the above subject.

It is desired that authority be obtained from the State Department for direct communication between the Combined Travel Board and the United States Embassies located in Copenhagen, London and Paris to arrange for the turnover of responsibility to those Embassies upon the closing of the Permit Offices now located in Copenhagen, London and Paris.

Implementation of POL/SEC(50)285 contemplates the issuance of visas for members of the occupation forces personnel from Denmark including their families and dependents, same to be handled through the United States Embassy at Copenhagen. Similarly, as an emergency measure, it is contemplated that United States occupation force personnel, civilian employees of the United States High Commissioner and the United States Army, together with their dependents, may be documented in isolated, exceptional cases through the United States Embassies located in London and Paris.

TO SEE AND ... ON ...

491

28 November 1950

POL/Memo(50)27
Limited Distribution

REPORT ON THE MEETING OF THE POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE WITH A GERMAN DELEGATION REGARDING THE TRANSFER TO THE FEDERAL AUTHORITIES OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL

(Note by Secretariat)

1. At its Fiftieth Meeting on 24 November 1950, the Political Affairs Committee met a German delegation headed by Ritter von Lex (Federal Ministry of the Interior) and Dr. Dittmann (Federal Chancellery). The decisions of the Committee are recorded in para 12 of the attached memorandum (POL/M(50)40, Conclusion 901(o) refers).

2. This memorandum is circulated on limited distribution for clearance by the members of the Political Affairs Committee by interim action with the view to the communication of its contents to the German authorities concerned.

N.C. KIRKHAM

R. REYNES

O.T.L. STINGER

Secretariat

TO SEE AND ... ON ...

490

CONFIDENTIAL

28 November 1950

POL/Memo(50)27
Limited Distribution

REPORT ON THE MEETING OF THE POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE WITH A GERMAN DELEGATION REGARDING THE TRANSFER TO THE FEDERAL AUTHORITIES OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL

1. The US Member, as Chairman, welcomed the German delegation, which was headed by Ritter von Lex (Federal Ministry of the Interior) and Dr. Dittmann (Federal Chancellery), and expressed the Committee's desire to hear any general observations regarding the letter from the Chairman of the Council to the Federal Chancellor on the subject (AGSEC(50)2539).

2. The German delegation gave its comments under the following general headings:

(a) the issue of passports to German nationals by German authorities within the Federal Territory;

(b) the control of travel at the Federal borders by a Federal Passport Control Service;

(c) the issue of passports and visas by German Consulates abroad.

Issue of Passports within the Federal Territory

3. The Delegation explained that the Federal Government had been unsuccessful in its attempt to pursuade Land Governments to agree to the establishment of a Central Federal authority for passport issue and control. On the other hand, in view of the importance attached to security clearance, the Federal Chancellor had ruled that the Travel Restriction List being compiled by the agencies of the Occupying Powers should be maintained by the Federal Ministry of the Interior.

4. If the Allied High Commission would waive its demand for a Central Federal authority (Para 4(a) of POL/M(50)11) the Federal Government could prepare a draft law on the issue of passports which would reserve to itself by virtue of the Basic Law the central direction with regard to security, whilst devolving upon the Land "Passbehoerden" the functions of receiving passport applications and issuing passports. These "Passbehoerden" were traditionally the Oberbuergermeister and Landraete. Passport applications received by them could be forwarded direct to the Federal Ministry

CONFIDENTIAL

of the Interior, which could return them direct indicating whether there were any objections to the issue of a passport.

5. No definite promise could be given that appropriate Federal legislation would have passed through all stages of the Bundestag and Bundesrat by 1 February 1951; but Reich legislation on the issue of passports was still considered to be in force and the "Passbekanntmachung" of 1932 provided a legal basis for refusal of passports for security reasons. Moreover, the final system for the issue of passports had still to be settled by negotiation with the Land authorities on the basis of revised proposals by the Federal Government.

Federal Passport Control Service

6. The delegation observed that Article 87(3) of the Basic Law allowed the Federal Government to legislate upon a centralised Federal Passport Control Service, with subordinate agencies at Land and local authority level; but Bundesrat approval would be needed for such legislation and there were at present no signs that this would be forthcoming. The Land authorities argued that passport control was a police function which, under Article 30 of the Basic Law, came within their purview.

7. Alternatively, the Federal Government would not require Bundesrat approval for a Federal law on a border control authority established pursuant to the second sentence of Article 87(1). The delegation recognised, however, that legislation of this sort, involving as it did the employment of several thousand guards to protect the Federal area from illegal frontier crossings and from other disturbances of public order endangering frontier security, was a considerable extension of the original function of passport control which the Occupying Powers were anxious to transfer. The draft of possible legislation to establish Federal Frontier Protection Authorities was therefore being handed to the Political Affairs Committee for its advice as to whether, in the event that it was adopted by the Bundestag, it was likely to receive the approval of the Allied High Commission (see translation at Appendix 'A').

8. Moreover, the mention in Article 73(5) of the Basic Law of "border control" related to economic control and this function would be retained by the Federal Ministry of Finance even though the Federal Government succeeded in obtaining the passage of the proposed law under Article 87(1).

Issue of Passports and Visas by German Consulates Abroad

9. The delegation explained that delay in assuming passport issuing functions by the Consulates General in London and Paris was due not to juridical considerations, since the Federal Government possessed the legislative basis, but to the administrative problem of finding suitable buildings. It was hoped, furthermore, that by mid-December 1950 a legislative basis for the issue of visas by Consulates abroad would have been provided.

10. Thus, by 1 January 1951, the Consulate General in New York would be in a position to add responsibility for the issue of visas to the present function of issuing passports. In Paris, a suitable building was being prepared. In London, however, the Consulate General had not yet found a building.

11. With regard to the issue of passports and visas by German consular offices

(a) in countries where Military Permit Offices were still functioning, the following Consulates General would assume this responsibility by 1 April 1951:

Brussels and Amsterdam	Established
Copenhagen and Rome	In process of establishment
Luxemburg, Stockholm, and Zurich	To be established soon;

(b) the following Consulates General would be in the same category as (a) above, but the appropriate Governments had not yet signified approval of their establishment:

Oslo and Dublin;

(c) German Consular Offices in the following countries, where agencies other than MPO's functioned on behalf of the Combined Travel

Board, would assume responsibility for the issue of passports and visas by 1 April 1951:

Istanbul	Established
Athens	In process of establishment
Pretoria and Ottawa	To be established soon.

12. The Political Affairs Committee informed the German delegation:

(a) that the Allied High Commission adhered to its intention to close the Combined Travel Board Branch offices within Germany and to cease issuing documents for foreign travel as from 1 February 1951;

(b) that the Allied High Commission would wish to be able to check upon all passport issues made at any level by the German authorities subsequent to the transfer of this function, and would therefore expect careful records to be maintained;

(c) the Travel Restriction List could be held either by the Federal Ministry of the Interior or by the Land Ministries of the Interior, provided that whichever alternative was chosen contributed to the speedy clearance of passport applications;

(d) that it hoped that a definite agreement as to the structure of a passport issuing organisation would be reached at a meeting between Federal and Land representatives on 28 November;

(e) that the letter of 8 April 1949 from the Military Governors to the Parliamentary Council had stated that the Federal Government would exercise control over movement across the Federal borders; but that at first sight it doubted the wisdom of stationing a large body of Federal guards along the Federal border on the basis of this authority;

(f) that it would study the draft Federal law concerning the establishment of Federal Frontier Protection Authorities

28 November 1950

POL/Memo(50)27
Limited Distribution

(Appendix 'A');

(g) that the Allied High Commission insisted that the Consulates General in London and Paris should assume responsibility for issuing passports and visas on 1 January 1951; but that there was no objection to the takeover of this responsibility and of the responsibility for visas in New York being phased over the period 1-15 January 1951;

(h) that the approval of the Norwegian Government to the establishment of a German Consulate General at Oslo had been received that day and would be communicated to the Federal Chancellery officially;

(i) that it appreciated that the Military Permit Offices in London and New York had provided visa facilities for residents of Ireland and Canada respectively; but that it recommended an arrangement whereby the Consulates General in these cities should provide facilities for residents of Ireland and Canada after the closing of the Military Permit Offices until the establishment in Dublin and Ottawa of German Consulates General;

(j) that the Allied High Commission expected all German Consular Offices other than those located in London, Paris, and New York to take over the functions of the respective Military Permit Offices before the stipulated date, if they were able to do so;

(k) that the Allied High Commission desired the Federal authorities to maintain close contact with the Combined Travel Board during the evolution of these matters, and would request the Combined Travel Board to issue travel documentation urgently to any German officials who were proceeding abroad with regard to the establishment of machinery to take over

28 November 1950

POL/Memo(50)27
Limited Distribution

passport and visa issuing functions;

(k) that it would be pleased to meet the German delegation again at 3:30 p.m. on Wednesday, 6 December 1950.

CONFIDENTIAL

28 November 1950

Appendix 'A' to
POL/Memo(50)27
Limited Distribution

Law Concerning the Establishment of Federal Frontier Protection Authorities

Dated.....

The Bundestag has adopted the following Law:-

Article 1

Federal Frontier Protection Authorities shall be established under the Federation's own administration.

Article 2

The Federal Frontier Protection Authorities shall consist of one Federal higher authority ("Bundesoberbehörde") and a number of intermediate and lower authorities. They shall be under the control of the Federal Minister of the Interior.

The Federal Government shall determine the number, the equipment, and the location, of these authorities.

Article 3

The Federal Frontier Protection Authorities shall, particularly through exercise of passport inspection, protect the Federal area from illegal frontier crossings and from other disturbances of public order endangering frontier security.

Article 4

This Law shall enter into force on the day following its promulgation.

CONFIDENTIAL

4th December, 1950

Texte francais joint

OTC/CTB/P(50)274

502

COMBINED TRAVEL BOARD

TRANSFER OF RESPONSIBILITIES TO THE GERMAN AUTHORITIES - DRAFT INSTRUCTIONS CONCERNING THE DOCUMENTATION OF ALLIED FORCES, AND SUGGESTED DESIGN FOR ALLIED FORCES PERMITS

(Note by Secretariat)

1. The attached paper is presented by the External Affairs Directorate, and is a request for the approval by the Board of :-

(a) a draft Instruction concerning the documentation of Allied Forces after German Consuls have assumed Passport and Visa functions carried out by the External Offices,

(b) suggested designs for Allied Forces Permits.

2. This paper will be submitted for consideration by the Board at its next meeting to be held on the 8th December, 1950.

Secretary to the Board.

File No. :- CTB/278

Copy to :- File CTB/202
CTB/209/2
CTB/320
CTB/331
CTB/334
CTB/335
CTB/336
CTB/337
CTB/338
CTB/340

1 November 1950

Annexe to
CTC/CTB/P(50) 274
(CTC/CTB/EXT (50) 44)

COMBINED TRAVEL BOARD

SUBJECT: Documentation of Allied Forces for Entry into the Federal Republic of Germany and Western Sectors of Berlin.

1. As from the 1st January 1951 German Consular Representatives will assume responsibility for the issue of Visas to all non-German nationals other than members of the Allied Forces and their dependants. In consequence, members of the Allied Forces and their dependants will be documented with an "Allied Forces Permit" endorsed in their Passports by the following Authorities:-

(a)	London	- Foreign Office (Complete details will be filled in when received from London).
(b)	Paris	- Foreign Office or CTB Office, Strasbourg. (Complete details will be filled in when received from Paris).
(c)	Washington	- State Department. (Complete details will be filled in when received from Washington).
(d)	Brussels	- Visa Section, British Embassy, Brussels.
(e)	Luxembourg	- French Legation, Luxembourg.
(f)	Copenhagen	- Visa Section, U.S. Embassy, Copenhagen.
(g)	Oslo	- Visa Section, British Embassy, Oslo.

2. Allied Forces Permits will be issued only to members of the Allied Forces as defined in Allied High Commission Law No. 2 dated the 21st September 1949, i.e.:-

(a) The Occupation Authorities. - This includes the Council of the Allied High Commission, the High Commissioners and Allied Organisations and persons exercising power on their behalf.

(b) Occupation Forces and their members, i.e. the Armed Forces of Great Britain, France and the United States, and auxiliary contingents of other Powers serving with them. At the present time auxiliary contingents are provided by Belgium, Denmark, Luxembourg and Norway.

...../(c)

(c) Non-German nationals who are serving with the Occupation Authorities, e.g. NAAFI and EES personnel or members of Voluntary Organisations providing Welfare amenities for the Occupation Forces.

(d) Members of the families and non-German persons in the service of persons defined in paragraph 2 (a), (b) and (c) above.

(e) Non-German persons whose presence in the Federal Republic is certified by a High Commissioner or Commander of the Occupation Forces of Great Britain, France or the U.S.A. to be necessary for the purposes of the Occupation.

3. All individuals applying for Allied Forces Permits must produce written evidence from their sponsors to prove to the satisfaction of the Issuing Authority that they come within the categories defined above. The written evidence referred to in this paragraph must state the purpose for which the Permit is required and the duration of the applicants stay in Germany.

4. Allied Forces Permits will be issued with a validity period covering either:-

(a) the actual period of contract or service of the individual in Germany not exceeding a maximum of two years at any one time, or

(b) the actual period estimated for a visit in respect of persons making temporary duty visits, and

(c) in the case of Families either:-

(i) as in para 4.(a) above for those assuming Residence in Germany with the head of the Family, or

(ii) the actual period authorized for those making short visits under officially recognized Schemes.

5. All Allied Forces Permits will be issued gratis.

6. Paragraph covering:-

(a) validity of all Permits issued under old arrangements

(b) Extensions within Germany of Permits issued abroad, and initial issues within Germany.

(N.B. - This paragraph cannot be completed without discussion with, and advice from, the Board).

Copies to:

Files CTB/202
CTB/209/2
CTB/278

ALLIED FORCES PERMIT
PERMIS DES FORCES ALLIEES
GENEHMIGUNG FUER ANGEHOERIGE DER ALLIIERTEN STREITKRAEFTE

No. .....

Name .....
Nom

a Member of the Allied Forces as defined in Allied High Commission Law No. 2 is permitted to enter and leave the Territory of the Federal Republic and Western Berlin without restriction
until: .....

Membre des Forces Alliées telles que celles-ci sont définies par la Loi No. 2 de la Haute Commission Alliee, est autorisé à entrer ou à sortir sans restriction sur le Territoire de la République Fédérale Allemande et les Secteurs Occidentaux de Berlin
jusqu'au: .....

Angehoeriger der Alliierten Streitkraefte laut Gesetz No. 2 der Alliierten Hohen Kommission, hat die Erlaubnis in das Gebiet der Bundesrepublik und West-Berlins
bis zum: .....
unbeanstandet ein- und auszureisen.

The Holder is entitled to the immunities conferred by Allied High Commission Law No. 13 on members of the Allied Forces.

Le titulaire bénéficie des immunités accordées par la Loi No. 13 de la Haute Commission Allice aux membres des Forces Alliees.

Inhaber ist berechtigt zu den Privilegien, welche Angehoerigen der Alliierten Streitkraefte laut Gesetz No. 13 der Alliierten Hohen Kommission verliehen worden sind.

Date of Issue .....
Date de délivrance
Tag der Ausstellung

Place of Issue .....
Lieu de délivrance
Ort der Ausstellung

Signature of Issuing Official .....
Signature de l'Autorité délivrant le Permis
Unterschrift des ausfertigenden Beamten.

ALLIED FORCES PERMIT
PERMIS DES FORCES ALLIEES

GENEHMIGUNG FUER ANGEHOERIGE DER ALLIIERTEN STREITKRAEFTE

No. .....

Name .....
Nom

a member of the Allied Forces is entitled to immunities under Allied High Commission Law No. 13 and to enter and leave the territory of the Federal Republic of Germany and Western Berlin
until: .....

membre des Forces Alliées, bénéfice des immunités accordées par la Loi No. 13 de la Haute Commission Alliée et peut entrer sur le territoire de la République Fédérale Allemande, des Secteurs Occidentaux de Berlin, ou en sortir, jusqu'au: .....

ist Angehoeriger der Alliierten Streitkraefte und zu den ihm laut Gesetz No. 13 der Alliierten Hohen Kommission zustehenden Immunitäten und zum Betreten und Verlassen des Gebietes der Bundesrepublik und West-Berlins fuer die Zeit bis zum: .....
berechtigt.

Date of Issue .....
Date de délivrance
Tag der Ausstellung

Place of Issue .....
Lieu de délivrance
Ort der Ausstellung

Signature of Issuing Official .....
Signature de l'Autorité délivrant le Permis
Unterschrift des ausfertigenden Beamten

492

BUNDESKANZLERAMT
DIENSTSTELLE
FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
524-00 - III a 2521

BONN, den 1. Dezember 1950

Mr.
T.J. Gilligan
Deputy Director
External Affairs Directorate

H e r f o r d
B.A.O.R. 15

Betr.: Übertragung von Befugnissen auf deutsche Konsulate

Ich beehre mich, den Empfang des Schreibens vom 20. November 1950 - CTB/278 - mit den Aufstellungen über die Einreise- und Durchreisesichtvermerke, die die Permit Offices in der Zeit von Januar bis September 1950 ausgestellt haben, sowie über die Kosten, die für die Unterhaltung der Permit Offices in dieser Zeit entstanden sind, mit verbindlichstem Dank zu bestätigen. Die Aufstellung wird für die Vorbereitungen zur Errichtung der Paßabteilungen der deutschen Konsulate, die die Aufgaben der Permit Offices demnächst übernehmen sollen, von großem Wert sein.

Im Auftrag

Stahlberg

Translation.

Subject: Transfer of Responsibilities to German Consulates.

I have the honour to confirm the receipt of your letter dated 20th November, 1950 - CTB/278 - together with a Statement of Entry- and Transit Permits issued by Permit Offices from January to September 1950 and also of the expenditure accrued in maintaining the aforesaid offices during the a.m. period. The statement will be of great value in arranging the establishment of Passport Sections of the German Consulates which are to take over the commitments of the Permit Offices in the near future.

By order (sgd) Stahlberg

M. Archer
Memo for file
[illegible]
6 Dec 50

Herford 6th December, 1960

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

COMBINED TRAVEL BOARD

CTB/247

To: Allied High Commission Permit Office for Germany, BRUSSELS
" " " " " " " COPENHAGEN
" " " " " " " ROME
" " " " " " " THE HAGUE
" " " " " " " OSLO
" " " " " " " STOCKHOLM
" " " " " " " BERNE
" " " " " " " LUXEMBOURG.

SUBJECT: Transfer of Functions to the Federal Government.

Reference circular letter CTB/278 of the 2nd December which sets out the current position in regard to the transfer of functions to German Consular Offices.

1. It has been decided, with a view to assisting the smooth hand-over of our functions to German Consular Offices and for the purpose of establishing the fact that these offices have the full support and confidence of the Allied Authorities, that each Permit Office may be authorised to give a cocktail party or a similar type of function for the purpose of introducing German Consular officials to individuals and organisations which are at the present time giving support or assistance to Allied High Commission Permit Offices.

2. This social function is to be organised expressly for the purposes defined above and will not be an occasion for organising a general party for the benefit of Permit Office staffs. The guests should be restricted to those persons or representatives of organisations which it is desirable for German Consular officials to cultivate with a view to ensuring continuous smooth working after Allied High Commission Permit Offices are closed and withdrawn from the countries in which they are now established.

3. This letter is not to be regarded as a general authority for immediate organisation of a social function. It will be necessary for each office to apply for individual authorisation to expend money for this purpose as and when they consider an appropriate time has arrived. In this connection it should be borne in mind that CTB financial authorisations for this purpose will not exceed the following amounts for the offices stated:-

Copy for. 278

..../Brussels

		Local currencies to the equivalent of:
Brussels	-	100 Dollars
Copenhagen	-	100 "
Rome	-	75 "
The Hague	-	100 "
Oslo	-	50 "
Stockholm	-	75 "
Berne	-	100 "
Luxembourg	-	40 "

4. It is the opinion of the Combined Travel Board that these functions should be organised not earlier than approximately one month before the official closing date for each office, when the occasion can serve the dual purpose of a farewell for the Permit Office and an introduction for German Consular Offices.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)
for Director
External Affairs Directorate.

TJG/HS

Copy to: Finance Section
" " File CTB/278

Policy File

Policy file

(506)

C
O
P
Y

November 9, 1950

MEMORANDUM OF CONVERSATION

Subject: Assumption by the German Authorities of Operational Responsibility for Passport Control at the Borders and for the Issuance of Foreign Travel Passports on the Territory of the Federal Republic

Persons: Ritter von Lex, Staats Sekretaer; Ministerial Direktor Egidi; Dr. von Wolf; all of German Ministry of Interior; Mr. J. L. McCraw and Mr. B. Gufler

When Mr. McCraw and I called on Ritter von Lex today to present to him the draft program for control of travel over the Soviet Zone boundary, he received us attended by Herr Egidi and Herr von Wolf. On the assumption that we had come to discuss the transfer to the German authorities of border control and passport issuance functions, he presented to us the results of the Federal Government's negotiation with the Laender regarding those matters. He stated that the Laender had been adamant that they would not permit the setting up of a federal office with a monopoly on the issuance of passports. They had raised constitutional difficulties and had indicated that they would stop any legislation on this subject in the Bundesrat. They were equally adamant that they would use the Bundesrat to stop the setting up of an exclusively federal border police.

Ritter von Lex indicated that as a result it would be necessary for the Federal Government formally to inform the High Commission that it could not carry out the High Commission's wishes that these services should be placed in the hands of the federal authorities. The Minister of the Interior intends, however, within the very near future to present to the High Commission through the Bundeschancellery a compromise proposal along the following lines:

1) Passports shall be issued as was done prior to 1933 by the Oberbuergermeister and Landraete. Their issuance shall, however, be subject to control by the Land Ministries of the Interior and a central federal passport office. The central federal passport office will lay down the conditions under which passports are issued and act as a central clearing house for information. It is foreseen that objections may be raised from the Allied side to the equipping of all Landraete and Oberbuergermeisters with the "black lists." It is proposed that "black lists" should therefore be supplied only to the Federal Ministry of the Interior and that prior to issuance of passports the Landraete and Oberbuergermeisters shall query their respective Land Ministries of the Interior as to whether there is any objection to the issuance of a passport to an individual applicant.

2) The control of passports at borders shall be in the hands of a federal service established under Aritlce 87, paragraph 1, of the Basic Law. The second sentence of this paragraph provides that federal border control authorities may be established by federal legislation. The German officials stated that under this provision they can establish a federal border control service by a law of the Bundestag which will not be susceptible to veto by the Bundesrat. The German authorities assume that there will be no objection to their setting up such a force in view of the provisions of the letter of the Military Governors to the Parliamentary Council on Police Matters of 14 April 1949. They do not foresee that this service will take over the actual border policing functions of existing Laender police and view it rather as a border control service more nearly analogous to the immigration inspection service in the United States or Great Britain.

Ritter von Lex suggested that this might be a good counterproposal for the German authorities to make to the High Commission since it met the High Commission's desires for a federal service at least fifty per cent. We told him that our personal reaction was that such a proposal would merit serious and favorable consideration by the Allied authorities.

When we call again on Ritter von Lex next week with regard to control of travel over the Soviet Zone boundary, we shall take occasion to inquire again regarding this matter.

BG:jh

510

12 December 1950.

OTC/CTB/P(50) 283

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

Function of the Berlin Branch Office of the Combined Travel Board.

1. Document FOL/SEC(50) 319 replies to one of the questions raised by document FOL/OTC/CTB/P(50) 137/A.

2. A similiar letter was forwarded to the Chief of Staff, Chairman, Interallied Kommandatura, Berlin, under reference AGSEC (50) 2703.

3. The present document will be submitted to The Board at its next Meeting.

Secretary to the Board

File No.:- CTB/204

Copy to :- File CTB/202
File CTB/278

509

RESTRICTED

Annexe to
OTC/CTB/P (50) 283
POL/SEC(50)319

7 December 1950.

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

Secretariat

To: The Director-General,
Combined Travel Board.
(Attention: Secretariat).

Subject: Function of the Branch Office of the Combined Travel Board in Berlin.

1. On behalf of the Political Affairs Committee, the Working Party on Foreign Affairs has re-examined the decision given in document POL/P(50)59 para C(iii)(12) in the light of document POL/OTC/CTB/P(50)137/A, concerning the Branch Office of the Combined Travel Board in Berlin.

(a) The Working Party considers that the Combined Travel Board can, until further notice, maintain the tripartite office of the Combined Travel Board in Berlin. It should, however, utilise the same personnel for the Branch Office of the Combined Travel Board and for the Interzonal Facilities Bureau in Berlin, without undertaking to combine these two offices.

(b) The Working Party considers that the Combined Travel Board Branch Office should limit its competence to the issue of temporary travel documents without prejudging the possibility for Berliners to obtain Federal Passports.

(c) The Working Party agrees that the Branch Office of the Combined Travel Board in Berlin shall cease issuing, as from 2 January 1951, any entry permits for foreigners into the Territory of the Federal Republic.

2. You are requested to forward your comments to the Secretariat for transmission to the Political Affairs Committee before 15th December.

P. VIENNET.

Duty Secretary.

RESTRICTED

RESTRICTED

Texte francais joint

12 December 1950.

OTC/CTB/P(50)284.

CTB/278

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

TRANSFER TO THE FEDERAL GOVERNMENT OF OPERATIONAL RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL.

1. The following is an extract from the paper POL/M(50)41 concerning Transfer to the Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control:

"911 - POINTS ARISING FROM PREVIOUS MINUTES.

(viii) Transfer to the Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control (POL/M(40), Conclusion 901(p):

THE MEETING:

(911) (m) noted

(1) that each Member would supply the Secretariat with the amendments he desired to make to POL/Memo(50)27;

(2) that the Meeting with the German delegation had been postponed at the request of the French Member;

(3) that the British and US Members could accept with reservations the German proposal to pass a law establishing Federal Border Protection Authorities;

(n) agreed that the French Member on the receipt of instructions from his Government would consult his colleagues with a view to making a joint reply on an informal basis to the German delegation;

(o) instructed the Secretariat to forward the contents of POL/Memo(50)27 as amended, to the Federal Chancellery."

2. The paper POL/Memo(50)27, referred to above, is filed in Policy File CTB/278.

3. This paper will be submitted to the Board at its next meeting.

Secretary to the Board.

J. DIJON.

RESTRICTED

514

MINUTES OF DIRECTORATE MEETING
HELD ON 11th DECEMBER, 1950.

Original on CTB/1013/3

TRANSFER OF RESPONSIBILITIES TO GERMAN AUTHORITIES:

The Chairman said that the Federal authority which would be ultimately responsible for passport control would be the Ministry of Interval Affairs. However, as it appeared that this body would not be able to undertake the responsibilities for some time, it should be pressed that the functions which had already been agreed for transfer should be handed over as an interim measure to the German Customs authorities. The transfer from this body to the Ministry of Interval Affairs would then be effected at a later date. As had already been agreed, the transfer to the Customs should take place on 15th December 1950. In the French Zone, certain responsibilities would be retained by the Commissaria.

CTB/278

515

COMBINED TRAVEL BOARD, BRANCH OFFICE
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION, BUREAU REGIONAL
HANNOVER, LAND NIEDERSACHSEN
B.A.O.R. 5

16 Hegelstraße
Hannover-Kleefeld
Tel.: Hannover 89 26 31/34

LNS/ 11837/CTB

30th November 1950

Combined Travel Board
HERFORD, B.A.O.R. 15

Subject: Establishment of German Consulates.

Reference your letter OTC/CTB/CAB(5057) of 18th September, para 1.

It would be appreciated if the dates of opening and the addresses of the German Consulates in London, New York and Paris could be notified to Branch Offices so that these may be communicated to enquirers.

(P.T.Pirie)
Chief, Branch Office

516

Director
Internal Affairs Directorate

Attached letter referred to your Directorate for information and action.

Secretariat

folios 517 to 521 have been removed to file 278/2 — folios: 14 to 18 —

27/12/5K

Antrag

auf Erteilung eines Sichtvermerks
zur Einreise nach - zur Durchreise durch Deutschland

Application

for a Visa to enter - to travel through Germany

An das Generalkonsulat der Bundesrepublik Deutschland in New York

To the Consulate General of the Federal Republic of Germany in New York

1. Familien- und Vornamen (bei Frauen auch Geburtsname), 1. Surname and Christian names (in the case of married women state also maiden name),	..... (Familienname) (Surname) ..... (Vornamen, Rufname unterstreichen) (Christian names, underline first name)
2. Geburtstag und Geburtsort (Kreis, Land) 2. Date and place of birth (district, state)	geboren am ..... born on in ..... in (Kreis Land) (District State)
3. Wohnsitz oder dauernder Aufenthaltsort, Sitz der gewerblichen Niederlassung, genaue Anschrift und Geschäftsadresse 3. Residence or permanent abode, seat of business establishment, exact private and business adress	
4. Familienstand 4. Family particulars	ledig ..... single verheiratet, verwitwet, geschieden seit ..... married, widowed, divorced since

5. Staatsangehörigkeit (bei Doppelstaatern auch die weitere) 5. Nationality (in case the applicant claims a second nationality, state this)	jetzige present nationality ..... frühere former nationality ..... zweite Staatsangehörigkeit second nationality .....
6. Beruf 6. Profession	
7. Was für einen Paß besitzen Sie? (Art des Passes, Nummer, ausstellende Behörde und Ausstellungsort, Datum, Geltungsdauer) 7. What Type of passport do you possess? (type of passport, number, issuing authority and place issued, date issued, period of validity)	.....Paß-Nr. ..... passport no. ausgestellt durch..... issued by in ..... in am ..... on gültig bis zum ..... valid until
8. Reiseweg, Reiseziel, Reisezweck 8. Itinerary, destination, purpose of journey	
9. Voraussichtlicher Zeitpunkt der Einreise und Dauer des Aufenthalts in Deutschland 9. Prospective date of entry and duration of stay in Germany	Einreise etwa am: Entry on about: ..... Aufenthaltsdauer: Duration of stay: .....
10. Begleitende Kinder (Name, Geschlecht, Tag und Ort der Geburt) 10. Accompanying children (name, sex, date and place of birth)	a) ..... b) ..... c) .....
11. Art des beantragten Sichtvermerks (Einreise-, Durchreisesichtvermerk, einmalig, mehrmalig) 11. Type of visa applied for (entry - transit visa for single journey or repeated journeys)	

12. Bemerkungen
12. Notes

Ich erkläre an Eidesstatt, daß die obigen Angaben nach bestem Wissen und Gewissen gemacht sind und der Wahrheit entsprechen.

I herewith declare in lieu of oath that the foregoing statements have been made to the best of my knowledge and belief and are true.

....

(Ort und Datum)
(Place and date)

(Eigenhändige Unterschrift)
(Signature)

CERTIFICATE OF AUTHENTICITY

THIS IS TO CERTIFY THAT THE MICROPHOTOGRAPHS APPEARING ON THIS REEL STARTING WITH TRAVEL TO AND FROM BERLIN, 275, Volume IV

AND ENDING WITH THIS CERTIFICATE, ARE ACURATE AND COMPLETE REPRODUCTIONS OF POLICY FILES FROM THE COMBINED TRAVEL BOARD

AS REPRODUCED BY THE MICROFILE UNIT OF THE RECORDS MANAGEMENT SECTION, COMMUNICATIONS BRANCH, OFFICE OF THE EXECUTIVE DIRECTOR OF THE UNITED STATES HIGH COMMISSIONER FOR GERMANY, LOCATED IN BONN, GERMANY.

N. H. Heubeck
N. H. HEUBECK
RECORDS ADMINISTRATOR

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD.

P. T. Pirie (P.T. PIRIE)

SECRETARIAT.

27 August 1952

Date Produced

48.29

Reel Number

Tripartite Committee on Refugees: vol III. June 1950. TS Refugee Records from the Foreign Office, 1947-1970 FO 1071/126/6. The National Archives (Kew, United Kingdom). Refugees, Relief, and Resettlement, link.gale.com/apps/doc/JOPWMX780840107/RRRW?u=omni&sid=bookmark-RRRW&pg=1. Accessed 6 Jan. 2025.